

MINISTRE DE LA REFONDATION
DE L'ETAT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi



**CADRE STRATEGIQUE
DE LA REFONDATION**



- **Son Excellence le Colonel Assimi GOITA**, Président de la Transition, Chef de l'Etat prononçant son discours à l'occasion de la Cérémonie de clôture des Assises Nationales de la Refondation Bamako, le 30 décembre 2021

« Les préoccupations soulevées ainsi que les résolutions prises à l'occasion des Assises Nationales de la Refondation, traduisent à suffisance le désir de changement des Maliens qui ne saurait, sous aucun prétexte être détourné... (...). Maintenant que le diagnostic est posé par notre réflexion collective, les pistes de solutions identifiées, nous avons cependant l'obligation historique de nous donner la main, sans appartenance ethnique, religieuse, politique, afin de mettre en œuvre les changements voulus par le peuple pour son essor et pour la sauvegarde des générations futures. En cela, les résultats des Assises contribueront à amorcer les réformes structurelles qui vont repositionner notre pays en vue de son redressement, de sa stabilité durable et de sa transformation économique et sociale ».

Extrait du discours de **Son Excellence le Colonel Assimi GOITA**, Président de la Transition, Chef de l'Etat à l'occasion de la Cérémonie de clôture des Assises Nationales de la Refondation.
Bamako, le 30 décembre 2021



■ **Docteur Choguel Kokalla MAIGA**
Premier ministre, Chef du Gouvernement

LISTE DE ACRONYMES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS

| | |
|------------------------------|---|
| MACIHT | Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme |
| MAECI | Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale |
| MARCC | Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes |
| MATD | Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation |
| MCENMA | Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration |
| MDAC | Ministère de la Défense et des Anciens Combattants |
| MDR | Ministère du Développement Rural |
| MEADD | Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable |
| MEF | Ministère de l'Économie et des Finances |
| MEN | Ministère de l'Éducation Nationale |
| MENEFP | Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle |
| MESRS | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique |
| MIC | Ministère de l'Industrie, du Commerce |
| MJDH | Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme |
| MJS | Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne |
| MMEE | Ministère des Mines, de l'Énergie et l'Eau |
| MMEIA | Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine |
| MPFEF | Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille |
| MRE | Ministère de la Refondation de l'État |
| MRPCN | Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale |
| MSDS | Ministère de la Santé et du Développement Social |
| MSPC | Ministère de la Sécurité et de la Protection civile |
| MTFPDS | Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social |
| MTI | Ministère des Transports et des Infrastructures |
| MUHDATP | Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population |
| Primature / CAB MDRPI | Cabinet du Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et Institutionnelles |

SOMMAIRE

| | |
|--|-----|
| LISTE DES ACRONYMES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS | 8 |
| SIGLES ET ABRÉVIATIONS | 9 |
| AVANT-PROPOS | 11 |
| INTRODUCTION | 15 |
| CONTEXTE ET JUSTIFICATION | 16 |
| VISION | 17 |
| OBJECTIFS | 17 |
| STRATÉGIES | 18 |
| PRINCIPES DIRECTEURS | 18 |
| ACTIONS À RÉALISER | 19 |
| ACTIONS PRIORITAIRES DE LA TRANSITION | 40 |
| MOYENS DE MISE EN ŒUVRE | 42 |
| SUIVI-ÉVALUATION | 43 |
| FINANCEMENT | 44 |
| ANNEXE 1 PLAN D'ACTION DE LA REFONDATION DE L'ÉTAT (PARE 2022 - 2026) | 45 |
| ANNEXE 2 PLAN D'ACTIONS PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION (PAPGT 2022 - 2024) | 127 |
| ANNEXE 3 PLAN D'ACTIONS PRIORITAIRES COMPLÉMENTAIRES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION (PACGT 2022 - 2024) | 141 |
| ANNEXE 4 TEXTES RÉGLEMENTAIRES | 173 |
| ANNEXE 5 PHOTOS DES ASSISES NATIONALES DE LA REFONDATION | 179 |

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|--------------------|--|
| ABFN | Agence du Bassin du Fleuve Niger |
| AIGE | Autorité Indépendante de Gestion des Élections |
| AMO | Assurance Maladie Obligatoire |
| ANPE | Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi |
| ANR | Assises Nationales de la Refondation |
| APEJ | Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes |
| CANAM | Caisse Nationale d'Assurance Maladie |
| CEDEAO | Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest |
| CNO | Commission Nationale d'Organisation (des Assises Nationales de la Refondation) |
| COMATEX | Compagnie Malienne de Textile |
| CSCOM | Centre de Santé Communautaire |
| CSREF | Centre de Santé de Référence |
| CUMA | Coopérative d'Utilisation des Matériels Agricoles |
| CORE | Conseil d'Orientation de la Refondation de l'État |
| CPSRE | Comité de Pilotage Stratégique de la Refondation de l'État |
| CTC-PARE | Comité Technique de Coordination du Plan d'Action de la Refondation de l'État |
| CINSERE-ARN | Comité Indépendant de Suivi-Évaluation des Recommandations des ARN |
| CREDD | Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable |
| DNACPN | Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances |
| EPA | Etablissement Public Administratif |
| FAFPA | Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage |
| FAMA | Forces Armées Maliennes |
| HUICOMA | Huilerie Cotonnière du Mali |
| ISO | Organisation Internationale de Normalisation |
| MRE | Ministère de la Refondation de l'État |
| M5-RFP | Mouvement du 5 Juin - Rassemblement des Forces Patriotiques |
| NINA | Numéro d'Identification Nationale |
| OCLEI | Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite |
| ODD | Objectifs du Développement Durable |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ORTM | Office de Radiodiffusion Télévision du Mali |
| PHP | Panel des Hautes Personnalités (des Assises Nationales de la Refondation) |
| PDSEC | Programme de Développement Economique, Social et Culturel |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| RAMU | Régime d'Assurance Maladie Universelle |
| TOKTEN | Transfer of Knowledge of Technology and Research by Expatriated Nationalities |



■ **Ibrahim Ikassa MAÏGA,**
Ministre de la Refondation de l'Etat,
Chargé des Relations avec les Institutions

AVANT-PROPOS

L'honneur m'échoit, au nom des plus Hautes Autorités de la Transition, d'introduire le présent document de synthèse à haute valeur historique dans le processus renouveau de la gouvernance de l'Etat, élaboré suite à un travail gouvernemental méthodique et soutenu, et présenté sous le format de Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE) assorti de Plans d'actions.

Pour rappel, depuis une décennie, notre Patrie le Mali traverse une période charnière et particulièrement éprouvante de son histoire qui, cependant, offre des opportunités, sur fond de défis et d'enjeux, mais aussi et surtout une période riche en engagement patriotique nourri d'espoirs légitimes.

Fort de ce constat, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, a instruit le Gouvernement, conduit par le Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla MAÏGA, d'entreprendre un processus de Refondation de la Nation comme vision du processus de Transition politique en cours.

C'est dans cette optique que les Assises Nationales de la Refondation (ANR), préparées dans une démarche consensuelle et inclusive, se sont tenues du 11 au 30 décembre 2021 dans les communes, les cercles, les pays de forte concentration des Ressortissants maliens à l'étranger ainsi qu'au niveau national pour une synthèse finale. Il s'agissait d'établir un diagnostic sans complaisance de l'état de la Nation, de proposer des solutions permettant de construire une sortie de Crise. Et dans le même temps, il était attendu d'ouvrir des perspectives dans les domaines des réformes politiques et institutionnelles, de la sécurité, du développement socioéconomique et culturel, de la bonne gouvernance et de la justice, de la diplomatie et de la condition des Maliens établis à l'extérieur, de la citoyenneté, de la promotion de langues nationales et des valeurs sociétales de la consolidation de la paix et du vivre-ensemble.

Facilité par le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, en coordination avec le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles et l'ensemble du Gouvernement, le processus des Assises a été conduit, à la grande satisfaction, par le Panel des Hautes Personnalités et la Commission Nationale d'Organisation des ANR. Le Rapport final des travaux des ANR remis aux Autorités de la Transition en février 2022, contient 517 Recommandations traduisant des orientations stratégiques claires, précises et holistiques, et permettent d'envisager un meilleur alignement des politiques publiques sur les priorités des Maliennes et des Maliens à court, moyen et long terme ainsi qu'une base de réformes structurelles globales de l'Etat.

Lesdites Recommandations des ANR ont été traduites chacune, sans exclusive et sans dénaturation aucune, en actions gouvernementales dans le **Cadre Stratégique de la Refondation**

de l'Etat (CSRE), assorti de plans d'actions, avec comme finalité de donner corps à la vision d'« un Mali nouveau bien gouverné, sécurisé et stable, soucieux du développement durable, du vivre ensemble et respectueux des droits de l'Homme et des valeurs socio-culturelles ».

Au regard de la vision et des objectifs de la Refondation de l'Etat, il a été retenu les cinq (5) axes stratégiques suivants :

- Axe stratégique n°1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles ;
- Axe stratégique n°2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale ;
- Axe stratégique n°3 : Croissance économique et Développement durable ;
- Axe stratégique n°4 : Capital humain, Genre et Inclusion sociale ;
- Axe stratégique n°5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne.

Le dispositif de pilotage du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat comprend trois (3) niveaux : le Conseil d'Orientation de la Refondation de l'Etat (CORE), placé sous l'autorité du Premier ministre ; le Comité de Pilotage Stratégique de la Refondation de l'Etat (CPSRE), présidé par le ministre chargé de la Refondation de l'Etat, et les Comités Techniques de Coordination de la mise en œuvre du Plan d'action sectoriel de la Refondation de l'Etat (CTC-PARE) animés par les Secrétaires généraux respectifs des départements ministériels concernés.

A travers ce cadre institutionnel, le CSRE ambitionne, sur une période décennale (CSRE 2022-2031), de mettre en cohérence les différents programmes sectoriels avec les idées novatrices des ANR, à travers un **Plan d'actions de la Refondation de l'Etat (PARE 2022-2026) sur cinq (5) ans et un Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT-2022-2024) sur vingt-quatre (24) mois, prolongé par un Plan d'actions prioritaires complémentaires.**

De ce fait, dans le court terme de la période de Transition fixée pour jeter, de façon irréversible, les bases de la Refondation de l'Etat, deux cent dix (210) actions tirées du Plan d'action (PARE 2022-2026) du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) seront progressivement mises en œuvre, dont cinquante-cinq (55) actions prioritaires sur une période de vingt-quatre (24) mois d'une part, et d'autre part cent cinquante-cinq (155) actions complémentaires se poursuivant au-delà de la période de Transition. Elles sont identifiées autour de trois piliers : la Refondation de la gouvernance politique et institutionnelle (1), la Refondation de la gouvernance sécuritaire et socio-économique (2) et la Refondation de la citoyenneté (3).

Les ressources intérieures financeront en grande partie les dépenses liées à la refondation et une partie des dépenses d'investissement. Le reste des investissements sera pris en compte dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures conformément au cadre législatif en cours. Le tout dans une approche coordonnée, efficace et efficiente de financement et de gestion des ressources publiques.

A l'évidence, le présent CSRE 2022-2031, à travers sa vision et ses orientations, propose de gouverner autrement avec le souci constant de la rigueur, de la transparence, de l'efficacité et

de l'efficience. Aussi, pour rompre avec le cycle des foras sans mise en œuvre des conclusions et conformément aux engagements des Autorités de la Transition de respecter la volonté exprimée du Peuple malien à l'issue des ANR, **le Comité Indépendant de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR)**, institué auprès du Président de la Transition, veillera-t-il sur la mise en œuvre cohérente des recommandations des ANR et s'assurera de la traçabilité, de la redevabilité et du suivi-évaluation des Plans d'actions du CSRE.

L'encadrement légal du mécanisme d'adoption et de mise en œuvre du CSRE 2022-2031 est consacré à travers son adoption en Conseil des Ministres le 1er juin 2022, ainsi que son approbation suivant Décret n°2022-0453/PT-RM du 10 août 2022, ainsi qu'auparavant la création du Comité Indépendant de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR) par Décret n°2022-0242/PT-RM du 20 avril 2022 et la désignation de ses membres par Décret n°2022-0393/PT-RM du 29 juin 2022.

Au demeurant, nonobstant l'effort de synthèse et de catégorisation des mesures proposées par thématiques et par secteurs en actions gouvernementales réparties sur l'un des cinq axes stratégiques, le lecteur au fil du document du CSRE et ses Annexes, pourrait percevoir une certaine récurrence des actions et indicateurs, avec des formulations souvent peu heureuses. Mais, cela se justifie par le souci, évoqué plus haut de garder comme telles les recommandations issues des ANR, au risque de les dénaturer, juste à la recherche d'un simple perfectionnisme logique ou syntaxique, toute chose dont la veille citoyenne et la critique politique, « gardiennes des volontés exprimées par le Peuple », ne tiendraient guère en compte.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour exprimer ma profonde gratitude aux Hautes Autorités de la Transition, et mes remerciements aux autorités politiques et administratives, aux légitimités confessionnelles, traditionnelles et coutumières, aux forces de défense et de sécurité, aux forces paramilitaires et agents de santé, aux partis et regroupements de partis politiques, aux organisations de la société civile, aux organisations syndicales, aux collectivités territoriales, aux ordres professionnels et autres corporations, en somme à toutes les Forces vives du Peuple malien, pour leur mobilisation, leur engagement patriotique en faveur du Mali-Koura.

Nous pouvons envisager l'Avenir avec optimisme à travers le présent Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat qui traduit le profond désir de changement de paradigmes pour une gouvernance vertueuse de notre Etat et l'aspiration du Peuple malien à un Mali nouveau fondé sur les valeurs cardinales de paix, de justice, de solidarité, de vivre-ensemble et d'honneur.

Bamako – Juin 2022

Le ministre de la Refondation de l'Etat,
Chargé des Relations avec les Institutions,

Ibrahim Ikassa MAIGA
Chevalier de l'ordre national

I. INTRODUCTION

La profonde crise socio-sécuritaire et politique que traverse le Mali depuis 2012 nécessite de profondes mutations institutionnelles et structurelles dans la gestion de l'État.

La période de Transition en cours est une opportunité pour le peuple malien de se concerter autour de la vision du changement et des réformes globales nécessaires, d'identifier les goulots d'étranglement qui empêchent la mise en œuvre des propositions de solutions pour restaurer les principes républicains et démocratiques et corriger les faiblesses qui ont gangrené le système de gouvernance de l'État au Mali.

Avec l'avènement de la phase de rectification de la Transition en mai-juin 2021, un Plan d'Action du Gouvernement de Transition (PAG), adopté le 02 Août 2021 par le Conseil National de Transition (CNT), a prévu la réalisation de réformes globales de refondation, sur des bases consensuelles et inclusives.

C'est dans ce contexte que les Assises Nationales de la Refondation (ANR) se sont tenues en décembre 2021 aux niveaux communal, local, régional et national. Elles ont également concerné les Maliens établis à l'Extérieur au niveau de certaines grandes juridictions d'Ambassade ou de Consulat.

Ces Assises ont offert l'occasion d'établir un diagnostic sans complaisance de la gravité et de la profondeur de la crise et ses enjeux et proposer des pistes de solution appropriées.

A l'issue de plusieurs journées de réflexion et d'échanges, d'importantes recommandations ont été formulées pour traduire les aspirations profondes du plus grand nombre des populations à aller vers un Mali nouveau.

La mise en œuvre de la plupart de ces recommandations va au-delà de la période de transition, car il s'agira d'amorcer une transformation profonde de notre système de gouvernance en vue d'une véritable refondation de l'État.

C'est dans ce cadre que l'élaboration d'une stratégie cohérente intégrant l'ensemble des recommandations des Assises Nationales de la Refondation a été initiée par le Ministère de la Refondation de l'État.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

De son accession à l'indépendance en 1960 à nos jours, le Mali s'est engagé dans un processus de construction nationale d'une république démocratique, laïque et sociale qui a souvent été ponctué de crises sociopolitiques caractérisées par des ruptures de l'ordre constitutionnel établi.

À partir de 2012, le Mali fut confronté aux conséquences d'une nouvelle rébellion couplée à une invasion djihadiste dans le septentrion du pays qui a favorisé l'avènement d'une crise multidimensionnelle ébranlant les fondements de la Nation elle-même. En effet, la dégradation progressive de la situation sécuritaire, conséquence de la déliquescence accrue de l'État pendant plusieurs décennies, s'est ajoutée à l'incapacité des institutions à répondre aux besoins du moment, au délitement du lien social et à l'effritement de la cohésion nationale.

L'année 2015 fut marquée par la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger les 15 mai et 20 juin à Bamako. Toutefois, les effets escomptés notamment la paix, la réconciliation et la stabilité au Mali n'ont pas été atteints malgré la forte présence et l'assistance de la Communauté internationale. Malgré tout, l'insécurité s'est étendue aux régions du Centre, au Sahel occidental et à certaines localités du Sud du Mali.

En 2020, la détérioration du climat politique et la grogne sociale ont entraîné un vaste mouvement de contestation populaire porté par le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), qui a pris en charge les aspirations légitimes du peuple. Ce mouvement populaire a exigé et obtenu la démission du Président de la République et son régime. La lutte du peuple a été parachevée, le 18 août 2020, par l'intervention des Forces armées et de sécurité conduite par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP).

Ces événements avaient suscité un grand espoir chez les Maliennes et les Maliens épris de paix et de justice. L'ensemble des forces vives s'attendait à une période de transition politique qui consacrerait la rupture tant souhaitée. Mais des divergences de vue dans la gestion de la Transition entre les plus hautes autorités n'ont pas permis au processus de transition d'évoluer à hauteur des attentes. Cette situation a abouti à la Rectification de la trajectoire de la Transition le 24 mai 2021, suite à la démission du Président de la Transition, du Premier ministre et de son Gouvernement.

Se fondant sur l'engagement pris par le Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi GOITA, dès son investiture le 7 juin 2021, de s'atteler à la satisfaction rapide des besoins prioritaires des populations, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAIGA a, dès l'entame de sa mission, mis en exergue lors du premier Conseil de cabinet tenu le 13 juin 2021, les axes d'intervention du Gouvernement notamment : le renforcement de la sécurité, les réformes politiques et institutionnelles, l'organisation d'élections crédibles, la réduction du train de vie de l'État et la moralisation de la vie publique.

Au Conseil des Ministres du mercredi, 16 juin 2021, le Président de la Transition a instruit le Premier ministre de conduire les missions de la Transition recentrées sur les points suivants : (i) l'amélioration de la Sécurité sur l'ensemble du territoire, (ii) les réformes politiques et

institutionnelles, la bonne gouvernance, la transparence et la réduction du train de vie de l'État, (iii) la mise en œuvre intelligente et efficiente de l'Accord pour la Paix issu du Processus d'Alger et (iv) l'organisation d'élections crédibles et transparentes. Ces missions s'inscrivent en droite ligne des orientations de la Charte et de la Feuille de Route de la Transition.

Face aux menaces existentielles de l'État, les hautes autorités de la Transition se sont engagées dans une œuvre de refondation de l'État en vue d'instaurer une gouvernance vertueuse, bâtir des institutions légitimes et reconstruire l'homme malien de type nouveau incarnant les valeurs sociétales et républicaines

Dans cette perspective, les Assises Nationales de la Refondation (ANR) se sont tenues du 11 au 30 décembre 2021 sur toute l'étendue du territoire national et dans les pays de forte concentration des Maliens établis à l'étranger.

À l'issue des débats intenses et fructueux, 517 recommandations ont été formulées par les participants qui devront faire l'objet d'un chronogramme d'exécution par le Gouvernement devant inclure, entre autres, des tâches à caractère exécutoire et urgent dont l'exécution relèverait de la Transition ainsi qu'un mécanisme de suivi-évaluation.

C'est dans ce cadre qu'a été élaboré le présent Cadre Stratégique de la Refondation de l'État (CSRE) dont la mise en œuvre s'étalera sur dix (10) ans.

III. VISION

La vision du Cadre stratégique de la Refondation de l'État est la suivante : « *un Mali nouveau bien gouverné, sécurisé et stable, soucieux du développement durable, du vivre-ensemble et respectueux des droits de l'Homme et des valeurs socio-culturelles* ».

IV. OBJECTIFS

❑ 4.1. Objectif général

L'objectif général du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État est d'assurer un véritable processus de refondation du Mali à travers la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

❑ 4.2. Objectifs spécifiques :

L'objectif général s'articule autour des objectifs spécifiques se rapportant aux treize (13) thématiques des Assises Nationales de la Refondation, comme suit :

- Objectif : 1.1. Améliorer la gouvernance politique, institutionnelle, administrative et électorale ;
- Objectif : 1.2. Promouvoir la justice et les droits de l'Homme et lutter contre la cybercriminalité ;
- Objectif : 1.3. Renforcer les capacités de l'outil diplomatique malien pour une participation accrue des maliens établis à l'étranger ;
- Objectif : 1.4. Améliorer l'administration du territoire et la décentralisation ;

- Objectif : 2.1. Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité;
- Objectif : 2.2. Renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits, rétablir la cohésion sociale;
- Objectif : 3.1. Améliorer le système de planification du développement et de la gestion économique et financière;
- Objectif : 3.2. Promouvoir le développement durable et l'assainissement;
- Objectif : 4.1. Promouvoir le dialogue social;
- Objectif : 4.2. Améliorer l'accès à la santé et promouvoir le Genre et l'inclusion sociale;
- Objectif : 4.3. Améliorer le système éducatif et la recherche scientifique;
- Objectif : 5.1. Développer l'Artisanat et le tourisme et promouvoir les activités artistiques et culturelles;
- Objectif : 5.2. Promouvoir la Jeunesse, l'Éducation civique et la Citoyenneté et développer le Sport.

V. STRATÉGIES

La stratégie de mise en œuvre est basée sur la synergie entre les recommandations des Assises Nationales de la Refondation et le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD).

Ainsi, le CSRE repose sur les axes stratégiques suivants :

- Axe stratégique n°1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles;
- Axe stratégique n°2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et cohésion sociale;
- Axe stratégique n°3 : Croissance économique et Développement durable;
- Axe stratégique n°4 : Capital humain, Genre et Inclusion sociale;
- Axe stratégique n°5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne.

La mise en œuvre des actions du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État se fera de façon progressive et réaliste et tiendra compte des capacités des structures et de la disponibilité des ressources.

VI. PRINCIPES DIRECTEURS

Les principes directeurs retenus pour la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État sont les suivants :

- une approche participative et inclusive dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État et son plan d'action;
- une réalisation progressive et réaliste des actions qui tient compte du caractère obligatoire des recommandations, des capacités des structures et de la disponibilité des ressources;
- une gestion basée sur le principe de redevabilité aux citoyens;
- une communication régulière sur les progrès enregistrés sur la base des résultats attendus.

VII. ACTIONS À RÉALISER

☐ **Axe stratégique n°1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles**

- A. Objectif spécifique 1.1. : Améliorer la gouvernance politique, institutionnelle, administrative et électorale**
- 1.1.1. Réduction du nombre de partis politiques en appliquant des conditions restrictives de création et de financement ;
 - 1.1.2. **Relecture de la Charte des partis politiques, avec une réaffirmation du statut de Chef de file de l'Opposition ;**
 - 1.1.3. **Élaboration d'une nouvelle Constitution ;**
 - 1.1.4. Interdiction du nomadisme politique des élus ;
 - 1.1.5. Réduction du nombre d'institutions de la République dans la Constitution ;
 - 1.1.6. Révision des compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale ;
 - 1.1.7. Mise en place du Sénat et de la Cour des Comptes ;
 - 1.1.8. Ouverture aux citoyens de la saisine de la Cour Constitutionnelle ;
 - 1.1.9. Officialisation de l'utilisation des langues nationales dans les fora officiels ;
 - 1.1.10. Maintien de la forme de l'État unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social ;
 - 1.1.11. Élaboration d'un mécanisme constitutionnel de destitution du Président de la République en cas de forfaiture ou de non-respect de son serment ;
 - 1.1.12. Relecture du mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle ;
 - 1.1.13. **Recomposition du Conseil National de la Transition conformément à la Charte de la Transition ;**
 - 1.1.14. Effectivité de la redevabilité des agents de l'État à tous les niveaux et l'élaboration des mécanismes d'interventions des citoyens dans le contrôle et la gestion des affaires publiques ;
 - 1.1.15. **Relecture de la loi électorale ;**
 - 1.1.16. **Mise en place d'un organe unique indépendant de gestion des élections (AIGE) ;**
 - 1.1.17. Maintien de l'échelon Région/Cercle comme circonscription électorale des députés ;
 - 1.1.18. **Confection d'un fichier électoral inclusif et fiable et la carte biométrique pour toutes les élections ;**
 - 1.1.19. Instauration du mode de scrutin proportionnel pour l'élection des députés ;
 - 1.1.20. Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives ;
 - 1.1.21. **Organisation des élections municipales avant les législatives et la présidentielle ;**
 - 1.1.22. Mise en place d'un Conseil national des Autorités religieuses, traditionnelles et coutumières ;
 - 1.1.23. Réalisation de l'audit de la Transition ;
 - 1.1.24. **Installation du nouveau président élu dans un délai de 6 mois à 5 ans, à compter du mois de mars 2022 ;**
 - 1.1.25. Lutte contre la corruption et l'impunité sous toutes leurs formes en rendant imprescriptibles les infractions en matière de corruption et de délinquance financière.

B. Objectif spécifique 1.2. : Promouvoir la justice et les droits de l'Homme et lutter contre la cybercriminalité

- 1.2.1. **Rapprochement des administrations judiciaires des populations ;**
- 1.2.2. Recrutement dans le cadre de la diversification des administrations judiciaires à travers le pays pour rendre plus rapide et serein le fonctionnement de la justice ;
- 1.2.3. Séparation réelle des pouvoirs et dépolitisation de la justice ;
- 1.2.4. **Mise en place d'un juge des libertés et de la détention ;**
- 1.2.5. **Règlementation du secteur des médias en fonction des nouveaux canaux de communication tout en préservant la liberté d'expression ;**
- 1.2.6. Préservation du régime de la pluralité des médias comme acquis démocratique en dépit de la législation nécessaire, encadrant le secteur ;
- 1.2.7. Indemnisation de toutes les familles victimes de guerre et de terrorisme ;
- 1.2.8. Regroupement des services de contrôle judiciaire OCLEI, Vérificateur Général, Contrôle Général des Services Publics en une seule structure ;
- 1.2.9. **Règlementation des médias sur les réseaux sociaux ;**
- 1.2.10. **Accélération de la lutte implacable contre l'impunité ;**
- 1.2.11. Réalisation de l'audit de la justice, la formation des magistrats et l'amélioration de leurs conditions ;
- 1.2.12. **Intégration de l'imprescriptibilité des infractions en matière de délinquance financière dans le code de procédure pénale ;**
- 1.2.13. Diffusion et vulgarisation des textes sur la justice ;
- 1.2.14. Etablissement d'une collaboration effective et complémentaire entre la justice classique et la justice traditionnelle pour le règlement des litiges ;
- 1.2.15. Multiplication et opérationnalisation du bureau d'aide juridique et judiciaire auprès des tribunaux pour les justiciables démunis ;
- 1.2.16. Effectivité de la médiation pénale pour désengorger les maisons d'arrêts ;
- 1.2.17. Opérationnalisation de la nouvelle réorganisation judiciaire ;
- 1.2.18. Simplification et digitalisation de toutes les procédures et démarches administratives ;
- 1.2.19. Renforcement du financement de la justice ;
- 1.2.20. Création d'une institution dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité ;
- 1.2.21. Autorisation pour la conception d'un logiciel de filtrage des fake news.

C. Objectif spécifique 1.3. : Renforcer les capacités de l'outil diplomatique malien pour une participation accrue des Maliens établis à l'extérieur

- 1.3.1. Professionnalisation de la diplomatie pour qu'elle soit plus active ;
- 1.3.2. Élargissement de la carte diplomatique en fonction des intérêts de notre pays ;
- 1.3.3. **Redéfinition des visées diplomatiques et de la coopération en fonction des besoins nouveaux du Mali ;**
- 1.3.4. Émergence d'une diplomatie de crise plus efficace avec comme points focaux la défense, la sécurité, l'économie, l'industrie et la protection des Maliens établis à l'Extérieur ;
- 1.3.5. Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives et poursuite de leur représentation dans les Institutions de la République ;
- 1.3.6. Organisation des États généraux de la migration ;

- 1.3.7. Création d'un cadre de concertation des Associations des Maliens établis à l'Extérieur;
- 1.3.8. Création d'un observatoire de la diplomatie;
- 1.3.9. Reprise du projet TOKTEN;
- 1.3.10. Renforcement du centre d'études stratégiques;
- 1.3.11. **Intégration des besoins liés aux secteurs de la sécurité et de la défense dans les priorités de la diplomatie;**
- 1.3.12. Multiplication des partenariats et accords de coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense;
- 1.3.13. Poursuite des efforts dans les domaines de la diplomatie économique;
- 1.3.14. Application de la réciprocité entre le Mali et les autres pays;
- 1.3.15. Initiation de la semaine des Maliens établis à l'Extérieur en vue de révéler les talents novateurs scientifiques, culturels, sportifs et artistiques;
- 1.3.16. Ouverture des missions diplomatiques et consulaires dans tous les pays où résident au moins (1000) mille ressortissants maliens;
- 1.3.17. Facilitation des démarches administratives et de création d'entreprises pour les Maliens établis à l'Extérieur;
- 1.3.18. Multiplication et diversification des partenariats à tous les niveaux sur la base du principe gagnant-gagnant;
- 1.3.19. Désignation des conseillers consulaires parmi la diaspora;
- 1.3.20. Création d'une carte d'identité biométrique, consulaire et électorale;
- 1.3.21. Création de la Banque d'investissements de la diaspora;
- 1.3.22. Promotion et valorisation des entreprises maliennes dans l'espace sous-régional.

D. Objectif spécifique 1.4. : Améliorer l'administration du territoire et la décentralisation

- 1.4.1. Relecture des textes de la décentralisation;
- 1.4.2. Relecture des textes sur les élections, la charte des partis, le fichier électoral et la loi électorale;
- 1.4.3. Renforcement de la politique de contrat plan État/Région et le partenariat public/privé pour promouvoir le développement local et régional;
- 1.4.4. Augmentation de la contribution de l'État dans le financement des Collectivités territoriales;
- 1.4.5. Opérationnalisation des transferts de compétences, de ressources financières et humaines de l'État aux Collectivités Territoriales;
- 1.4.6. Opérationnalisation des nouvelles circonscriptions et Collectivités territoriales;
- 1.4.7. Réorganisation du territoire sur la base des critères de populations, des potentialités économiques, socio-culturelles et géographiques;
- 1.4.8. Dépolitisation de l'administration publique (Gouverneurs, Préfets et sous-préfets, Directeurs nationaux, Directeurs généraux, Présidents des CA des EPA);
- 1.4.9. Prise en compte des réfugiés, des minorités et des Maliens établis à l'Extérieur dans la détermination des circonscriptions électorales;
- 1.4.10. Maillage du territoire par la présence de la Sécurité, de l'Administration et des Services sociaux de base;

- 1.4.11. Amélioration du statut des élus des collectivités et suppression du bénévolat pour éviter la mauvaise gestion et les détournements ;
- 1.4.12. Révision du système éducatif pour faire l'adéquation entre le système et le marché de l'emploi (États généraux sur l'Éducation, Forum national de l'Éducation et Conférence Nationale sur l'Éducation, etc.) ;
- 1.4.13. Facilitation de l'accès des personnes vivant avec un handicap aux services sociaux de base ;
- 1.4.14. Maillage des aires de santé sur toute l'étendue du territoire ;
- 1.4.15. Digitalisation de la délivrance des actes d'État civil ;
- 1.4.16. Ouverture d'un guichet sur le foncier dans les représentations des Maliens établis à l'Extérieur ;
- 1.4.17. **Simplification de la procédure d'obtention et de délivrance de la carte NINA en nationalisant sa confection ;**
- 1.4.18. Application des textes sur l'octroi de 15% des terres aménagées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables ;
- 1.4.19. Vulgarisation à grande échelle des textes sur la nouvelle Loi domaniale et foncière et la loi sur le Foncier Agricole surtout le volet guichet unique portant sur les formalités d'acquisition du titre foncier.
- 1.4.20. Effectivité de l'implication des légitimités traditionnelles et coutumières dans les commissions foncières Agricoles
- 1.4.21. Adoption d'une loi sur le droit de surface à accorder aux villages afin de sauvegarder leurs terres Agricoles par rapport aux permis miniers.

□ **Axe stratégique n°2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale**

- A. Objectif spécifique 2.1. : Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité**
- 2.1.1. Mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) par la mise en place d'un système informatique pour assurer la maîtrise des effectifs et des moyens mis à la disposition des forces de défense et de sécurité ;
- 2.1.2. Poursuite de l'équipement des FAMA ;
- 2.1.3. Accroissement de la formation spécialisée de nos forces de défense et de sécurité en fonction des menaces asymétriques ;
- 2.1.4. Implantation de nouveaux camps aux effectifs conséquents en fonction de la nouvelle carte sécuritaire et stratégique du pays et surtout de la géographie des menaces ;
- 2.1.5. **Développement de nouveaux partenariats militaires avec des puissances militaires pour mieux défendre la souveraineté du Mali ;**
- 2.1.6. Dissolution de toutes les milices et leur reversement dans l'armée ;
- 2.1.7. Recrutement dans tous les villages situés dans les zones d'insécurité ;
- 2.1.8. **Instauration du service militaire obligatoire à partir de 20 ans ;**
- 2.1.9. Affectation des éléments intégrés hors de leurs localités d'origine ;
- 2.1.10. **Déploiement des officiers supérieurs sur le terrain et non dans les Ministères ;**

- 2.1.11. **Construction de logements sociaux pour les militaires ;**
- 2.1.12. Revalorisation des primes et avantages des militaires ;
- 2.1.13. Soutien aux femmes dans les camps par la mise en place d'activités génératrices de revenus ;
- 2.1.14. Création d'un fonds spécial pour la prise en charge des femmes et des enfants des militaires tombés au front ;
- 2.1.15. **Attribution au Président de la République, pour les besoins de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité et de la défense du territoire, le pouvoir de prendre un décret pour mobiliser les forces paramilitaires pour la défense de la patrie ;**
- 2.1.16. **Militarisation de la police nationale ;**
- 2.1.17. **Suspension des revendications pour la période de défense du territoire et les besoins des syndicats ;**
- 2.1.18. Création d'un observatoire de la défense et de la sécurité ;
- 2.1.19. Création d'un observatoire des frontières.

B. Objectif spécifique 2.2. : Renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits, rétablir la cohésion sociale

- 2.2.1. Identification et mise en œuvre des réponses adéquates aux priorités pour la stabilisation et le retour à la paix dans un très court terme ;
- 2.2.2. Évaluation stratégique de l'architecture des questions de paix et des causes structurelles des conflits au Mali ;
- 2.2.3. Élaboration d'une Approche/Vision cohérente et globale de paix et de développement durable ;
- 2.2.4. Intégration des questions de paix dans le système et les outils de planification nationale ;
- 2.2.5. Intégration de la problématique de paix dans les politiques publiques et les programmes nationaux ;
- 2.2.6. Renforcement des capacités pour une meilleure prise en compte de cette intégration ;
- 2.2.7. Mise en place d'un cadre inclusif de concertation et de coordination intersectorielle pour la réconciliation, la paix et la cohésion sociale au Mali ;
- 2.2.8. Développement des perspectives de moyen et long termes pour mieux renforcer/ intégrer graduellement la paix dans le processus du développement national ;
- 2.2.9. **Accélération de l'effectivité de la démobilisation, du désarmement et de la réinsertion des combattants des mouvements signataires en mettant l'accent sur la démobilisation du combattant et non la récupération des armes ;**
- 2.2.10. Relecture de l'Accord d'Alger, publication de son Additif et accélération de sa mise en œuvre ;
- 2.2.11. Mise en place du Haut Conseil des Légitimités Traditionnelles et coutumières ;
- 2.2.12. Mise en place de la haute Autorité de la Cohésion et de la Réconciliation ;
- 2.2.13. Instauration de la semaine de la paix et du dialogue au Mali ;
- 2.2.14. Reconstruction des fondations de la réconciliation nationale en créant des

dividendes de la paix;

2.2. 15. **Respect des droits humains et lutte contre l'esclavage;**

2.2. 16. **Renforcement de la coopération entre les populations, l'administration et les forces de sécurité;**

2.2. 17. Lutte contre la corruption et l'impunité;

2.2. 18. Promotion de la justice transitionnelle comme instrument de gestion des conflits.

□ **Axe stratégique n°3: Croissance économique et développement durable**

ⓐ **Objectif spécifique 3.1.: Améliorer le système de planification du développement et de la gestion économique et financière**

3.1.1. Planification de l'aménagement des terres agricoles, des zones Industrielles, des zones économiques spéciales et des permis miniers et d'orpaillage dans les villages;

3.1.2. Développement d'un réseau d'infrastructures ferroviaire, routière et fluviale;

3.1.3. Développement des infrastructures de stockage, de commercialisation, d'eau potable et d'énergie renouvelable (solaire notamment) dans les villages;

3.1.4. Valorisation des métiers liés à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche, à l'artisanat, au tourisme et à la chasse;

3.1.5. **Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'appui aux sources de croissance économique;**

3.1.6. **Organisation des filières productives en développant des chaînes de valeurs bien connectées, solidaires et compétitives au plan international;**

3.1.7. Renforcement du lien entre l'éducation et la recherche avec les secteurs productifs;

3.1.8. Priorisation de la formation technique et professionnelle pour doter le pays d'une main d'œuvre qualifiée et compétitive;

3.1.9. Renforcement de la gouvernance d'entreprise en améliorant les conseils d'administration et en encourageant les certifications ISO et autres de nos entreprises;

3.1.10. Augmentation du nombre d'entreprises maliennes cotées en bourses;

3.1.11. Renforcement du secteur financier en vue de faire face aux besoins de financement à long terme de notre économie (notamment pour le secteur privé);

3.1.12. Mobilisation de l'épargne publique nationale pour le financement du déficit compte tenu de la situation fragile du pays (insécurité, instabilité et mauvaise gouvernance);

3.1.13. **Relecture des Codes des douanes et des impôts pour la mobilisation des ressources financières suffisantes;**

3.1.14. **Amélioration de la gestion des exonérations et des subventions en les rendant plus transparentes et conformes aux règles de la concurrence;**

3.1.15. **Lutte contre la fraude fiscale et les pertes de ressources pour l'État en rendant transparentes les conventions signées par l'État et en procédant à leur évaluation périodique;**

3.1.16. Amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la dépense publique en renforçant l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation périodique des budgets programmes;

3.1.17. Soutien à l'accès des entreprises nationales à la commande publique et à la sous-

11

- traitance des entreprises minières;
- 3.1.18. Allocation de 15% des marchés publics aux PME dirigées par les femmes et les jeunes;
 - 3.1.19. Élaboration d'une politique nationale de contenu local (notamment au niveau du secteur minier);
 - 3.1.20. **Réalisation de l'audit des permis miniers, notamment ceux dont les bénéficiaires ne respectent pas les textes sur la protection de l'environnement;**
 - 3.1.21. Création d'une Banque d'investissements ouverte à la participation des Maliens établis à l'Extérieur;
 - 3.1.22. Élaboration d'une politique d'industrialisation et de soutien au secteur privé;
 - 3.1.23. Instauration d'un système de redevabilité et de reddition des comptes pour toute personne ayant assumé des responsabilités, même à la retraite;
 - 3.1.24. Augmentation de la participation de l'État au capital des sociétés minières;
 - 3.1.25. Mise en place d'un système de contrôle des fonds de souveraineté;
 - 3.1.26. Élaboration et mise en œuvre d'un programme de développement des pôles dans les campagnes centrés sur les potentialités et le savoir-faire de chaque localité;
 - 3.1.27. Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'exploitation et de valorisation des eaux souterraines, de surface et pluviales en utilisant les énergies renouvelables;
 - 3.1.28. Valorisation des potentialités de l'Office du Niger et autres Offices en augmentant les superficies aménagées;
 - 3.1.29. Réforme du secteur Agricole touchant l'enregistrement des Exploitations Familiales et des Entreprises Agricoles, la mise en place des Coopératives d'Utilisations des Matériels Agricoles (CUMA), la prise de textes pour favoriser les achats institutionnels avec les producteurs Agricoles et des centrales d'achat de stockage des produits afin d'éviter le bradage des productions et de stabiliser la production pour les besoins de consommation intérieure;
 - 3.1.30. Application des mesures pour arrêter les changements de vocations des terres Agricoles au profit des programmes immobiliers (constructions des maisons);
 - 3.1.31. Application des dispositions de la Loi sur le foncier Agricole attribuant au moins 15% des terres aménagées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables;
 - 3.1.32. Relecture des dispositions de la charte pastorale;
 - 3.1.33. Création d'une Assurance Maladie Obligatoire (AMO) pour les producteurs Agricoles;
 - 3.1.34. Mise en place d'un plan d'investissements pour la transformation agro-industrielle de toutes les matières premières en général et des produits Agricoles du Mali en particulier;
 - 3.1.35. Renforcement de la productivité Agricole à travers la gestion axée sur les résultats tout en utilisant des énergies renouvelables;
 - 3.1.36. Priorisation à l'échelle nationale du secteur Agricole pour un développement durable;
 - 3.1.37. Renforcement de la recherche Agricole;
 - 3.1.38. Adoption d'une stratégie pour stimuler l'économie formelle pour attirer les investisseurs privés;

- 3.1.39. Réalisation d'une raffinerie nationale pour contrôler la production d'or et maintenir la valeur ajoutée dans notre pays ;
- 3.1.40. Adoption des choix stratégiques (relecture du code minier) pour augmenter les revenus miniers du Mali à travers la création d'une société nationale qui fera l'option de choisir les 15% de la production d'or en lieu et place des dividendes sur les 20% que détient l'État dans le capital des sociétés minières ;
- 3.1.41. Promotion des ressources en hydrogène et en lithium qui sont le futur énergétique du Mali ;
- 3.1.42. Augmentation de l'impact des ressources minières sur l'économie communautaire et nationale à travers la construction d'infrastructures de base : route, école, centre de santé, électricité
- 3.1.43. Adoption d'un système fiscal adéquat ;
- 3.1.44. Création d'une société étatique d'exploitation minière ;
- 3.1.45. **Informatisation/digitalisation de l'administration, des recettes fiscales et non fiscales ;**
- 3.1.46. Promotion d'e-gouvernance au niveau de l'État et de e-commerce y compris à l'exportation
- 3.1.47. Élaboration d'une stratégie de consommation des produits locaux.

B. Objectif spécifique 3.2. : Promouvoir le développement durable et l'assainissement

- 3.2.1. Relecture des grandes politiques en matière d'environnement, d'assainissement et de développement durable pour les adapter aux Objectifs du Développement Durable (ODD), à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et à la Vision de la CEDEAO 2050 ;
- 3.2.2. Mise en œuvre de façon harmonieuse des différents documents de politiques et de stratégies au niveau des différents secteurs et sous-secteurs ;
- 3.2.3. Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques et dans les PDESC des Communes ;
- 3.2.4. Promotion et valorisation des énergies renouvelables ;
- 3.2.5. Intégration de nos valeurs culturelles dans la révision des grandes politiques conformément à la Charte de KurukanFuga entre autres et d'autres pratiques traditionnelles de protection de l'environnement ;
- 3.2.6. Renforcement de la coordination des efforts de l'État et des Collectivités territoriales dans la mise en œuvre des politiques environnementales et d'aménagement du territoire ;
- 3.2.7. Développement et mise en œuvre des plans de gestion, augmentation de la productivité biologique des aires protégées ;
- 3.2.8. Établissement des corridors biologiques pour connecter les aires protégées afin de faciliter la migration des populations de faune et de flore ;
- 3.2.9. Développement des partenariats entre l'État et les collectivités afin de réaliser des projets de conservation et de restauration des habitats ;
- 3.2.10. Accroissement de l'utilisation d'instruments économiques pour inciter les propriétaires fonciers à adopter des pratiques agricoles et sylvicoles durables favorisant la biodiversité ;

- 3.2.11. Développement des programmes de rétribution pour les services économiques rendus par les écosystèmes, en particulier aquatiques et forestiers;
- 3.2.12. Mise en place des programmes forestiers pour rajeunir la forêt, pour fournir de la biomasse pour la production d'énergie et pour augmenter sa capacité à séquestrer le CO₂;
- 3.2.13. Promotion de la coopération internationale, sous régionale et bilatérale concernant l'environnement et le renforcement de la diplomatie environnementale;
- 3.2.14. Réalisation de l'exploitation écologiquement rationnelle des ressources de l'environnement intégrant les principes de prévention, de précaution et du pollueur-payeur (étude d'impact environnemental et social, évaluation environnementale stratégique, audit environnemental...);
- 3.2.15. Prise en compte des préoccupations de gestion intégrée et participative du développement durable (gouvernance, synergie dans la gestion du climat, de la biodiversité, de la sécheresse-désertification, des pollutions et nuisances...);
- 3.2.16. Adoption des mesures préventives afin d'assurer une meilleure connaissance des textes environnementaux par tous les acteurs de développement pour réduire les actions de détérioration des ressources de l'environnement et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables;
- 3.2.17. Réponse à l'objectif de gestion réglementée des ressources naturelles, comme outil d'aide à la décision pour des politiques sectorielles de développement durable (modes de consommation et de production durables, achat public durable, responsabilité sociétale des organisations et normes ISO 26000 portant lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale...);
- 3.2.18. Élaboration des indicateurs juridiques sur l'effectivité des textes régissant l'environnement ainsi que des outils d'évaluation de l'impact des instruments juridiques en matière d'environnement afin d'éviter toute régression dans la protection de l'environnement au Mali;
- 3.2.19. Effectivité de toutes les réglementations nationales et des conventions internationales ratifiées par le Mali en matière d'assainissement et de protection de l'environnement;
- 3.2.20. Réalisation d'une étude de faisabilité pour le développement d'une fiscalité écologique;
- 3.2.21. Réalisation des plans stratégiques d'assainissement et du schéma directeur d'urbanisation et d'aménagement;
- 3.2.22. Promotion des modes de consommation plus durables par des mesures réglementaires et économiques;
- 3.2.23. Renforcement des capacités des rédacteurs des textes juridiques relatifs à l'environnement au Mali;
- 3.2.24. Réalisation de l'audit des structures en charge de l'Environnement et de l'assainissement et proposition d'une nouvelle architecture institutionnelle en la matière;
- 3.2.25. Réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un Fonds national pour l'environnement;
- 3.2.26. Renforcement des capacités des institutions de lutte contre la désertification et l'ensablement des cours d'eau en termes de ressources humaines, financières et technologiques
- 3.2.27. Réalisation d'une étude de faisabilité de la Création d'une Agence de gestion des déchets;

- 3.2.28. Mise en place d'un dispositif de sauvegarde de l'environnement dans un contexte d'insécurité;
- 3.2.29. Renforcement des structures chargées du suivi, du contrôle et de l'évaluation des politiques de l'environnement et du développement durable;
- 3.2.30. Transformation de la Direction Nationale des Eaux et Forêts en Direction Générale des Eaux et Forêts;
- 3.2.31. Renforcement des capacités de la Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) en termes de ressources humaines, financières et technologiques;
- 3.2.32. Développement d'une synergie d'actions à travers l'instauration de cadres de concertation fonctionnels entre le Ministère en charge de l'Environnement et les autres Ministères sectoriels en charge des Mines, de la Santé, de l'Énergie, de l'Eau, des infrastructures, des transports et du Développement Rural;
- 3.2.33. Dynamisation du service d'hygiène et son transfert à l'Environnement;
- 3.2.34. Délocalisation de toutes les unités industrielles situées à proximité des habitations;
- 3.2.35. Renforcement des capacités de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) en termes de ressources humaines, financières et technologiques;
- 3.2.36. Réalisation de l'étude de faisabilité de création des usines de montage de plaques photovoltaïques;
- 3.2.37. Réalisation de l'étude de faisabilité de création d'un Conseil supérieur de l'environnement à l'image du Conseil Supérieur de l'Agriculture;
- 3.2.38. Amélioration des politiques urbaines pour minimiser ou mieux gérer les problèmes de pollutions et de nuisances, notamment à travers l'adoption de plans directeurs pour l'assainissement des agglomérations urbaines;
- 3.2.39. Prise en compte du lien entre pauvreté et environnement en luttant contre les phénomènes de marginalisation et de taudis urbains;
- 3.2.40. Développement et mise en œuvre d'un programme permanent d'appui au traitement des déchets et des produits dangereux, en privilégiant les approches novatrices et participatives de gestion en ce qui concerne les déchets solides et liquides urbains;
- 3.2.41. Adoption des mesures coercitives contre les unités industrielles qui déversent leurs effluents liquides dans les cours d'eau sans traitement préalable;
- 3.2.42. Mise en place, à tous les niveaux, d'un mécanisme de gestion des déchets biomédicaux;
- 3.2.43. Amélioration de la gestion durable des ressources naturelles, notamment des sols et promotion de la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (faune, flore et écosystèmes) en mettant un accent particulier sur l'intégration durable du secteur forestier et de ses produits dans l'économie nationale;
- 3.2.44. Lutte contre la dégradation des terres et la désertification en s'attaquant aux causes réelles de ces phénomènes;
- 3.2.45. Identification des activités de diversification comme alternatives à la coupe abusive du bois;
- 3.2.46. Promotion et valorisation des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la bioénergie;
- 3.2.47. Création d'un fonds national d'efficacité énergétique;

- 3.2.48. Promotion d'un Programme national d'éducation relative à l'environnement à travers l'élaboration et l'enseignement des programmes d'éducation environnementale dans tous les ordres et types d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur);
- 3.2.49. Renforcement des activités d'IEC, en encourageant et récompensant les bonnes initiatives des organisations de la société civile et des individus qui concourent à une meilleure gestion de l'environnement;
- 3.2.50. Promotion de la régénération Naturelle Assistée;
- 3.2.51. Sensibilisation des élus, des femmes, des associations de jeunes, des chasseurs pour leur implication active dans la lutte contre la déforestation;
- 3.2.52. Promotion des bosquets villageois et la protection des bois sacrés;
- 3.2.53. Réalisation d'une communication efficace et efficiente pour un changement de comportement du citoyen malien à l'égard de l'environnement;
- 3.2.54. Instauration des journées de travaux communautaires en vue d'entretenir les lieux avec en tête de file les autorités politiques et administratives;
- 3.2.55. Information et éducation de tous les acteurs de l'environnement sur le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP), notamment sur les bénéfices que peuvent générer les crédits carbone à travers la plantation de certains arbres (Jatropha), des activités relatives au foyer amélioré;
- 3.2.56. Sensibilisation des acteurs de l'environnement sur les enjeux de la transition écologique
- 3.2.57. Adoption des mesures (campagne de sensibilisation – sanctions) de lutte contre la pollution environnementale, notamment sur la base de la Loi n°2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances;
- 3.2.58. Intensification des campagnes de reboisement en optant pour des plantations sécurisées
- 3.2.59. Vulgarisation des textes environnementaux dans les langues nationales;
- 3.2.60. Élaboration et mise en œuvre d'un plan innovant de communication sur l'environnement de façon globale;
- 3.2.61. Renforcement de l'information environnementale des citoyens au quotidien et à tous les niveaux en vue d'un éveil de conscience en matière environnementale et d'assainissement;
- 3.2.62. Réhabilitation de l'HUICOMA et la COMATEX;
- 3.2.63. Relance des activités des Chemins de fer pour le désenclavement intérieur et extérieur et promotion des emplois et de l'économie locale.

□ **Axe stratégique n°4: Capital humain, Genre et Inclusion sociale**

● **A. Objectif spécifique 4.1 : Promouvoir le dialogue social**

- 4.1.1. Regroupement en un seul Ministère, des départements en charge de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale;
- 4.1.2. **Maintien du Service National des Jeunes pour les nouveaux admis aux concours de la Fonction publique;**

- 4.1.3. Instauration d'un contrat de performance dans les services publics (du niveau cercle jusqu'au niveau national) ;
- 4.1.4. Planification de la relève des cadres partant à la retraite afin de mettre fin à la prorogation de l'âge de la retraite ;
- 4.1.5. **Moralisation du concours d'accès à la fonction publique ;**
- 4.1.6. Développement d'une synergie d'action entre les différentes structures de formation-emploi FAFPA, APEJ, ANPE ;
- 4.1.7. Développement et mise en cohérence du système d'ingénierie de la formation entre les Ministères en charge de la Formation professionnelle, de l'Enseignement technique, de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur ;
- 4.1.8. **Enrôlement biométrique de tous les fonctionnaires de l'État et des Collectivité ainsi que les Forces armées et de sécurité afin de prévenir la fraude ;**
- 4.1.9. Tenue des états généraux de l'administration publique ;
- 4.1.10. Mise en place d'un mécanisme de veille citoyenne pour les services publics et parapublics ;
- 4.1.11. Récompense du mérite et sanction des infractions ;
- 4.1.12. **Affichage des coûts des prestations dans tous les services publics ;**
- 4.1.13. Réalisation d'une réforme profonde de la fonction publique de sorte que les fonctionnaires qui ne donnent pas de rendement puissent être licenciés au besoin ;
- 4.1.14. Revue des avantages accordés aux hauts cadres quand ils ne sont plus en poste ;
- 4.1.15. Institution de la redevabilité des responsables dans la gestion des affaires publiques ;
- 4.1.16. Répartition équitable des ressources humaines sur l'ensemble du territoire ;
- 4.1.17. Dématérialisation des procédures dans les services publics ;
- 4.1.18. Instauration des boîtes à suggestions au sein de tous les services de l'État ;
- 4.1.19. Création d'une structure de suivi/évaluation de la performance des activités du gouvernement (marchés publics, projets, programmes) ;
- 4.1.20. Création d'un système de dénonciation en ligne ;
- 4.1.21. Réorganisation de la société civile pour plus d'autonomie et de rendement ;
- 4.1.22. Promotion d'un syndicalisme constructif et apaisé ;
- 4.1.23. Consolidation de la justice sociale au sein de la fonction publique ;
- 4.1.24. Amélioration des conditions de vie des travailleurs ;
- 4.1.25. Amélioration de la performance des services publics ;
- 4.1.26. Prise en compte des quotas dans les recrutements ;
- 4.1.27. Dépolitisation des nominations dans l'administration ;
- 4.1.28. Renforcement du mécanisme de dialogue social entre la population rurale et l'administration publique ;
- 4.1.29. Mise en place des programmes d'incitation du secteur privé pour l'emploi des jeunes ;
- 4.1.30. Adoption des mesures visant la promotion de l'entrepreneuriat, en particulier celui des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap ;
- 4.1.31. Promotion de l'entrepreneuriat et consolidation du secteur privé ;

- 4.1.32. Dépolitisation de la société civile ;
- 4.1.33. Élaboration d'un code de bonne conduite de la société civile ;
- 4.1.34. Création du Haut conseil national des organisations de la société civile ;
- 4.1.35. Évaluation périodique des associations et organisations de la société civile ;
- 4.1.36. Dépolitisation des syndicats ;
- 4.1.37. Organisation des élections professionnelles de représentativité des organisations syndicales ;
- 4.1.38. **Organisation d'une conférence sociale pour négocier un pacte social de stabilité et de croissance ;**
- 4.1.39. Signature d'une trêve sociale avec les syndicats ;
- 4.1.40. Adoption d'un chronogramme de prise en charge des engagements de l'État pris dans le cadre des procès-verbaux de conciliation ;
- 4.1.41. **Relecture des textes sur la création des syndicats ;**
- 4.1.42. **Application de la loi sur l'exercice du droit de grève dans les services publics et parapublics ;**
- 4.1.43. Renforcement du rôle normatif du statut général des fonctionnaires ;
- 4.1.44. Plafonnement des rémunérations des cadres et dirigeants des Établissements Publics personnalisés (EPA, EPIC, etc.) ;
- 4.1.45. Informatisation des prestations dans les hôpitaux pour lutter contre la corruption ;
- 4.1.46. Dépolitisation des nominations dans les services publics ;
- 4.1.47. Nomination sur la base de la performance et des compétences en vue d'encourager l'excellence au niveau de la fonction publique ;
- 4.1.48. Intégration dans le programme de formation scolaire et universitaire des modules incitant à l'entrepreneuriat et l'auto emploi ;
- 4.1.49. Promotion de la création des emplois verts ;
- 4.1.50. Rétablissement de la taxe emploi jeunes (TEJ) et la taxe à la formation professionnelle (TFP) ;
- 4.1.51. Organisation régulière du concours d'entrée à la fonction publique ;
- 4.1.52. **Élaboration et mise en œuvre d'un programme promotion de l'emploi en milieu rural ;**
- 4.1.53. Réinstauration du service civique ;
- 4.1.54. Mise en place d'un dispositif efficace de financement de l'entrepreneuriat ;
- 4.1.55. Intégration dans le programme de formation scolaire et universitaire des modules sur l'entrepreneuriat et l'auto emploi ;
- 4.1.56. Formation des jeunes entrepreneurs et promotion de l'octroi des marchés basés sur les compétences et non sur les relations ;
- 4.1.57. Élaboration d'une politique fiscale adaptée aux PME ;
- 4.1.58. Création d'un Département Ministériel dédié exclusivement à l'entrepreneuriat ;
- 4.1.59. Soutien à la mise en œuvre des approches de gestion innovante des exploitations familiales rurales et des entreprises agricoles ;

- 4.1.60. Incitation des Collectivités Territoriales dans la promotion de l'entrepreneuriat rural en y investissant au moins 15% du budget régional et en facilitant l'accès sécurisé au foncier ;
- 4.1.61. Définition et mise en œuvre d'une stratégie nationale sur l'entrepreneuriat rural ;
- 4.1.62. Création d'un guichet unique pour l'assistance à la promotion de l'entrepreneuriat, à l'emploi et à la formation professionnelle ;
- 4.1.63. Création d'une banque nationale d'investissement afin de faciliter l'accès au financement des entreprises agricoles et péri-agricoles ;
- 4.1.64. Renforcement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans la transformation des produits de la filière bétail-viande et des produits oléagineux ;
- 4.1.65. Mise à la disposition des producteurs et des structures d'encadrement, les exigences d'assurance qualité et de veille commerciale ;
- 4.1.66. Promotion de la création d'emplois verts, décents et durables en milieu rural ;
- 4.1.67. Renforcement des capacités des jeunes et des femmes en milieu rural en alphabétisation et dans le domaine de la digitalisation ;
- 4.1.68. Réalisation de la couverture totale du pays en réseau de communication notamment internet à travers la fibre optique ;
- 4.1.69. Renforcement du réseau d'électrification rurale ;
- 4.1.70. Investissement dans la formation des jeunes en data-science et intelligence artificielle ;
- 4.1.71. Renforcement de la synergie entre les différents départements dans la promotion de l'entrepreneuriat ;
- 4.1.72. Promotion de la protection sociale dans le secteur agricole au profit des jeunes et des femmes en milieu rural.

B. Objectif spécifique 4.2. : Améliorer l'accès à la santé et promouvoir le Genre et l'inclusion sociale

- 4.2.1. Respect des dispositions de la loi hospitalière en matière d'exercice d'activités privées intra-hospitalières ;
- 4.2.2. Accélération de la mise en œuvre de la Couverture Médicale Universelle ;
- 4.2.3. Amélioration de la performance des structures sanitaires (financement, plateau technique et ressources humaines) ;
- 4.2.4. Amélioration de l'encadrement du secteur de la santé ;
- 4.2.5. Instauration d'une gestion nationale des réfugiés et des déplacés maliens ;
- 4.2.6. Valorisation de la médecine traditionnelle ;
- 4.2.7. Relecture de la politique sectorielle de la Santé et la loi y afférente ;
- 4.2.8. Application stricte de la loi hospitalière ;
- 4.2.9. Création des espaces pour l'exercice privé de la médecine dans les hôpitaux pour éviter l'exercice dans le secteur privé pour les médecins des hôpitaux ;
- 4.2.10. Mise en œuvre d'un financement basé sur les résultats dans les hôpitaux permettant d'allouer des primes de performance au personnel hospitalier ;

- 4.2.11. Fidélisation et motivation des ressources humaines dans les zones reculées ;
- 4.2.12. Élaboration d'un Code de santé publique et de statut du personnel de santé ;
- 4.2.13. Création d'un Conseil supérieur de la santé ;
- 4.2.14. Application des textes qui régissent la création des cabinets de santé ;
- 4.2.15. Adoption des textes législatifs sur le statut des Directeurs Techniques des CSCOM ;
- 4.2.16. Application stricte des textes réglementaires pour lutter efficacement contre l'exercice illégal de la médecine ;
- 4.2.17. Adoption du statut des agents paramédicaux ;
- 4.2.18. Relecture de la politique nationale de santé du Mali ;
- 4.2.19. Finalisation et mise en œuvre de la politique nationale de la transfusion sanguine adoptée en 2008 ;
- 4.2.20. Finalisation du document de politique de recherche sur les systèmes de santé ;
- 4.2.21. Réalisation des infrastructures conformément à la carte sanitaire ;
- 4.2.22. Amélioration du plateau technique des structures sanitaires ;
- 4.2.23. Opérationnalisation et sécurisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle prenant en compte les gratuités pour les indigents, les maladies sociales, les soins aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes y compris les césariennes ;
- 4.2.24. Création des CSCOM, conformément à la carte sanitaire des régions sans l'influence des partis politiques ;
- 4.2.25. Amélioration du plateau technique afin de réduire les évacuations sanitaires ;
- 4.2.26. Renforcement de la qualité des soins dans les établissements de santé tout en prenant en compte : l'accueil, l'hygiène des locaux, la sécurité des soins, la surveillance des infections nosocomiales, la maintenance des équipements ;
- 4.2.27. Revue du système de gestion des déchets biomédicaux et radioactifs au niveau des structures de santé ;
- 4.2.28. Élaboration des organigrammes des structures adaptées au contexte actuel ;
- 4.2.29. Création d'un Hôpital pédiatrique au niveau national et dans les Régions ;
- 4.2.30. Création des hôpitaux de hauts niveaux ;
- 4.2.31. Instauration des normes pour la construction des CSCOM ;
- 4.2.32. Revue du système de référence et d'évacuation sanitaire ;
- 4.2.33. Réduction des coûts par la prescription en DCI dans le secteur public ainsi que les structures privées conventionnées ;
- 4.2.34. Développement du secourisme au Mali pour améliorer les conditions des victimes avant l'arrivée de secours sur le lieu ;
- 4.2.35. Adoption d'une loi criminalisant la vente illicite et la contrefaçon des médicaments ainsi que les autres produits de santé ;
- 4.2.36. Ratification de la Convention Médicrime ;
- 4.2.37. Élaboration d'une politique nationale d'industrialisation du secteur pharmaceutique ;
- 4.2.38. Affectation des pharmaciens dans tous les CSREF et autres structures ;

- 4.2.39. Interdiction de la vente des médicaments en dehors des pharmacies ;
- 4.2.40. Application du schéma directeur d'approvisionnement des médicaments à tous les niveaux de la santé ;
- 4.2.41. Interdiction de l'usage des médicaments de la rue ;
- 4.2.42. Réexamen des coûts d'accès aux médicaments ;
- 4.2.43. Application de l'Arrêté déterminant la liste des médicaments autorisés par niveau des structures sanitaires ;
- 4.2.44. Communication sur le calendrier de garde des pharmacies ;
- 4.2.45. Développement de la médecine traditionnelle tout en insistant sur le renforcement des capacités et la réorganisation de la médecine traditionnelle
- 4.2.46. Analyse des médicaments des tradithérapeutes ;
- 4.2.47. Création d'un cadre de collaboration entre les agents de la médecine conventionnelle et les tradithérapeutes ;
- 4.2.48. Renforcement des capacités de formation des spécialistes dans le domaine socio-sanitaire
- 4.2.49. Mise en œuvre de la formation en cours d'emploi ;
- 4.2.50. Élaboration et mise en place d'un cahier de charges entre l'État et les structures de formation des agents de santé du niveau primaire et universitaire ;
- 4.2.51. Harmonisation et application d'un programme de formation commun des agents de santé avec ceux de la sous-région (tant au niveau public que privé) ;
- 4.2.52. Organisation des examens au plan national pour les structures privées et étatiques de formation des agents de santé ;
- 4.2.53. Amélioration du plateau technique au niveau des CSCOM ;
- 4.2.54. Élaboration des plans d'urgence et de contingence pour les nouvelles maladies émergentes/ré émergentes
- 4.2.55. Équipement des hôpitaux et centres de santé de matériels pour la prise en charge des personnes vivant avec un handicap ;
- 4.2.56. Suspension des évacuations des hauts cadres à la charge de l'État ;
- 4.2.57. Révision des stratégies de motivation des agents au niveau public tout en octroyant des primes sur les recettes afin de réduire la fréquentation du secteur privé ;
- 4.2.58. Renforcement des capacités du personnel dans le domaine de la maintenance des équipements ;
- 4.2.59. Recrutement d'un personnel de qualité et répartition équitable entre les centres de santé des différentes zones du Mali ;
- 4.2.60. Évaluation régulière des directeurs des hôpitaux et prise des sanctions qui s'imposent ;
- 4.2.61. Nomination des directeurs sur la base des résultats ;
- 4.2.62. Élaboration et respect strict des plans de carrière ;
- 4.2.63. Dotation de tous les CSCOM en ressources humaines de qualité ;
- 4.2.64. Création d'autres écoles supérieures de santé ;
- 4.2.65. Création des unités de soins spécialisés et particulièrement bucco-dentaires dans tous les CSCOM pour minimiser les références ;

- 4.2.66. Moralisation de l'emploi des médecins entre les hôpitaux et les privés ;
- 4.2.67. Promotion de la création de centres de prothèses dentaires privés ;
- 4.2.68. Révision de la méthodologie d'affectation des ressources aux collectivités
- 4.2.69. Augmentation du budget alloué à la santé ;
- 4.2.70. Mise en place d'un mécanisme de gestion des déchets biomédicaux à tous les niveaux ;
- 4.2.71. Maintien du service d'hygiène à la santé et renforcement de la collaboration entre santé et environnement ;
- 4.2.72. Renforcement de la télémédecine ;
- 4.2.73. Élaboration d'une politique nationale de la recherche scientifique en général et celle du domaine de la santé en particulier ;
- 4.2.74. Mise en place d'un fonds national pour financer la recherche scientifique ;
- 4.2.75. Audit de la CANAM avant de basculer dans le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU) ;
- 4.2.76. Renforcement des capacités des Mutuelles de Santé à travers la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Universelle ;
- 4.2.77. Élaboration et mise en œuvre d'un plan socio-sanitaire pour les personnes âgées ;
- 4.2.78. Prise en charge de l'encadrement des élèves coraniques par les collectivités ;
- 4.2.79. Réforme du système social afin de prendre en charge les opérations à coûts élevés en particulier les opérations du cœur ;
- 4.2.80. **Création des conditions de retour des déplacés et réfugiés ;**
- 4.2.81. Rétablissement de la sécurité dans les zones de réinstallation ;
- 4.2.82. Création d'un cadre de réinsertion des réfugiés et déplacés internes dans leur milieu d'origine ;
- 4.2.83. Réhabilitation et viabilisation des sites de réinstallation des réfugiés et déplacés
- 4.2.84. Mise en place des moyens permettant aux réfugiés de reprendre ou d'entreprendre des activités productives ;
- 4.2.85. Accélération de l'adoption de la loi sur les réparations et son décret d'application
- 4.2.86. Déconcentration des centres de gériatrie ;
- 4.2.87. Création d'un système de prise en charge des personnes victimes de catastrophes (interventions d'urgence, résilience, relèvement) ;
- 4.2.88. Prise en charge de toutes les mesures urgentes pour sécuriser les populations en général, les réfugiés et les déplacés en particulier ;
- 4.2.89. Sécurisation des ouvrages physiques d'eau potable, d'électrification rurale et de tous projets environnementaux réalisés ou à réaliser par les ONG internationales ;
- 4.2.90. Sécurisation du personnel local et étranger au cours des missions humanitaires sur l'ensemble du territoire national ;
- 4.2.91. Assistance technique, matérielle, financière et sécuritaire aux opérations humanitaires des ONG internationales au profit des populations locales ;
- 4.2.92. Restauration de la paix, renforcement de la cohésion sociale et promotion du dialogue communautaire avec le concours des ONG internationales ;

- 4.2.93. Prise en compte du préambule de la Convention 159 du BIT relative à la réadaptation professionnelle et à l'emploi des personnes Handicapées;
- 4.2.94. Application de l'article 18 du statut général des fonctionnaires concernant le recrutement des personnes vivant avec un handicap à titre exceptionnel ;
- 4.2.95. Mise en œuvre de la loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 et de son décret d'application relatifs aux droits des personnes vivant avec un handicap;
- 4.2.96. Participation des personnes vivant avec un handicap au Conseil Economique, Social et Culturel;
- 4.2.97. Promotion de la langue des signes pour une participation des malentendants à la vie de la Nation ;
- 4.2.98. Traduction de tous les documents importants de la Nation en braille ;
- 4.2.99. Création d'un Haut Conseil National pour les personnes vivant avec un handicap ;
- 4.2.100. Respect de l'application de la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 portant sur le genre ;
- 4.2.101. Promotion de l'accessibilité physique des personnes en situation de handicap à tous les services ;
- 4.2.102. Mise en place d'une agence nationale de l'emploi des personnes vivant avec un handicap
- 4.2.103. Intégration des stratégies, mesures et des budgets dans les politiques d'autonomisation économique et du travail pour faciliter l'accès au travail et à l'emploi des personnes vivant avec un handicap ;
- 4.2.104. Création des centres de formation et de réinsertion des enfants de la rue et des talibés
- 4.2.105. Intégration de la formation professionnelle et technique dans le programme des écoles coraniques ;
- 4.2.106. Sensibilisation des maîtres coraniques sur les risques et dangers qu'encourent les enfants dans la rue ;
- 4.2.107. Installation des centres d'écoute, d'orientation et d'accueil pour la prise en charge des enfants de la rue ;
- 4.2.108. Interdiction de la mendicité des enfants.

C. Objectif spécifique 4.3. : Améliorer le système éducatif et la recherche scientifique

- 4.3.1. Développement du secondaire, technique et professionnel et la formation professionnelle de l'enseignement supérieur ;
- 4.3.2. Adaptation du cursus de formation à l'emploi ;
- 4.3.3. Création de centres de formation professionnelle en tenant compte des avantages concurrentiels territoriaux ;
- 4.3.4. Mise en place d'un mécanisme de suivi systématique des diplômés ;
- 4.3.5. Participation des employeurs aux conseils pédagogiques des centres de formation et Conseil d'Administration des Universités pour mieux ajuster les formations aux besoins du milieu du travail ;

- 4.3.6. **Pacification de l'espace scolaire et universitaire pour en faire un lieu d'acquisition de savoirs et de connaissances et non de vandalisme et d'agressions permanentes;**
- 4.3.7. Organisation des États Généraux de l'Éducation ;
- 4.3.8. Réouverture et sécurisation des écoles fermées ;
- 4.3.9. Révision de la carte scolaire en prenant en compte la construction d'écoles techniques et professionnelles publiques dans toutes les régions ;
- 4.3.10. Mise en œuvre du plan de carrière des enseignants et conception d'un plan de formation ;
- 4.3.11. Valorisation de la fonction enseignante ;
- 4.3.12. Renforcement de l'Éducation Civique et Morale (ECM) en augmentant le coefficient de cette matière à l'école et l'inclure dans les examens y compris le Baccalauréat ;
- 4.3.13. Création d'une École Nationale Vétérinaire ;
- 4.3.14. Adoption de la loi portant officialisation des langues nationales conformément à l'esprit du document de politique linguistique tout en modifiant conséquemment l'article 25 de la Constitution de 1992 ;
- 4.3.15. Édition et publication du document de politique linguistique du Mali adopté par le Conseil des ministres du 03 décembre 2014 ;
- 4.3.16. Renforcement de l'utilisation des langues nationales dans tous les ordres et types d'enseignement ;
- 4.3.17. Remise à plat de l'ensemble des curricula du préscolaire au niveau universitaire à la lumière des systèmes traditionnels élaborés (exemple DO KAYIDARA) ;
- 4.3.18. Recrutement des diplômés en langue arabe dans la Fonction publique ;
- 4.3.19. Moralisation des conditions de création, d'ouverture et de fonctionnement des écoles privées ;
- 4.3.20. Mise en place d'un système accordant la primauté à l'École publique ;
- 4.3.21. Développement des écoles d'enseignement spécial dans toutes les régions (malentendants, malvoyants, etc.) ;
- 4.3.22. Conception et mise en œuvre d'un plan quinquennal d'éradication de l'analphabétisme au Mali en utilisant toutes les formes d'écriture des langues nationales (Tifinagh, N'Ko, Massaba, etc.) ;
- 4.3.23. Valorisation des systèmes d'écritures endogènes qui font partie de notre patrimoine culturel (Tifinagh, N'Ko, Massaba, Idéogrammes, etc.) ;
- 4.3.24. Organisation de la recherche sur les traditions en vue d'une meilleure prise en compte de nos valeurs culturelles dans la pratique démocratique au Mali ;
- 4.3.25. Amélioration de la recherche islamique par l'exploitation des manuscrits historiques ;
- 4.3.26. Construction d'une université des Sciences et Technologies à Kayes ;
- 4.3.27. Réhabilitation des laboratoires et en construire là où il n'en existe pas ;
- 4.3.28. Création des espaces d'échanges et de collaboration entre les scientifiques, les ingénieurs et les artisans ;
- 4.3.29. Instauration d'une gouvernance de la recherche sur le plan financier et scientifique
- 4.3.30. Valorisation de la propriété intellectuelle et l'innovation ;

- 4.3.31. Renforcement du financement de la recherche scientifique en dotant ce secteur d'un budget fixe représentant 1% du PIB national ;
- 4.3.32. Valorisation et promotion des résultats de la recherche et de l'innovation ;
- 4.3.33. Création des universités ou des facultés supplémentaires dans les régions avec un seul examen national et dotation de bibliothèques et d'accès internet ;
- 4.3.34. Renforcement de la formation continue des enseignants du niveau supérieur ;
- 4.3.35. Recrutement des assistants et leur motivation pour assurer la recherche et préparer la relève dans l'enseignement supérieur ;
- 4.3.36. Appui aux inventeurs et innovateurs nationaux ;
- 4.3.37. Restructuration du CNRST en nommant comme directeur un chercheur et non un administrateur ;
- 4.3.38. Séparation du statut des enseignants chercheurs de celui des chercheurs mais en leur accordant les mêmes avantages ;
- 4.3.39. Recrutement des enseignants pour tous les ordres et types d'enseignement ;
- 4.3.40. Instauration d'un système de bourses d'État pour les étudiants en Master et au Doctorat
- 4.3.41. Correction des lourdeurs administratives afin de faciliter le retour à l'activité des agents ayant effectué des formations supérieures ;
- 4.3.42. Construction d'un observatoire astronomique du Mali ;
- 4.3.43. Institution d'un prix national de recherche et d'innovation remis par le Président de la République ;
- 4.3.44. Valorisation de l'expertise malienne de l'intérieur comme de l'extérieur à travers des projets porteurs dans le cadre de la refondation de l'État et de l'enseignement ;
- 4.3.45. Attribution des missions ciblées à des équipes de travail incluant la diaspora pour des résultats immédiats sous forme de rapports ou de stratégies de mise en œuvre opérationnelle.

□ **Axe stratégique 5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne**

A. Objectif spécifique 5.1 : Développer l'Artisanat et le tourisme et promouvoir les activités artistiques et culturelles

- 5.1.1. Création d'un village des artisans dans chaque région ;
- 5.1.2. Développement de l'artisanat et établissement du répertoire national des artisans ;
- 5.1.3. Mise en place d'un fonds de développement de l'artisanat et subvention des activités artisanales ;
- 5.1.4. Valorisation des tissus traditionnels nationaux ;
- 5.1.5. Création d'un Centre de Formation des tisserands ;
- 5.1.6. Promotion des produits artisanaux locaux dans les commandes publiques (meubles, ameublement) ;
- 5.1.7. Promotion de la formation aux métiers des jeunes diplômés pour créer des emplois dans le domaine de l'artisanat ;
- 5.1.8. Mise en place d'une politique pour monétiser les Arts ;
- 5.1.9. Organisation des foires et expositions de produits de l'artisanat malien ;

- 5.1.10. Appui aux artisans pour participer aux foires et expositions internationales ;
- 5.1.11. Organisation des semaines culturelles, sportives et artistiques aux niveaux local, régional et national ;
- 5.1.12. Création d'un fonds spécial pour soutenir les activités culturelles, sportives et artistiques
- 5.1.13. Promotion des festivals culturels et restauration des biennales artistiques et culturelles comme facteur d'unification et de brassage ;
- 5.1.14. Mise en place d'un fonds cinématographique pour promouvoir notre culture à travers le cinéma ;
- 5.1.15. Promotion des échanges culturels entre les jeunes des différentes localités (caravanes culturelles) ;
- 5.1.16. Accélération du processus de rapatriement de nos œuvres d'art et renforcement du contrôle sur leur exportation ;
- 5.1.17. Réhabilitation des monuments et sites historiques et touristiques ;
- 5.1.18. Rattachement de l'Institut Ahmed BABA de Tombouctou au Ministère de la Culture afin d'améliorer l'exploitation des manuscrits de Tombouctou ;
- 5.1.19. Appropriation des valeurs morales et sociétales du Mali à travers l'Éducation ;
- 5.1.20. Redéfinition de nos valeurs culturelles en fonction de la Charte de Kurukan Fuga ;
- 5.1.21. Promotion du "Sinankunya" ;
- 5.1.22. Développement des produits autour de notre folklore ;
- 5.1.23. Officialisation des journées culturelles « Djonmine » ;
- 5.1.24. Promotion de la formation aux métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie ;
- 5.1.25. Inventaire des sites touristiques afin d'en tirer des ressources pour les collectivités locales et le ministère du tourisme ;
- 5.1.26. Développement de l'éco-tourisme et promotion du tourisme national ;
- 5.1.27. Renforcement des écoles hôtelières ;
- 5.1.28. Sécurisation des touristes ;
- 5.1.29. Conservation et sauvegarde du patrimoine touristique et culturel ;
- 5.1.30. Adaptation des tarifs préférentiels dans les hôtels pour les Maliens ;
- 5.1.31. Exhortation des écoles à organiser des sorties touristiques ;
- 5.1.32. Institutionnalisation d'une journée nationale du Tourisme.

B. Objectif spécifique 5.2. : Promouvoir la Jeunesse, l'Éducation civique et la Citoyenneté et développer le Sport

- 5.2.1. Valorisation des entraîneurs locaux ;
- 5.2.2. Augmentation des infrastructures sportives pour développer la pratique sportive ;
- 5.2.3. Développement des sports interscolaires ;
- 5.2.4. Redynamisation de l'athlétisme ;
- 5.2.5. Réhabilitation des espaces sportifs ;
- 5.2.6. Exhortation des clubs professionnels à recruter des lycéens ;
- 5.2.7. Création des lycées Sports et études ;
- 5.2.8. Inventaire des sports traditionnels ;

- 5.2.9. Création des conditions pour la rémunération des sportifs et la formation des entraîneurs;
- 5.2.10. Création des centres de rééducation civique pour les mineurs;
- 5.2.11. Promotion de l'éducation civique et morale à l'école;
- 5.2.12. Instauration du Service Civique (SC) et les centres d'Animation Rurale dans les cercles;
- 5.2.13. Promotion de l'interpénétration culturelle à travers le jumelage entre les villages;
- 5.2.14. Rétablissement du service militaire obligatoire à partir de 20 ans et y instaurer un système d'apprentissage de métiers et de formation au respect des valeurs républicaines;
- 5.2.15. Conception et diffusion des spots publicitaires et des émissions sur la citoyenneté;
- 5.2.16. Dynamisation du mouvement des pionniers;
- 5.2.17. Réhabilitation de la famille, l'école et la communauté afin de favoriser un changement radical;
- 5.2.18. Élaboration des recueils des griots;
- 5.2.19. Instauration d'une semaine d'éveil patriotique et d'éducation civique (du 15 au 22 septembre);
- 5.2.20. Promotion de la culture de l'esprit de volontariat et de solidarité mutuelle par la formation des jeunes pour faire des travaux d'utilité publique;
- 5.2.21. Organisation des colonies de vacances pour favoriser le brassage entre les jeunes des différentes régions du pays;
- 5.2.22. Promotion de l'éducation civique et morale, du service national des jeunes et des activités de citoyenneté;
- 5.2.23. Prise en charge des conclusions des travaux du Comité d'experts chargés de l'élaboration du Programme national d'éducation aux valeurs;
- 5.2.24. Élaboration des modules de formations sur nos valeurs sociétales dans les écoles.

Conformément au chronogramme de la Transition, les recommandations prioritaires à court terme issues des Assises Nationales de la Refondation seront traduites en actions prioritaires dans le Plan d'action du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État et intégrées dans le nouveau Plan d'Action du Gouvernement.

VIII. ACTIONS PRIORITAIRES DE LA TRANSITION

La nouvelle phase de la Transition a l'impérieux mandat de proposer et mettre en œuvre des mesures durables d'encadrement de la vie politique, de construction d'un nouvel équilibre de l'État, plus stable, dans le cadre d'un nouveau contrat social républicain.

A cet effet, deux cent dix (210) actions tirées du Plan d'action (PARE 2022-2026) du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) seront progressivement mises en œuvre, dont cinquante-cinq (55) actions prioritaires sur une période de vingt-quatre (24) mois d'une part, et d'autre part cent cinquante-cinq (155) actions complémentaires se poursuivant au-delà de la période de Transition, pour bâtir le socle de la Refondation de l'Etat.

Ces actions qui sont la traduction de certaines recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation (ANR) s'articulent autour de trois piliers : la refondation de la gouvernance

politique et institutionnelle (8.1) la refondation de la gouvernance sécuritaire et socio-économique (8.2) et la refondation de la citoyenneté (8.3).

□ **8.1. La Refondation de la Gouvernance Politique et Institutionnelle**
(Axe stratégique n°1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles):

Dans le cadre de la reconstruction de l'État, les réformes politiques et institutionnelles seront au cœur des priorités de la Transition en vue de jeter les bases de la refondation.

Les actions prioritaires porteront sur :

- l'élaboration et l'adoption de la nouvelle Constitution ;
- la réforme du système électoral en prenant en compte les Maliens établis à l'étranger ;
- le parachèvement de la réorganisation territoriale.

□ **8.2. La Refondation de la Gouvernance Sécuritaire et Socio-économique**
(Axe stratégique n°2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale / Axe stratégique n°3 : Croissance économique et développement durable / Axe stratégique n°4 : Capital humain, Genre et Inclusion sociale):

Les perspectives de consolidation des réformes sécuritaires, économiques et sociales constitueront les gages de la durabilité du changement.

L'œuvre refondatrice de la Transition portera sur :

- la restauration de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national ;
- la relance de la croissance économique ;
- la rationalisation des dépenses publiques ;
- l'assainissement de la vie publique ;
- le renforcement de la lutte contre l'impunité et la corruption ;
- la réduction du train de vie de l'État ;
- l'amélioration des conditions de vie des populations.

□ **8.3. La Refondation de la Citoyenneté (Axe stratégique n°5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne)**

Face au constat ambiant de l'absence de sens civique et d'appauvrissement de la culture citoyenne, la formation du Malien de type nouveau respectueux des valeurs sociétales et républicaines sera au centre de l'action refondatrice de la Transition.

Le projet de refondation de la citoyenneté reposera sur :

- l'éducation du public à l'assimilation des symboles de l'État pour forger les consciences et cultiver les réflexes de l'ordre républicain ;
- la promotion du dialogue patriotique et l'action civique autour de la légitimité et de la vertu ;
- l'éducation des citoyens aux valeurs ;
- la reconversion du citoyen malien, prêt à accomplir ses devoirs et obligations en tout temps et en tout lieu, engagé dans la voie de la construction du Mali nouveau.

IX. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

Le dispositif de pilotage du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État comprend trois niveaux : le Conseil d'Orientation de la Refondation de l'État (i) le Comité de Pilotage Stratégique de la Refondation de l'État (ii) et les Comités Techniques de Coordination du plan d'action de la Refondation de l'État (iii).

☐ 9.1. Le Conseil d'Orientation de la Refondation de l'État (CORE)

Le Conseil d'Orientation de la Refondation de l'État est l'organe chargé d'orienter et de mettre en cohérence les actions de refondation de l'État. Il regroupe autour du Premier ministre, l'ensemble des ministres du Gouvernement.

☐ 9.2. Le Comité de Pilotage Stratégique de la Refondation de l'État (CPS-RE)

Placé sous l'autorité du ministre chargé de la Refondation de l'État, en coordination avec le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Réformes politiques et Institutionnelles, le Comité de pilotage Stratégique de la Refondation de l'État assure la continuité et le suivi rapproché des actions sur la base des orientations du Conseil d'Orientation de la Refondation de l'État. Il regroupe autour du ministre chargé de la Refondation de l'État, les secrétaires généraux des départements ministériels. Il sera au besoin élargi aux représentants des Institutions de la République et des services techniques de l'administration, aux représentants des forces vives de la nation (forces politiques, société civile, syndicats, etc.), du secteur privé et des organisations des Maliens établis à l'étranger.

☐ 9.3. Les Comités Techniques de coordination du plan d'action de la refondation de l'État (CTC-PARE)

Les comités techniques de coordination ont pour mission d'assurer la mise en œuvre du plan d'actions de la refondation de l'État au niveau sectoriel. À ce titre, ces comités constituent les relais entre leur département et le Comité de pilotage Stratégique de la Refondation de l'État (CPS-RE). Sous la supervision des ministres, les comités techniques de coordination sont dirigés par les Secrétaires généraux des départements ministériels et constitués des responsables des services centraux en première ligne dans la conduite des différents axes du Plan d'action de la Refondation de l'État.

Le Cadre Stratégique de la Refondation de l'État sera mis en œuvre avec l'ensemble des parties prenantes à savoir les Institutions de la République, les services techniques de l'administration, les forces vives de la nation (forces politiques, société civile, syndicats, etc.), du secteur privé et des organisations des Maliens établis à l'étranger. Sa réussite dépendra dans une large mesure de la manière avec laquelle seront développées et gérées les alliances stratégiques entre les différents acteurs de l'intérieur et de l'extérieur. À cet effet un accent particulier portera sur la communication à travers l'élaboration d'un plan de communication pour plus de visibilité et de lisibilité dans la mise en œuvre des actions.

X. SUIVI-ÉVALUATION

Le Cadre Stratégique de la Refondation de l'État fera l'objet d'un suivi permanent et d'une évaluation régulière pendant toute la durée de sa mise en œuvre.

□ 10.1. Suivi-évaluation indépendant

Le Cadre Stratégique de la Refondation de l'État fera l'objet d'un suivi et évaluation pendant toute la durée de sa mise en œuvre.

À cet effet, le Comité Indépendant de Suivi-Évaluation de la mise en œuvre des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR) est créé auprès du Président de la Transition suivant le Décret n° 2022-0242/PT-RM du 20 avril 2022, et a pour missions de mesurer et d'apprécier l'exécution et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

À ce titre, il est chargé :

- de collecter des informations ;
- de mettre en place, de gérer la base de données et de suivre les indicateurs de résultats ;
- de produire et publier des rapports.

Le CINSERE-ANR est composé d'un collège de 15 membres nommés par le Président de la Transition pour une période de cinq (5) ans renouvelable une (1) fois. Les membres sont assistés d'une équipe constituée en staff et d'un personnel d'appui.

Le CINSERE-ANR produit des rapports semestriels et un rapport annuel à la haute attention du Président de la Transition, Chef de l'État.

□ 10.2. Suivi-évaluation gouvernemental

Au niveau interne du Gouvernement, le dispositif de pilotage prévoit divers types d'évaluation, qui seront conduits tout au long de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État.

- a. Des revues périodiques : elles sont faites, de façon régulière, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'actions du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État, à travers le dispositif de suivi de l'action gouvernementale assuré par le Bureau Opérationnel de Suivi (BOS).
- b. Une évaluation à mi-parcours : elle interviendra au cours du trimestre à la fin de la 5e année afin d'avoir une idée du niveau des indicateurs de base et s'assurer que la dynamique permet d'opérer des changements visibles.
- c. Une évaluation finale : elle sera réalisée au cours du trimestre à la fin de la 10ème année et utilisera la même méthodologie que l'évaluation à mi-parcours.

XI. FINANCEMENT

□ 11.1. Mécanisme de financement

La mobilisation des ressources conséquentes pour la mise en œuvre du plan d'actions du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État constitue un enjeu majeur pour l'État.

Les ressources proviendront :

- du budget d'État ;
- des Collectivités territoriales ;
- du Secteur privé ;
- des Partenaires techniques et financiers.

□ 11.2. Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel est estimé à la somme de **Quatre Mille Huit Cent Quarante Sept Milliards Sept Cent Quarante Huit Millions (4 847 748 000 000) de Francs CFA** pour la période 2022-2026 (PARE 2022-2026), dont celui couvrant les actions prioritaires sur les vingt-quatre (24) mois de la période de Transition (PAPGT 2022-2024).

ANNEXE 1

**PLAN D'ACTION DE
LA REFONDATION DE L'ÉTAT
(PARE 2022 - 2026)**

□ PLAN D'ACTION DE LA REFONDATION DE L'ÉTAT (PARE 2022-2026)

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| Axe 1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles | | | |
| Priorité : Mise en place d'Institutions légitimes et d'un système électoral crédible dans lesquels les Maliens se reconnaissent | | | |
| Objectif 1.1. : Améliorer la gouvernance politique, institutionnelle, administrative et électorale | | | |
| 1.1.1. Réduction du nombre de partis politiques en appliquant des conditions restrictives de création et de financement | 250 | Taux de réduction du nombre de partis politiques | |
| 1.1.2. Relecture de la Charte des partis politiques, avec une réaffirmation du statut de Chef de file de l'Opposition | | Nouvelle charte des partis politiques adoptée | |
| 1.1.3. Élaboration d'une nouvelle constitution | 3 113 | Nouvelle Constitution adoptée | |
| 1.1.4. Interdiction du nomadisme politique en cours de mandat | | Prise en compte de l'interdiction du nomadisme politique dans la charte des partis | |
| 1.1.5. Réduction du nombre d'institutions de la République dans la Constitution | | Nombre d'Institutions constitutionnelles supprimées | |
| 1.1.6. Révision des compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale | | Compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale révisées | |
| 1.1.7. Mise en place du Sénat et de la Cour des Comptes | | Sénat et Cour des Comptes créés et fonctionnels | |
| 1.1.8. Ouverture au citoyen de la saisine de la Cour Constitutionnelle | | Saisine de la Cour Constitutionnelle ouverte au Citoyen | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-----------------------|-----------------|--|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | Primature / CAB MDRPI | MATD, MRE | |
| X | | | | | Primature / CAB MDRPI | MATD, MRE | |
| X | X | X | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MATD, MJDH | L'élaboration de la nouvelle Constitution doit prendre en charge les réformes ci- après : (Réduction du nombre d'institutions de la République dans la Constitution, Révision des compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale, Mise en place du Sénat et de la Cour des Comptes, Ouverture au citoyen de la saisine de la Cour Constitutionnelle; Officialisation de l'utilisation des langues nationales dans les fora officiels, Maintien de la forme de l'Etat unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social; Élaboration d'un mécanisme constitutionnel de destitution du Président de la République en cas de forfaiture ou de non-respect de son serment; Relecture du mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle; Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives |
| X | | | | | Primature / CAB MDRPI | MATD, MRE | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MATD, MRE | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 1.1.9. Officialisation de l'utilisation des langues nationales dans les fora officiels | | Langues nationales officialisées dans les Fora | |
| 1.1.10. Maintien de la forme de l'Etat unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social | | Etat unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social consacré par la nouvelle constitution | |
| 1.1.11. Elaboration d'un mécanisme constitutionnel de destitution du Président de la République en cas de forfaiture ou de non-respect de son serment | | Mécanisme de destitution du Président de la République consacré par la Constitution | |
| 1.1.12. Relecture du mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle | | Mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle rélu | |
| 1.1.13. Recomposition du Conseil National de Transition conformément à la Charte de la Transition | | Conseil National de Transition recomposé conformément à la Charte de la Transition révisée | |
| 1.1.14. Effectivité de la redevabilité des agents de l'Etat à tous les niveaux et élaboration des mécanismes d'intervention citoyens dans le contrôle et la gestion des affaires publiques | 150 | Mécanisme assurant la redevabilité des agents de l'État créé | |
| 1.1.15. Relecture de la loi électorale | | Texte de loi électorale adopté par le CNT | |
| 1.1.16. Mise en place d'un organe unique indépendant de gestion des élections (AIGE) | 6 802 | Organe unique de gestion des élections (AIGE) fonctionnel | |
| 1.1.17. Maintien de l'échelon région/cercle comme circonscription électorale des députés | | Echelon région/cercle maintenu comme circonscription électorale des députés inséré dans la loi électorale. | |
| 1.1.18. Confection d'un fichier électoral inclusif et fiable ainsi que la carte biométrique pour toutes les élections | | Fichier électoral inclusif et fiable | |
| | | Carte électorale biométrique disponibles | |
| 1.1.19. Instauration du mode de scrutin proportionnel pour l'élection des députés | | Mode de scrutin proportionnel instauré pour l'élection des députés | |
| 1.1.20. Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives | | Taux de participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives. | |
| 1.1.21. Organisation des élections municipales avant les législatives et la présidentielle | | Elections municipales organisées avant les élections législatives et présidentielle | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MEN, MESRS, MACIHT, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MEN, MESRS, MACIHT, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | |
| | | X | X | X | MRE | Tous ministères | |
| X | | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.15. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB, MDRPI | MATD, MRE, CAB MDRPI | Se référer au point 1.1.15. |
| X | | | | | Primature / CAB MDRPI | MATD, MRE, MJDH | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MATD/MRE/MAECI/MMEEIA | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | | | Primature / CAB MDRPI | MATD, MJDH | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|--------------------------------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 1.1.22. Mise en place d'un Conseil national des Autorités religieuses, traditionnelles et coutumières | 19 895 | Conseil national des Autorités religieuses, traditionnelles et coutumières mis en place | |
| 1.1.23. Réalisation de l'audit de la Transition | | Rapport d'audit disponible | |
| 1.1.24. Installation du nouveau président élu dans un délai de 6 mois à 5 ans, à compter du mois de mars 2022 | | Nouveau Président élu et installé | |
| 1.1.25. Effectivité de la lutte contre la corruption et l'impunité sous toutes leurs formes | 150 | Stratégie de promotion de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption adoptée | |
| | | Nombre d'activités de lutte contre la corruption et l'impunité. | |
| Objectif 1.2. : Promouvoir la justice et les droits de l'Homme et lutter contre la cyber-criminalité | | | |
| 1.2.1. Rapprochement des administrations judiciaires des populations | 67 000 | Nombre de cours et Tribunaux créés et opérationnels | 92 |
| 1.2.2. Recrutement dans le cadre de la diversification des administrations judiciaires à travers le pays pour rendre plus rapide et serein le fonctionnement de la justice | 66 350 | Nombre de personnel recruté pour le compte des services de la Justice | 1 805 |
| 1.2.3. Séparation réelle des pouvoirs et dépolitisation de la justice | 75 | Stratégie nationale de la dépolitisation de l'Administration disponible | |
| 1.2.4. Mise en place d'un juge des libertés et de la détention | | Juge des libertés et de la détention institué | Révision du Code de procédure pénale |
| 1.2.5. Réglementation du secteur des médias en fonction des nouveaux canaux de communication tout en préservant la liberté d'expression | | Textes législatifs et réglementaires adoptés | |
| 1.2.6. Préservation du régime de la pluralité des médias comme acquis démocratique en dépit de la législation nécessaire encadrant le secteur | | Nombre de medias créés | |
| 1.2.7. Indemnisation de toutes les familles victimes de guerre et de terrorisme | 65 467 | Nombre de victimes indemnisées | |
| 1.2.8. Regroupement des services de contrôle judiciaire OCLEI, Vérificateur Général, Contrôle Général des Services Publics en une seule structure | 150 | Nombre de services pris en compte dans le cadre de la rationalisation des structures de contrôle | |
| 1.2.9. Réglementation des médias sur les réseaux sociaux | 20 | Textes réglementant les médias sociaux disponibles | |
| 1.2.10. Accélération de la lutte implacable contre l'impunité | 250 | Pourcentage des dossiers de vérification, de contrôle et d'enrichissement illicite jugés | 80% |
| 1.2.11. Audit de la justice, formation des magistrats et amélioration de leurs conditions | 81 | Nombre d'audits de la justice réalisés | 2 |
| | | Pourcentage de Magistrats ayant bénéficié d'une formation | 100% |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MARCC | MACIHT, MATD, MRPCN | |
| | | X | | | Primature/ DGCSP | Tous organes de la Transition | |
| X | X | | | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MATD, MJDH | |
| X | X | X | X | X | MRE | MJDH, CAB- MDRPI | Se référer au point 1.2.10. |
| X | X | X | | | MJDH | MATD | |
| X | X | X | | | MJDH | MEF, MTFPDS | |
| X | X | x | | | MRE | MIDH, CAB MDRPI, MATD | |
| X | X | | | | MJDH | MRE, CAB MDRPI, MATD | |
| X | X | | | | MCENMA | MJDH, CAB MDRPI | |
| | | X | | | MCENMA | MJDH,CAB MDRPI | |
| | | X | | | MRPCN | MEF, MJDH, MDAC, MSPC | |
| | | X | | | MRE | MJDH | |
| X | X | | | | MCENMA | MSPC, MDAC, MJDH | |
| X | X | | | | MJDH | MRE, CAB MDRPI | |
| | | | | | MJDH | MRE, MEF | |
| | | | | | MJDH | MRE, MEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|--------------------------------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| | | Montants investis dans l'amélioration des conditions des Magistrats | 800 milliards |
| 1.2.12. Intégration de l'imprescriptibilité des infractions en matière de délinquance financière dans le code de procédure pénale | 50 | Nouveau code de procédure pénale adopté | Révision du Code de procédure pénale |
| 1.2.13. Diffusion et vulgarisation des textes sur la justice | 250 | Nombre de textes sur la justice diffusés et vulgarisés | 20 |
| 1.2.14. Etablissement d'une collaboration effective et complémentaire entre la justice classique et la justice traditionnelle pour le règlement des litiges | 150 | Nombre de rencontres tenues | 15 |
| 1.2.15. Multiplication et fonctionnalité du bureau d'aide juridique et judiciaire auprès des tribunaux pour les justiciables démunis | 500 | Pourcentage de Tribunaux disposant d'un Bureau d'aide juridique et judiciaire | 100% |
| 1.2.16. Effectivité de la médiation pénale pour désengorger les maisons d'arrêts | 500 | Nombre de détenus ayant bénéficié de la médiation pénale | 10 000 |
| 1.2.17. Opérationnalisation de la nouvelle réorganisation judiciaire | 70 000 | Taux d'exécution de la nouvelle réorganisation judiciaire | 70% |
| 1.2.18. Simplification et digitalisation de toutes les procédures et démarches administratives | 100 000 | Taux de digitalisation des procédures et démarches administratives | 80% |
| 1.2.19. Renforcement et financement de la justice | 75 000 | Taux d'augmentation de la dotation budgétaire de la Justice | 200% |
| 1.2.20. Création d'une institution dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité | 700 | Structure en charge de la lutte contre la cybercriminalité créée | |
| 1.2.21. Autorisation de la conception d'un logiciel de filtrage des fake news | 50 | Logiciel de détection et de filtrage des fake news disponible | |
| Objectif 1.3. : Renforcer les capacités de l'outil diplomatique malien pour une participation accrue des maliens établis à l'extérieur | | | |
| 1.3.1. Professionnalisation de notre diplomatie | 517 | Pourcentage des diplomates de carrière dans les MDC, y compris le chef de mission | 90% |
| 1.3.2. Elargissement de la carte diplomatique en fonction des intérêts de notre pays | 5 250 | Nombre de juridictions créées et fonctionnelles | 3 |
| 1.3.3. Redéfinition des visées diplomatiques et la coopération en fonction des besoins nouveaux du Mali (cette action prend en compte 1.3.4 et 1.3.11) | 728 | Nombre d'axes diplomatiques et coopération rédéfinis | |
| 1.3.4. Emergence d'une diplomatie de crise plus efficace avec comme points focaux la défense, la sécurité, l'économie, l'industrie et la protection des Maliens établis à l'Extérieur | | Nombre de points focaux mis en place pour l'urgence de la diplomatie de crise | |
| 1.3.5. Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives et poursuite de leur représentation dans les Institutions de la République | 750 | Nombre d'Institutions de la République ayant en son sein des représentants des Maliens établis à l'Extérieur | 3 |
| 1.3.6. Organisation des Etats généraux de la migration | 500 | Etats généraux de la migration tenus | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------|----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | X | X | X | MJDH | MRE, MEF | |
| X | X | | | | MJDH | MEF, MRE | |
| X | X | X | | | MJDH | MCENMA | |
| | X | X | | | MJDH | MATD, MARCC | |
| X | X | X | | | MJDH | MEF, MRE | |
| X | X | X | | | MJDH | MRE, MATD, CAB MDPRI | |
| X | X | X | | | MJDH | MEF, MATD | |
| X | X | X | | | MRE | MCENMA | |
| X | X | X | | | MJDH | MEF | |
| | | X | X | X | MJDH | MCENMA, MSPC, MRE | |
| | | X | X | X | MCENMA | MAECI, MSPC, MDAC | |
| | | | | | | | |
| X | X | X | | | MAECI | MMEEIA/ MCENMA/ MJDH | |
| X | X | X | | | MAECI | MMEEIA/CAB MDRPI | |
| X | X | | | | MAECI | MMEEIA/CAB MDRPI, MRE | |
| X | X | X | | | MAECI | MMEEIA/ MDAC/MSP C/ MIC | Se référer au point 1.3.3. |
| X | X | X | | | MMEEIA | MAECI, MATD, CAB- MRPI | Se référer au point 1.3.3. |
| X | X | | | | MMEEIA | MAECI, MRE | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 1.3.7. Création d'un cadre de concertation des Associations des Maliens établis à l'Extérieur | 500 | Nombre de Cadres de concertation des Maliens établis à l'Extérieur tenus | 5 |
| 1.3.8. Création d'un observatoire de la diplomatie | 550 | Centre de formation diplomatique créé et opérationnel | 1 |
| 1.3.9. Promotion et reprise du projet TOKTEN | 300 | Agence TOKTEN créée et fonctionnelle | |
| 1.3.10. Renforcement du centre d'études stratégiques (Processus de transfert au MDAC en cours) | | Texte portant création du Centre d'Étude Stratégique révisé | |
| 1.3.11. Intégration des besoins liés aux secteurs de la sécurité et de la défense dans les priorités de la diplomatie | | Nombre de besoins de sécurité et de défense intégrés dans la diplomatie | |
| 1.3.12. Multiplication des partenariats et des accords de coopération dans les domaines de la sécurité et la défense | | Nombre d'accords de coopération signés dans les domaines de défense et de sécurité | |
| 1.3.13. Poursuite des efforts dans les domaines de la diplomatie économique | 300 | Montant des accords de coopération signés | 2500 |
| 1.3.14. Application de la réciprocité entre le Mali et les autres pays | | Pourcentage de mesures des autres pays envers le Mali ayant fait l'objet de réciprocité | |
| 1.3.15. Initiation de la semaine des Maliens établis à l'Extérieur en vue de relever les talents novateurs scientifiques, culturels, sportifs et artistiques | 1 000 | Nombre de semaines des Maliens établis à l'extérieur tenues | 5 |
| 1.3.16. Ouverture des missions diplomatiques et consulaires dans tous les pays où résident au moins (1000) mille ressortissants maliens | 12 550 | Carte diplomatique évaluée | |
| | | Nombre d'ambassades renforcées pour la couverture en missions diplomatiques et consulaires | |
| 1.3.17. Facilitation des démarches administratives et de la création d'entreprises pour les Maliens établis à l'Extérieur | 500 | Délai de création des entreprises des Maliens Etablis à l'Extérieur | |
| | | Nombre des maliens établis à l'extérieur bénéficiaires des mesures incitatives | |
| | | Montant des exonérations accordées aux maliens établis à l'extérieur | |
| 1.3.18. Multiplication et diversification des partenariats à tous les niveaux sur la base du principe gagnant-gagnant | | Nombre d'accords bilatéraux signés en matière du commerce et développement | |
| 1.3.19. Choix des conseillers consulaires parmi la diaspora | | Nombre de Conseillers consulaires choisis parmi la diaspora, dans le respect des textes statutaires | |
| 1.3.20. Confection d'une carte d'identité biométrique, consulaire et électorale | 500 | carte biométrique, consulaire et électorale disponibles | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MMEEIA | MAECI, MRE | |
| | X | X | | | MAECI | MRE | |
| X | X | | | | MMEEIA | MESRS | |
| | X | X | | | MAECI | MSPC/MDAC/ CAB MDRPI | |
| X | X | | | | MAECI | MDAC/MSPC | |
| X | X | X | | | MAECI | MDAC, MSPC | Se référer au point 1.3.3. |
| X | X | X | | | MAECI | MEF | Se référer au point 1.3.3. |
| X | X | X | | | MAECI | MMEEIA, MMEEIA, MDAC, MSPC, MATD | |
| X | X | X | X | X | MMEEIA | MESRS, MACIHT, MJCICCC | |
| X | X | X | X | X | MAECI | MMEEIA | |
| X | X | X | | | MMEEIA | MIC | |
| X | X | X | X | X | MAECI | MMEEIA | |
| X | X | X | X | X | MMEEIA | MAECI | |
| X | X | X | | | MATD | MRE, MSPC | Se référer au point 1.1.18. |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------------------|------------------------------------|----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | X | X | | | MEF | MMEEIA | |
| X | X | X | X | X | MIC | MEF, MAECI, MMEEIA, ME- NEFP | |
| | | x | | | MATD | MRE, CAD-MDRPI | |
| X | X | | | | CAB-MDRPI | MRE, MATD | Se référer au point 1.1.2. |
| X | X | X | | | MATD | MEF | |
| X | X | X | | | MATD | MEF | |
| X | X | X | | | MATD | Tous Ministères | |
| X | X | X | | | MATD | Tous ministères | Se référer au point 1.4.7. |
| X | X | X | | | MATD | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | | | Primature /CAB MDRPI | MATD, MAECI, MMEEIA, MSDS | |
| X | X | X | | | MATD | MDAC, MSPC | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 1.4.11. Amélioration du statut des élus des collectivités et suppression du bénévolat pour éviter la mauvaise gestion et les détournements | 10 | Texte relatif au statut des élus et à la suppression du bénévolat adopté | |
| 1.4.12. Revision du système éducatif pour faire l'adéquation entre le système et le marché de l'emploi (Etats généraux sur l'Education, Forum National de l'Education et Conférence Nationale sur l'Education, etc.) | 3 181 | Système éducatif révisé | |
| | | Taux d'absorption des diplômés | |
| 1 1.4.3. Facilitation de l'accès des personnes vivant avec handicap aux services sociaux de base | 50 000 | Pourcentage de personnes vivant avec handicap ayant accès aux services | |
| | | Nombre de structures adaptées aux besoins spécifiques des personnes vivant avec handicap | |
| 1.4.14. Maillage des aires de santé sur toute l'étendue du territoire | | Taux de couverture des aires de santé | |
| 1.4.15. Digitalisation de l'établissement et de la délivrance des actes d'Etat civil | 2 000 | Pourcentage d'actes d'état civil digitalisés établis et délivrés | |
| 1.4.16. Ouverture d'un guichet sur le foncier dans les représentations des Maliens établis à l'Extérieur | | Pourcentage de représentations des Maliens établis à l'Extérieur disposant d'un Guichet sur le foncier | |
| 1.4.17. Simplification de la procédure d'obtention et de délivrance de la carte NINA en nationalisant leur confection | 500 | Carte NINA nationalisée et accessible à tous | |
| 1.4.18. Application des textes sur l'octroi de 15% des terres aménagées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | | Pourcentage des terres aménagées octroyées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | |
| 1.4.19. Vulgarisation à grande échelle des textes sur la nouvelle Loi domaniale et foncière et la loi sur le Foncier Agricole surtout le volet guichet unique portant sur les formalités d'acquisition du titre foncier | | Nombre d'activités de vulgarisation de la nouvelle Loi domaniale et Foncière et de la Loi sur le Foncier Agricole | |
| 1.4.20. Effectivité de l'implication des légitimités traditionnelles et coutumières dans les commissions foncières Agricoles | 2 500 | Pourcentage de commissions foncières agricoles impliquant les légitimités traditionnelles et coutumières | |
| 1.4.21. Adoption d'une loi sur le droit de surface à accorder aux villages afin de sauvegarder leurs terres Agricoles par rapport aux permis miniers | | Loi sur le droit de surface à accorder aux villages adoptée | |
| Total budget Axe 1 | 733 324 | | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|----------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | X | X | X | MATD | MEF, MRE, MJDH | |
| | X | X | | | MEN | MESRS, MRE | |
| | X | X | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MSDS | MATD | |
| X | X | X | | | MATD | MRE, MCENMA, MSPC, MMEEIA, MAECI | |
| X | X | X | X | X | MMEEIA | MUHDATP, MEF | |
| X | X | | | | MATD | MJDH, MRE, MEF | |
| X | X | X | | | MDR | MPFEF, MJS, MSDS | |
| X | X | X | | | MUHDATP | MDR, MCENMA | |
| X | X | X | | | MATD | MDR, MUHDATP, MEE | |
| | X | X | | | MUHDATP | MATD, MDR, MMEE | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| Axe 2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et cohésion sociale | | | |
| Priorité: Sécurisation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire et création des conditions du vivre-ensemble | | | |
| Objectif 2.1. : Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité | | | |
| 2.1.1. Mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) par la mise en place d'un système informatique pour assurer la maîtrise des effectifs et des moyens mis à la disposition des forces de défense et de sécurité | 500 | Pourcentage d'éléments enrôlés dans le système informatique | |
| 2.1.2. Poursuite de l'équipement des FAMA | 225 500 | Taux d'acquisition des équipements des FAMA | |
| 2.1.3. Accroissement de la formation spécialisée de nos forces de défense et de sécurité en fonction des menaces asymétriques | 5 375 | Nombre de formations spécialisées des forces de défense et de sécurité réalisées | |
| 2.1.4. Implantation de nouveaux camps aux effectifs conséquents en fonction de la nouvelle carte sécuritaire et stratégique du pays et surtout de la géographie des menaces | 103 800 | Taux de construction de nouveaux camps conformément à la nouvelle carte sécuritaire et stratégique du pays | |
| 2.1.5. Développement de nouveaux partenariats militaires avec des puissances militaires pour mieux défendre la souveraineté du Mali | 2 500 | Nombre d'accords de partenariat militaires signés avec des puissances militaires | |
| 2.1.6. Dissolution de toutes les milices et les reverser dans l'armée | 2 000 | Nombre d'ex combattants intégrés dans l'armée | |
| | | % de milices dissoutes | |
| 2.1.7. Recrutement dans tous les villages situés dans les zones d'insécurité | 5 000 | Nombre de recrues issues des villages situés dans des zones d'insécurité | |
| 2.1.8. Instauration du service militaire obligatoire pour les nouveaux recrues de la fonction publique | 13 500 | Nombre de jeunes d'au moins 20 ans engagés au service militaire obligatoire | 10 000 |
| 2.1.9. Affectation des éléments intégrés hors de leurs localités d'origine | 500 | Pourcentage d'éléments intégrés affectés hors de leurs localités d'origine | 100% |
| 2.1.10. Déploiement des officiers supérieurs sur le terrain et non dans les Ministères | | Nombre d'officiers supérieurs déployés sur le terrain | |
| 2.1.11. Construction des logements sociaux pour les militaires | | Nombre de logements sociaux construits pour les Militaires | |
| 2.1.12. Revalorisation des primes et avantages des militaires | | Taux de revalorisation des primes et avantages des militaires | |
| 2.1.13. Soutien aux femmes dans les camps par la mise en place d'activités génératrices de revenus | 600 | Nombre de femmes dans les camps ayant bénéficié d'une activité génératrice de revenus | |
| 2.1.14. Création d'un fonds spécial pour la prise en charge des femmes et des enfants des militaires tombés au front | | Fonds spécial pour la prise en charge des femmes et enfants des militaires tombés sur le front créé | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------------------|---|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | | | |
| X | X | X | | | MDAC | MEF | |
| X | X | | | | MDAC | MEF | |
| X | X | X | | | MDAC | MSPC,MEF | |
| X | X | X | | | MDAC | MSPC, MEF | |
| X | X | | | | MDAC | MAECI | |
| | | X | | | MDAC | MRPCN | |
| X | X | X | | | MDAC | MSPC | |
| X | X | X | | | MJSCICC | MSPC, MATD, MTFPDS, MJDH,MDAC | |
| X | X | X | | | MDAC | MSPC, MRPCN | |
| X | X | X | | | MDAC | MSPC | |
| X | X | | | | MDAC | MSPC, MUHDATP, MEF | |
| X | X | X | | | MDAC | MEF, MSPC | |
| X | X | X | | | MDAC | MSPC,MEF, MPFEF, MENEFP | |
| X | X | | | | MEF | MEF, MSDS, MPFEF | Des mécanismes existent déjà notamment l'Ordonnance n°2016-020/P-RM portant statut général des militaires; la loi n°2016- 058 du 27 décembre 2016 instituant les pupilles en République du Mali; le fonds de solidarité; le décret n°2017 0694/P- RM du 14 août 2017 fixant organisation et modalité de fonctionnement de la Fondation pour la Solidarité |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 2.1.15. Attribution au Président de la République, pour les besoins de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité et de la défense du territoire, du pouvoir de pendre un décret pour mobiliser les forces paramilitaires pour la défense de la patrie | | Décret présidentiel pour mobiliser les forces paramilitaires disponible | |
| 2.1.16. Militarisation de la police | 22 000 | Texte de militarisation de la police adopté | |
| 2.1.17. Suspension des revendications pour la période de défense du territoire et les besoins des syndicats | | Nombre de préavis de grèves déposés | |
| 2.1.18. Création d'un observatoire de la défense et de la sécurité | | Observatoire de la défense et de la sécurité créé | |
| 2.1.19. Création d'un observatoire des frontières | 150 | Observatoire des frontières créé | |
| Objectif 2.2. : Renforcer les mécanismes de prévention et gestion des conflits, rétablir la cohésion sociale | | | |
| 2.2.1. Identification et mise en œuvre des réponses adéquates aux priorités pour la stabilisation et le retour à la paix dans le très court terme | 2 000 | Base de données créée | |
| 2.2.2. Evaluation stratégique de l'architecture des questions de paix et les causes structurelles des conflits au Mali | 500 | Architecture des questions de paix et causes structurelles des conflits au Mali évaluées | |
| 2.2.3. Elaboration d'une Approche/Vision cohérente et globale de paix et de développement durable | 12 000 | Texte d'approbation du document de stratégie nationale de la réconciliation et de la cohésion sociale disponible | |
| 2.2.4. Intégration des questions de paix dans le système et les outils de planification nationale | | Nombre d'outils de planification intégrant les questions de paix | |
| 2.2.5. Intégration de la problématique de la paix dans les politiques publiques et les programmes nationaux | | Nombre de politiques publiques et de programmes nationaux intégrant la problématique de la paix | |
| 2.2.6. Renforcement des capacités pour une meilleure prise en compte de cette intégration (intégration dans les outils de planification) | 100 | Nombre d'acteurs ayant bénéficié du renforcement de capacités | |
| 2.2.7. Mise en place d'un cadre inclusif de concertation et de coordination intersectorielle pour la réconciliation, la paix et la cohésion sociale au Mali | 75 | Cadre inclusif de concertation et de coordination intersectorielle mis en place | |
| 2.2.8. Développement des perspectives à moyen et long termes pour mieux renforcer/ intégrer graduellement la paix dans le processus du développement national | | Niveau d'intégration de la paix dans le processus de développement | |
| 2.2.9. Accélération de l'effectivité de la démobilisation, du désarmement et de la réinsertion des combattants des mouvements signataires en mettant l'accent sur la démobilisation du combattant et non la récupération des armes | | Taux de démobilisation et de désarmement des combattants des | |
| | | Taux de réinsertion des ex-combattants des mouvements signataires | |
| 2.2.10. Relecture de l'Accord d'Alger, publication de son Additif et accélération de sa mise en œuvre | 500 000 | Accord issu du processus d'Alger relu et son Additif publié | |
| | | Taux de mise en œuvre de l'Accord issu du processus d'Alger | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------------------|-----------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | X | X | | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | |
| X | | | | | MSPC | MDAC | |
| X | X | X | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| | | | | | MSPC | MDAC, MEF | |
| | | | | | MATD | MDAC, MSPC, MEF | |
| | | | | | | | |
| X | X | X | | | MRPCN | Tous ministères | |
| | X | | | | MRPCN | Tous ministères | |
| | X | | | | MRPCN | MRE, MATD, MEF | |
| | X | X | X | X | MEF | MRPCN | |
| | X | X | X | X | MEF | MRPCN | |
| | X | X | X | X | MEF | Tous ministères | |
| X | | | | | MRPCN | MATD | |
| X | X | X | X | X | MRPCN | MATD | |
| X | X | | | | MRPCN | MDAC, MSPC, MENEFP | |
| X | X | X | | | MRPCN | Tous Ministères | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 2.2.11. Mise en place du Haut Conseil des Légitimités Traditionnelles et coutumières | | Haut Conseil des Légitimités Traditionnelles et coutumières mis en place | |
| 2.2.12. Mise en place de la haute Autorité de la Cohésion et de la Réconciliation | 5 000 | Texte de création de la haute Autorité de la Cohésion et de la Réconciliation disponible | |
| | | Haute Autorité de la Cohésion et de la Réconciliation opérationnelle | |
| 2.2.13. Instauration de la semaine de la paix et du dialogue au Mali | 1 000 | Texte instaurant la semaine de la paix du dialogue adopté | |
| | | Nombre de semaines de la paix et du dialogue organisées | 5 |
| 2.2.14. Reconstruction des fondations de la réconciliation nationale en créant des dividendes de la paix | | Texte adopté | |
| 2.2.15. Respect des droits humains et lutte contre l'esclavage | 1 000 | Nombre d'activités de promotion de respect des droits humains et de lutte contre les pratiques esclavagistes réalisées | 40 |
| 2.2.16. Renforcement de la coopération entre les populations, l'administration et les forces de sécurité | 500 | Niveau d'insécurité | |
| | | Nombre de conflits résolus | |
| 2.2.17. Lutte contre la corruption et l'impunité | 500 | Nombre de dossiers de corruption jugés | 350 |
| 2.2.18. Promotion de la justice transitionnelle comme instrument de gestion des conflits | 3 000 | Nombre d'activités de promotion des mécanismes traditionnels de gestion des conflits | |
| Total budget Axe 2 | 907 100 | | |

Axe 3 : Croissance économique et Développement durable

Priorité: Relance de la croissance économique et promotion du développement durable

Objectif 3.1. : Améliorer le système de planification du développement et la gestion économique et financière

| | | | |
|---|--------|---|--|
| 3.1.1. Planification de l'aménagement des terres agricoles, des zones Industrielles, des zones économiques spéciales et des permis miniers et d'orpillage dans les villages | 24 070 | Nombre de schémas d'aménagement élaborés ou révisés | 415 |
| | | Nombre de Schémas de zones élaborés ou révisés | |
| 3.1.2. Développement d'un réseau d'infrastructures ferroviaire, routière et fluvial | | Réseau ferroviaire opérationnel | Reprise du trafic ferroviaire Bamako-Diboli /Lancement du trafic ferroviaire Bamako-Bougouni- Frontière Guinée |
| | | Mobilité urbaine et interurbaine améliorée | Temps de parcours réduit/ Sécurité routière améliorée |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|----------------------|---|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | | | Primature /CAB MD | MATD, MARCC, MACIHT, | |
| X | X | X | X | X | MRPCN | Tous Ministeres | |
| X | X | X | X | X | MRPCN | MATD, MTFPDS | |
| X | X | X | X | X | MRPCN | MRE, MATD | |
| X | X | X | | | MJDH | MRE, MATD, MSPC | |
| X | X | | | | MSPC | MDAC, MATD | |
| X | X | X | | | MJDH | MRE | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | | | MRPCN | MJDH, MATD | Action déjà prise en compte |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| X | X | | | | MUHDATP | MDR, MIC, MEF, MEADD, MMEE, MTI, MATD, MRE | |
| X | X | X | | | MTI | MEF, MENEFP, MUHDATP, MDAC, MATD, MSPC | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|--|
| | | | (sur 5 ans) |
| | | Niveau de service du réseau routier amélioré | Confort de déplacement assuré/Coût d'exploitation des véhicules réduit |
| | | Chenal navigable permanent | Durée de campagne de navigation rallongée/ Temps de parcours réduit |
| 3.1.3. Développement des infrastructures de stockage, de commercialisation d'eau potable et d'énergie renouvelable (solaire notamment) dans les villages | | Nombre d'infrastructures de stockage et de commercialisation d'eau potable et d'énergie renouvelable construites | |
| 3.1.4. Valorisation des métiers liés à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche, à l'artisanat, au tourisme et à la chasse | 300 000 | Stratégie Nationale de valorisation des métiers liés à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche, à l'artisanat, au tourisme et à la chasse adoptée | |
| 3.1.5. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'appui aux sources de croissance économique permettant de réaliser un taux de croissance moyen du PIB supérieur à 10% durant les 30 prochaines années | 350 | Programme d'appui aux sources de croissance économique adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | |
| 3.1.6. Organisation des filières productives en développant des chaînes de valeurs bien connectées, solidaires et compétitives au plan international | 21 430 | Nombre de chaînes de valeurs développées | |
| | | Nombre d'unités de transformation créées | |
| 3.1.7. Renforcement du lien entre l'éducation et la recherche avec les secteurs productifs | 1 180 | Nombre de résultats de recherche développés avec le secteur productif | |
| | | Nombre de résultats de recherche vulgarisés | |
| | | Stratégie nationale articulant les programmes d'éducation et de recherche avec le secteur productif adaptée | |
| 3.1.8. Priorisation de la formation technique et professionnelle pour doter le pays d'une main-d'œuvre qualifiée et compétitive | 3 279 | Nombre d'écoles de formation technique et professionnelle créées dans les filières porteuses | 2 |
| 3.1.9. Renforcement de la gouvernance d'entreprise en améliorant les conseils d'administration et en encourageant les certifications ISO et autres de nos entreprises | 638 | Nombre d'entreprises certifiées ISO ou autres | |
| 3.1.10. Augmentation du nombre d'entreprises maliennes cotées en bourses | | Nombre d'entreprises maliennes cotées en bourse | |
| 3.1.11. Renforcement du secteur financier en vue de faire face aux besoins de financement à long terme de notre économie (notamment pour le secteur privé) | | Taux de satisfaction des besoins de financement du secteur privé | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-----------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | | | |
| X | X | X | | | MMEE | MEF, MATD, MUHDATP | |
| | X | X | | | MDR | MEN, MACIHT, MEADD | |
| X | X | X | | | MEF | Tous Ministères | |
| X | X | | | | MIC | MDR, MENEFP, MEADD, MACIHT, MAECI | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MEN, MENEFP, MIC, MDR | |
| X | X | X | | | MENEFP | MEN, MDR, MEADD, MEF, | |
| X | X | X | X | X | MIC | MENEFP, MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MIC | MEF, MCENMA, MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MEF | MENEFP | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|--------------------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.1.12. Mobilisation de l'épargne publique nationale pour le financement du déficit compte tenu de la situation fragile du pays (insécurité, instabilité et mauvaise gouvernance) | | Part de l'épargne publique dans le financement du déficit budgétaire | |
| 3.1.13. Relecture des codes des douanes et des impôts pour la mobilisation des ressources financières suffisantes | | Codes des Douanes et des Impôts relus | |
| 3.1.14. Amélioration de la gestion des exonérations et des subventions en les rendant plus transparentes et conformes aux règles de la concurrence | 10 | Manuel de procédure élaboré | |
| 3.1.15. Lutte contre la fraude fiscale et les pertes de ressources pour l'Etat en rendant transparentes les conventions signées par l'Etat et en procédant à leur évaluation périodique | | Pourcentage de conventions évaluées | |
| 3.1.16. Amélioration de l'efficacité et l'efficience de la dépense publique en renforçant l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation périodique des budgets programmes | | % d'outil de pilotage opérationnel | |
| 3.1.17. Soutien à l'accès des entreprises nationales, à la commande publique et à la sous-traitance des entreprises minières | | % de commandes publiques ou sous traitances attribuées aux entreprises nationales | |
| 3.1.18. Allocation de 15% des marchés publics aux PME dirigées par les femmes et les jeunes | | Pourcentage des marchés publics exécutés par des PME dirigées par des femmes et des jeunes | 15% |
| 3.1.19. Elaboration d'une politique nationale de contenu local (notamment au niveau du secteur minier) | 50 | Politique nationale de contenu local disponible | |
| 3.1.20. Audit de tous les permis miniers notamment ceux dont les bénéficiaires ne respectent pas les textes sur la protection de l'environnement | 500 | Pourcentage de permis miniers audités | |
| 3.1.21. Création d'une banque d'investissements ouverte à la participation des Maliens établis à l'Extérieur | 200 | Banque d'investissement du Mali créée et ouverte à la participation des Maliens établis à l'Extérieur | |
| 3.1.22. Elaboration d'une politique d'industrialisation et de soutien au secteur privé | 50 | Politique nationale d'industrialisation et de soutien au secteur privé élaborée | |
| 3.1.23. Instauration d'un système de redevabilité et de reddition des comptes pour toute personne ayant assumé des responsabilités même à la retraite | 30 | Textes relatifs au système de redevabilité et de reddition des comptes adoptés | |
| 3.1.24. Augmentation de la participation de l'Etat au capital des sociétés minières | 50 | Plafond autorisé pour la participation de l'Etat dans le capital des sociétés minières | Relecture du code minier |
| 3.1.25. Mise en place d'un système de contrôle des fonds de souveraineté | | Système de contrôle des fonds de souveraineté mis en place | |
| 3.1.26. Elaboration et mise en œuvre d'un programme de développement des pôles dans les campagnes centré sur les potentialités et le savoir faire de chaque localité | 5 000 | Document de programme adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | 10 |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MEF | MENEFP, MIC | |
| X | X | | | | MEF | MIC, MJDH, MATD, MMEE, MRE, MUH-DATP | |
| X | X | X | | | MIC | MEF | |
| X | X | | | | MEF | MAECI, MMEE, MIC, MUH-DATP | |
| X | X | X | | | MEF | MRE | |
| X | X | X | | | MEF | Tous Ministères | |
| X | X | X | | | MENEFP | MEF, MIC, MPFEF, MJS | |
| | | | | | MMEE | MEF, MEADD, MIC, MATD | |
| X | X | X | | | MMEE | MEF, MEADD, MJDH, MRE | |
| | | | | | MEF | MMEEIA, MAECI | |
| X | X | X | | | MIC | MENEFP, MEF, MDR, MTI, MESRS, MACIHT, MRE | |
| X | X | x | | | MRE | MEF, CAB-MRPI, MATD, MJDH | |
| X | | | | | MMEE | MEF, MRE | |
| x | x | | | | MEF | MJDH, MRE | |
| X | X | | | | MUHDATP | MDR, MEF, MEADD, MIC, MATD, MACIHT, MCENMA | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.1.27. Elaboration et mise en oeuvre d'un programme d'exploitation et de valorisation des eaux souterraines, de surface et pluviales en utilisant les énergies renouvelables | 50 | Document de programme adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | |
| 3.1.28. Valorisation des potentialités de l'Office du Niger et autres Offices en augmentant les superficies aménagées | 105 977 | Nombre de nouvelles superficies aménagées et exploitées en hectares | |
| 3.1.29. Réforme du secteur Agricole touchant l'enregistrement des Exploitations Familiales et des Entreprises Agricoles, la mise en place des Coopératives d'Utilisations des Matériels Agricoles (CUMA), la prise de textes pour favoriser les achats institutionnels avec les producteurs Agricoles et des centrales d'achat de stockage des produits afin d'éviter le bradage des productions et de stabiliser la production pour les besoins de consommation intérieure | 13 000 | Repertoire des exploitations agricoles et entreprises agricoles créé | |
| | | Nombre de Coopératives d'utilisation des matériels agricoles mises en place | |
| | | Niveau d'équipement des coopératives | |
| | | Textes favorisant les achats institutionnels avec les producteurs Agricoles et les centrales d'achat de stockage des produits adoptés | |
| 3.1.30. Prise de dispositions pour arrêter les changements de vocations des terres Agricoles au profit des programmes immobiliers (constructions des maisons) | 1 000 | Texte adopté pour le respect des vocations des espaces | 25 |
| 3.1.31. Application des dispositions de la Loi sur le foncier Agricole attribuant au moins 15% des terres aménagées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | 50 | Pourcentage de terres aménagées attribuées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | |
| 3.1.32. Relecture des dispositions de la charte pastorale | 215 | Charte pastorale relue | |
| 3.1.33. Création d'une Assurance Maladie Obligatoire (AMO) pour les producteurs Agricoles | | Assurance maladie universelle créée et opérationnelle | |
| 3.1.34. Mise en place d'un plan d'investissements pour la transformation agro-industrielle de toutes les matières premières en général et des produits Agricoles du Mali en particulier | | Plan d'investissement agro-industrielle disponible | |
| 3.1.35. Renforcement de la productivité Agricole à travers la gestion axée sur les résultats tout en utilisant des énergies renouvelables | | Taux d'amélioration de la production agricole | |
| | | Part des énergies renouvelables dans la production agricole | |
| 3.1.36. Priorisation à l'échelle nationale du secteur agricole pour un développement durable | | Rang du secteur agricole dans la part des secteurs dans le budget de l'Etat | |
| 3.1.37. Renforcement de la recherche Agricole | 30 000 | Nombre de projets de recherche agricole financés | |
| 3.1.38. Adoption d'une stratégie pour stimuler l'économie formelle pour attirer les investisseurs privés | | Nombre de Sociétés créées | |
| | | Volume des investissements intérieurs | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--------------------------------------|---|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | | | MMEE | MDR, MEADD,MSDS, MUHDATP, MATD, | |
| X | X | x | | | MDR | MUHDATP, MEF, MMEE | |
| X | X | X | | | MDR | MENEFP, MEF | |
| X | X | X | | | MUHDATP | MATD,MDR, MEADD | |
| X | X | X | | | MDR | MPF, MJSCICC | |
| | X | | | | MDR | MEADD, MATD | |
| | X | X | | | MSDS | MDR, MEADD | |
| | X | x | | | MDR | MENEFP,MEF, MMEE, MEADD, MIC, MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MDR | MEF, MEADD, MMEE | |
| | X | X | | | MDR | MEF | Ce secteur est déjà un secteur prioritaire dans le cadre de référence nationale qui est le CREDD 2019-2023. L'action sera intégrée dans le cadre de l'Etude Prospectives Mali 2040. |
| X | X | X | | | MDR | MEF, MESRS | |
| | | | | | MENEFP | MEF, MIC, MACIHT | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.1.39. Réalisation d'une raffinerie nationale pour contrôler la production d'or et maintenir la valeur ajoutée dans notre pays | 80 | Raffinerie nationale d'or créée | |
| 3.1.40. Adoption des choix stratégiques (relecture du code minier) pour augmenter les revenus miniers du Mali à travers la création d'une société nationale qui fera l'option de choisir les 15% de la production d'or en lieu et place des dividendes sur les 20% que détient l'Etat dans le capital des sociétés minières | 60 | Code minier amendé | |
| | | Société de patrimoine créée | |
| | | % d'or produit versé à l'Etat | |
| 3.1.41. Promotion des ressources en hydrogène et en lithium qui sont le futur énergétique du Mali | | Nombre de permis attribués | |
| | | Nombre de conventions signées | |
| 3.1.42. Augmentation de l'impact des ressources minières sur l'économie communautaire et nationale à travers la construction d'infrastructures de base: route, école, centre de santé, électricité | | Nombre d'écoles, de centres de santé, de Km de route et de Kwt construits à travers des ressources minières | |
| 3.1.43. Adoption d'un système fiscal adéquat | | Taux de pression fiscale | |
| 3.1.44. Création d'une société étatique d'exploitation minière | | Société minière d'Etat créée | |
| 3.1.45. Informatisation/digitalisation de l'administration, des recettes fiscales et non fiscales | 150 | Taux de digitalisation des procédures de paiement des recettes fiscales et non fiscales | |
| 3.1.46. Promotion de e-gouvernance au niveau de l'État et de e-commerce y compris à l'exportation | 700 | Nombre d'actions de promotion du e-commerce et du e-gouvernance au niveau de l'Etat | |
| 3.1.47. Elaboration d'une stratégie de consommation des produits locaux | | Document de stratégie adopté | |
| Objectif 3.2. : Promotion du développement durable et de l'assainissement | | | |
| 3.2.1. Relecture des grandes politiques en matière d'environnement, d'assainissement et de développement durable pour les adapter aux Objectifs du Développement Durable (ODD), à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et à la Vision de la CEDEAO 2050 | 180 | Pourcentage de grandes politiques en matière d'environnement, d'assainissement et de développement durable adaptées aux ODD, à l'Agenda 2063 et la vision 2050 de la CEDEAO | |
| 3.2.2. Mise en œuvre de manière harmonieuse des différents documents de politiques et de stratégies au niveau des différents secteurs et sous-secteurs | 240 603 | Nombre de cadre de concertation sectoriel et sous sectoriel mis en place et fonctionnel | |
| 3.2.3. Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques et dans les PDESC des Communes | 350 | Pourcentage de PDESC des Communes intégrant les préoccupations environnementales | |
| 3.2.4. Promotion et valorisation des énergies renouvelables | | Nombre d'activités de promotion et de valorisation des énergies renouvelables mises en œuvre | |
| 3.2.5. Intégration de nos valeurs culturelles dans la révision des grandes politiques conformément à la Charte de Kurukan Fuga entre autres et d'autres pratiques traditionnelles de protection de l'environnement | 50 | Politique de l'environnement intégrant les pratiques traditionnelles | |
| | | Nombre de politique intégrant les valeurs culturelles | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | X | X | | | MMEE | MIC, MEF, MEADD, MRE | |
| X | X | X | X | X | MMEE | MEF | |
| | X | X | X | X | MMEE | MEF, MATD, MTI, MAEDD | |
| X | X | X | | | MMEE | MEF, MUHDATP, MEN, MSDS, MTI, MATD, MRE | |
| | X | X | | | MEF | MMEE, MUHDATP, MIC | Se référer au point 3.1.13. |
| | X | X | | | MMEE | MENEFP, MEF, MEADD, MTI | |
| X | X | X | | | MEF | MCENMA, MRE, MIC, MUHDATP | |
| X | X | X | X | X | MCENMA | MRE, MIC | |
| | X | X | | | MIC | MEF, MENEFP, MDR | |
| | X | X | | | MEADD | MDR, MMEE | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MMEE, | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MATD, MEF | |
| X | X | X | | | MMEE | MEADD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MATD, MACTIHT | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.2.6. Renforcement de la coordination des efforts de l'État et des Collectivités territoriales dans la mise en œuvre des politiques environnementales et d'aménagement du territoire | 7 000 | Nombre de cadres de concertation tenus | |
| 3.2.7. Développement et mise en œuvre des plans de gestion et augmentation la productivité biologique des aires protégées | 8 000 | Nombre de plans de gestion mis en œuvre | |
| | | Nombre d'aires protégées sous aménagement | |
| 3.2.8. Etablissement des corridors biologiques pour connecter les aires protégées afin de faciliter la migration des populations de faune et de flore | 900 | Nombre d'aires protégées disposant de corridors de connexion | |
| | | Superficie couverte par les aires protégées | |
| 3.2.9. Développement des partenariats entre l'État et les Collectivités territoriales afin de réaliser des projets de conservation et de restauration des habitats | 50 | Nombre de Collectivités territoriales ayant un partenariat avec l'Etat pour la réalisation de projets de conservation et de restauration des habitats | |
| 3.2.10. Croissance de l'utilisation d'instruments économiques pour inciter les propriétaires fonciers à adopter des pratiques agricoles et sylvicoles durables favorisant la biodiversité | 200 | Nombre de propriétaires fonciers agricoles et sylvicoles utilisant des pratiques agricoles et sylvicoles durables favorisant la biodiversité | |
| 3.2.11. Développement des programmes de rétribution pour les services économiques rendus par les écosystèmes, en particulier aquatiques et forestiers | 200 | Nombre de programmes développés | |
| 3.2.12. Mise en place des programmes forestiers pour rajeunir la forêt, pour fournir de la biomasse pour la production d'énergie et pour augmenter sa capacité à séquestrer le CO2 | 1 000 | Nombre de programmes de reboisement mis en place | |
| | | Nombre de projets d'aménagement forestier mis en œuvre | |
| 3.2.13. Promotion de la coopération internationale, sous régionale et bilatérale concernant l'environnement et le renforcement de la diplomatie environnementale | 100 | Cadre de coopération internationale et sous-régionale concernant l'environnement mis en place | |
| | | Nombre de rencontres tenues | |
| 3.2.14. Exploitation écologique rationnelle des ressources de l'environnement intégrant les principes de prévention, de précaution et du pollueur-payeur (étude d'impact environnemental et social, évaluation environnementale stratégique, audit environnemental...) | 80 | Nombre d'Etudes d'impacts environnementaux réalisées | |
| | | Nombre d'études d'évaluation environnementale stratégique réalisés | |
| | | Nombre d'audits environnementaux réalisés | |
| 3.2.15. Prise en compte des préoccupations de gestion intégrée et participative du développement durable (gouvernance, synergie dans la gestion du climat, de la biodiversité, de la sécheresse-désertification, des pollutions et nuisances...) | 80 | Taux de préoccupations prises en compte | |
| 3.2.16. Mise en oeuvre des mesures préventives afin d'assurer une meilleure connaissance des textes environnementaux par tous les acteurs de développement pour réduire les actions de détérioration des ressources de l'environnement et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables | 195 | Nombre de textes diffusés | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MUHDATP, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MATD, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MATD, MDR, MIC, MUHDATP | |
| X | X | X | X | X | MDR | MEADD | |
| | X | X | X | X | MEADD | MDR, | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MIC, MATD, MEF, MMEE | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MAECI | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MUHDATP, MATD, | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MATD, MCENMA, MPFEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.2.17. Réponse à l'objectif de gestion réglementée des ressources naturelles, comme outil d'aide à la décision pour des politiques sectorielles de développement durable (modes de consommation et de production durables, achat public durable, responsabilité sociétale des organisations et normes ISO 26000 portant lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale...) | 250 | Textes réglementaires adoptés | |
| 3.2.18. Elaboration des indicateurs juridiques sur l'effectivité des textes régissant l'environnement ainsi que des outils d'évaluation de l'impact des instruments juridiques en matière d'environnement afin d'éviter toute régression dans la protection de l'environnement au Mali ; | 200 | Répertoire des indicateurs juridiques disponible | |
| 3.2.19. Effectivité de toutes les réglementations nationales et les conventions internationales ratifiées par le Mali en matière d'assainissement et de protection de l'environnement | 360 | Taux d'effectivité des réglementations nationales et des conventions internationales ratifiées par le Mali en matière d'assainissement et de protection de l'environnement | |
| 3.2.20. Réalisation de l'étude de faisabilité pour le développement d'une fiscalité écologique | 100 | Rapport d'étude de faisabilité pour le développement d'une fiscalité écologique disponible | |
| 3.2.21. Réalisation des plans stratégiques d'assainissement et du schéma directeur d'urbanisation et d'aménagement | 1 000 | Nombre de plans stratégiques d'assainissement réalisés | |
| | | Schéma directeur d'urbanisme et d'aménagement réalisé | |
| 3.2.22. Promotion des modes de consommation plus durables par des mesures réglementaires et économiques | 190 | Nombre de mesures réglementaires et économiques adoptées | |
| 3.2.23. Renforcement des capacités des rédacteurs des textes juridiques relatifs à l'environnement au Mali | 150 | Nombre de rédacteurs de textes juridiques formés | |
| 3.2.24. Audit des structures en charge de l'Environnement et de l'assainissement et proposition d'une nouvelle architecture institutionnelle en la matière | 110 | Rapport de l'audit institutionnel et organisationnel des structures en charge de l'environnement disponible | |
| 3.2.25. Réalisation de l'étude de faisabilité pour la création d'un Fonds national pour l'environnement | 50 | Rapport d'étude de faisabilité pour la création d'un Fonds national pour l'environnement disponible | |
| 3.2.26. Renforcement des capacités des institutions de lutte contre la désertification et l'ensablement des cours d'eau en terme de ressources humaines, financières et technologiques | 200 | Nombre d'actions de renforcement des capacités réalisées | |
| 3.2.27. Réalisation de l'étude de faisabilité de la Création d'une Agence de gestion des déchets | 100 | Rapport d'étude de faisabilité de la création d'une Agence de gestion des déchets disponible | |
| 3.2.28. Mise en place d'un Dispositif de sauvegarde de l'environnement dans un contexte d'insécurité | 2 000 | Dispositif de sauvegarde de l'environnement dans le contexte d'insécurité créé | |
| 3.2.29. Renforcement des structures chargées du suivi, du contrôle et de l'évaluation des politiques de l'environnement et du développement durable | 60 | % de structures chargées de suivi, du contrôle et de l'évaluation des politiques de l'environnement et de développement durable ayant bénéficié un renforcement de capacités | |
| 3.2.30. Transformation de la Direction Nationale des Eaux et Forêts en Direction Générale des Eaux et Forêts | 2 000 | Texte de création de la Direction générale des Eaux et Forêt disponible | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-----------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MATD, MIC | |
| X | X | | | | MEADD | MJDH | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MAECI | |
| | X | | | | MEADD | MEF | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MUHDATP, MATD, MDR, MACIHT, | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MMEE, MEF | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MJDH, MDR, | |
| X | X | | | | MEADD | MRE, MEF | |
| X | X | | | | MEADD | MEF | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MATD, MDR, MEF | |
| | X | | | | MEADD | MATD, MEF | |
| X | X | | | | MEADD | MDAC, MSPC | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR | |
| X | | | | | MEADD | MRE | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.2.31. Renforcement des capacités de la Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle, des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) en terme de ressources humaines, financières et technologiques | 200 | Taux de satisfaction du cadre organique de la DNACPN | |
| | | Taux d'accroissement de la dotation budgétaire de la DNACPN | |
| | | Taux de satisfaction des besoins en | |
| 3.2.32. Développement d'une synergie d'actions à travers l'instauration de cadres de concertation fonctionnels entre le Ministère en charge de l'Environnement et les autres Ministères sectoriels en charge des Mines, de la Santé, de l'Energie, de l'Eau, des infrastructures, des transports et du Développement Rural | 456 | Nombre de réunions du Cadre de concertation tenues | |
| 3.2.33. Dynamisation et transfert du service d'hygiène à l'Environnement | | Service d'hygiène redynamisé | |
| | | Texte de transfert du Service d'hygiène à l'environnement | |
| 3.2.34. Délocalisation de toutes les unités industrielles situées à proximité des habitations | 250 000 | Nombre d'unités industrielles situées à proximité des habitations | |
| 3.2.35. Renforcement des capacités de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) en terme de ressources humaines, financières et technologiques | 442 | Taux de satisfaction du cadre organique de l'ABFN | |
| | | Taux d'accroissement de la dotation budgétaire de l'ABFN | |
| | | Taux de satisfaction des besoins en équipements informatiques et technologiques de l'ABFN | |
| 3.2.36. Réalisation de l'étude de faisabilité de la création des usines de montage de plaques photovoltaïques | | Rapport d'étude de faisabilité de création des usines de montage de plaques photovoltaïques disponible | |
| 3.2.37. Réalisation de l'étude de la faisabilité de la création d'un Conseil supérieur de l'environnement à l'image du Conseil Supérieur de l'Agriculture | 100 | Rapport d'étude de faisabilité de création d'un Conseil supérieur de l'environnement disponible | |
| 3.2.38. Amélioration des politiques urbaines pour minimiser ou mieux gérer les problèmes de pollutions et nuisances, notamment à travers l'adoption de plans directeurs pour l'assainissement des agglomérations urbaines | 200 | Politiques urbaines améliorées | |
| | | Plan directeur d'assainissement des agglomérations urbaines disponible | |
| 3.2.39. Prise en compte du lien entre pauvreté et environnement en luttant contre les phénomènes de marginalisation et de taudis urbains | 2 500 | Nombre de mesures visant à lutter contre les phénomènes de marginalisation et de taudis urbains adoptées | 5 |
| 3.2.40. Développement et mise en œuvre d'un programme permanent d'appui au traitement des déchets et des produits dangereux, en privilégiant les approches novatrices et participatives de gestion en ce qui concerne les déchets solides et liquides urbains | 5 000 | Programme d'appui au traitement des déchets et des produits dangereux disponible | |
| | | Taux de mise en œuvre du programme d'appui au traitement des déchets et des produits dangereux | |
| 3.2.41. Adoption de mesures coercitives contre les unités industrielles qui déversent leurs effluents liquides dans les cours d'eau sans traitement préalable | 20 | Nombre de sanctions prises contre les unités industrielles qui déversent leurs effluents liquides dans les cours d'eau sans traitement préalable | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MEF, MTFPDS | |
| | X | X | X | X | MEADD | MMEE, MTI, MDR, MSDS | |
| | X | | | | MEADD | MSDS | |
| X | X | X | X | X | MIC | MUHDATP, MAEDD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MTFPDS | |
| | X | | | | MMEE | MIC, MENEFP, MEF, MAEDD | |
| | X | X | | | MEADD | MTFPDS, MDR | |
| | X | | | | MEADD | MUHDATP, MSDS, MATD | |
| X | X | X | X | X | MUHDATP | MEF, MSDS, MPFEF, MEADD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MSDS, MMEE, MIC | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MIC, MACIHT | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.2.42. Mise en place, à tous les niveaux, d'un mécanisme de gestion des déchets biomédicaux | | Taux de mise en place des mécanismes de gestion des déchets biomédicaux aux différents niveaux | |
| 3.2.43. Amélioration de la gestion durable des ressources naturelles, notamment des sols et promotion de la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (faune, flore et écosystèmes) en mettant un accent particulier sur l'intégration durable du secteur forestier et de ses produits dans l'économie nationale | 300 | Nombre de conventions locales de gestion des ressources naturelles mises en place | |
| 3.2.44. Lutte contre la dégradation des terres et la désertification en s'attaquant aux causes réelles de ces phénomènes | 12 100 | Programme de lutte contre la dégradation des terres et la désertification mis en place | |
| | | Superficie de terre et de dune restaurée | |
| 3.2.45. Identification d'activités de diversification comme alternatives à la coupe abusive de bois | 1 200 | Nombre de bénéficiaires des activités de diversification comme alternatives à la coupe de bois | |
| | | Nombre de projets d'AGR mise en œuvre | |
| | | Nombre de foyers et fourneaux améliorés diffusés | |
| | | Nombre de rechauds à gaz diffusés | |
| 3.2.46. Promotion et valorisation des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de la bioénergie | | Nombre de villages bénéficiaires de technologie d'énergies nouvelles et renouvelables | |
| | | Capacité d'énergies renouvelables installées | |
| 3.2.47. Création d'un fonds national d'efficacité énergétique | | Fonds national d'efficacité énergétique mis en place | |
| 3.2.48. Promotion d'un programme national d'éducation relative à l'environnement à travers l'élaboration et l'enseignement des programmes d'éducation environnementale dans tous les ordres et types d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur) | 2 000 | Programme national d'éducation relative à l'environnement disponible | |
| | | Nombre d'ordres d'enseignement où est enseigné le programme | |
| 3.2.49. Renforcement des activités d'IEC, mais aussi encouragement et récompense des bonnes initiatives des organisations de la société civile et des individus qui concourent à une meilleure gestion de l'environnement | 280 | Nombre d'activités d'IEC | |
| | | Nombre de personnes bénéficiaires d'activités d'IEC | |
| 3.2.50. Promotion de la régénération Naturelle Assistée | 1 080 | Superficie couverte par la régénération naturelle assistée | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-----------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEADD | |
| X | X | X | X | X | MAEEDD | MDR MATD, MEF | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MMEE | |
| X | X | X | X | X | MMEE | MEADD, MPFEF, MATD | |
| X | X | X | | | MMEE | MEF, MENEFP, MEADD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MEN et MES | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MEN, MPFEF | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.2.51. Sensibilisation des élus, des femmes, des associations de jeunes, des chasseurs pour leur implication active dans la lutte contre la déforestation | 300 | Nombre d'élus, de femmes, d'associations de jeunes, de chasseurs sensibilisés | |
| | | Nombre de séances de sensibilisations tenues | |
| 3.2.52. Promotion des bosquets villageois et de protection des bois sacrés | 3 515 | Nombre d'activités visant à encourager les villageois à la création de bosquets et de bois sacrés | |
| 3.2.53. Réalisation d'une communication efficace et efficiente pour un changement de comportement du citoyen malien à l'égard de l'environnement | 50 | Nombre d'activités de communication pour un changement de comportement du citoyen malien à l'égard de l'environnement | |
| 3.2.54. Instauration des journées de travaux communautaires en vue d'entretenir les lieux avec en tête de file les autorités politiques et administratives | 50 | Nombre de journées communautaires d'entretien des lieux avec à leur tête les autorités politiques et/ou administratives | |
| 3.2.55. Information et éducation de tous les acteurs de l'environnement sur le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP), notamment sur les bénéfices que peuvent générer les crédits carbone à travers la plantation de certains arbres (Jatropha), des activités relatives au foyer amélioré | 50 | Nombre d'activités d'information et d'éducation des acteurs réalisées | |
| 3.2.56. Sensibilisation des acteurs de l'environnement sur les enjeux de la transition écologique | 112 | Nombre d'activités de sensibilisation des acteurs | |
| 3.2.57. Adoption de mesures (campagne de sensibilisation – sanctions) de lutte contre la pollution environnementale, notamment sur la base de la Loi n°2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances | 20 | Nombre d'activités de sensibilisation contre les pratiques de pollution | |
| | | Nombre de PV délivrés | |
| 3.2.58. Intensification des campagnes de reboisement en optant pour des plantations sécurisées | 100 | Nombre de campagne de reboisement | |
| | | Superficies de plantations sécurisées | |
| 3.2.59. Vulgarisation des textes environnementaux dans les langues nationales | 90 | Nombre de textes environnementaux vulgarisés dans les langues nationales | |
| 3.2.60. Elaboration et mise en œuvre d'un plan innovant de communication sur l'environnement de façon globale | 233 | Plan innovant de communication sur l'environnement disponible | |
| | | innovant de communication sur l'environnement | |
| 3.2.61. Renforcement de l'information environnementale des citoyens au quotidien et à tous les niveaux en vue d'un éveil de conscience en matière environnementale et d'assainissement | 125 | Nombre d'activités d'informations environnementales des citoyens au quotidien | |
| 3.2.62. Réhabilitation de l'HUICOMA et de la COMATEX | 30 | Durée moyenne de fonctionnement de l'HUICOMA | |
| | | Durée moyenne de fonctionnement de la COMATEX | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MPFEF, MSJ MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MACIHT, MUHDATP | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MCENME | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MMEE, MDR, MCENMA | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MEN, MENCMA | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MSPC, MSDS, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MEN, MCENMA | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MCEN | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MPFEF, MATD, MENCMA | |
| X | X | | | | MIC | MENEFP, MEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 3.2.63. Relance des activités des Chemins de fer pour le désenclavement intérieur et extérieur et promotion des emplois et l'économie locale | 16 200 | Trains de voyageurs et de marchandises opérationnels entre Bamako et Kayes | |
| Total budget Axe 3 | 1 070 630 | | |

Axe 4 : Capital humain, genre et inclusion sociale

Priorité : Stabilisation du front social, promotion de entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, et amélioration de la qualité des services d'éducation et de santé

Objectif 4.1. : Promouvoir le dialogue social

| | | | |
|--|-------|---|------|
| 4.1.1. Regroupement en un seul ministère, les départements en charge de la fonction publique, du travail, et de la sécurité sociale | | Ministère en charge de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale crée | |
| 4.1.2. Maintien du Service National des Jeunes pour les nouveaux admis aux concours de la Fonction publique | 401 | Service national des jeunes instauré pour les nouveaux admis à la fonction publique | |
| 4.1.3. Instauration d'un contrat de performance dans les services publics (du niveau cercle jusqu'au niveau national) | 250 | Pourcentage de services publics ayant un contrat de performance | 100% |
| 4.1.4. Planification de la relève des cadres partant à la retraite afin de mettre fin à la prorogation de l'âge de la retraite | 2 200 | Nombre de cadres de la fonction publique permettant de compenser les départs à la retraite | |
| 4.1.5. Moralisation du concours d'accès à la fonction publique (application de critère d'équité et de transparence) | 650 | Niveau de confiance des candidats au processus du concours d'entrée dans la fonction publique | |
| 4.1.6. Développement d'une synergie d'action entre les différentes structures de formation-emploi FAFPA, APEJ, ANPE | 2 000 | Nombre d'activités réalisées | |
| 4.1.7. Développement et mise en cohérence du système d'ingénierie de la formation entre les Ministères en charge de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Technique, de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur | | Cadre partenarial crée et fonctionnel | |
| 4.1.8. Enrôlement biométrique de tous les fonctionnaires de l'Etat et des Collectivités ainsi que les Forces armées et de sécurité afin de prévenir la fraude | 500 | Taux d'enrôlement biométrique des fonctionnaires de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Forces armées et de sécurité | |
| 4.1.9. Tenue des états généraux de l'administration publique | 200 | Rapport final sur les états généraux de l'Administration publique disponible | |
| 4.1.10. Mise en place d'un mécanisme de veille citoyenne pour les services publics et parapublics | 50 | Dispositif national de veille citoyenne pour les services publics et parapublics mis en place | |
| 4.1.11. Récompense du mérite et sanction des infractions | 300 | Nombre d'agents publics récompensés pour service rendu | |
| | | Nombre d'agents publics sanctionnés pour infractions | |
| 4.1.12. Affichage des coûts des prestations dans tous les services publics | 100 | Pourcentage de services ayant affiché les coûts des prestations | 100% |
| 4.1.13. Reforme profonde de la fonction publique de sorte que les fonctionnaires qui ne donnent pas de rendement puissent être licenciés au besoin | 150 | Nombre de fonctionnaires licenciés pour manque de rendement | |
| 4.1.14. Revue des avantages accordés aux hauts cadres quand ils ne sont plus en poste | 100 | Nombre de hauts cadres dont les avantages ont été revus | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------------------|--------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | | | MTI | MEF | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| X | X | | | | Primature /CAB MDRPI | MFPT, MSDS | |
| X | X | | | | MJSCICC | MTFPDS | |
| X | X | X | | | MRE | Tous Ministères | |
| X | X | X | X | X | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | X | | | MENEFP | MEF | |
| X | X | X | | | MENEFP | MEN, MESRS | |
| X | X | | | | MRE | MATD, MEF, MTFDS, MEN | |
| X | X | | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MRE | Tous ministères | |
| | | | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| | | | | | MTFPDS | Tous ministères | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.1.15. Institutionnalisation de la redevabilité des responsables dans la gestion des affaires publiques | 150 | Textes législatifs et réglementaires adoptés | |
| 4.1.16. Répartition équitable des ressources humaines sur l'ensemble du territoire | | Indice de répartition des ressources humaines | |
| 4.1.17. Dématérialisation des procédures dans les services publics | 100 000 | Pourcentage de procédures dématérialisées dans les services publics | 80% |
| 4.1.18. Instauration des boîtes à suggestions au sein de tous les services de l'Etat | 75 | Pourcentage de services de l'Etat disposant de boîtes à suggestions | 100% |
| 4.1.19. Création d'une structure de suivi/évaluation de la performance des activités du Gouvernement (marchés publics, projets, programmes) | 150 | Disponibilité du texte de création de la structure de suivi-évaluation de la performance des activités du gouvernement | |
| 4.1.20. Création d'un système de dénonciation en ligne | 150 | Système de dénonciation en ligne opérationnel | |
| 4.1.21. Réorganisation de la société civile pour plus d'autonomie et de rendement | 500 | Société civile réorganisée | |
| 4.1.22. Mise en place d'un modèle de syndicalisme constructif et apaisé | 5 000 | Nombre de syndicats formés et sensibilisés | |
| 4.1.23. Consolidation de la justice sociale au sein de la fonction publique | 80 | Existence d'un plan de carrière | |
| 4.1.24. Amélioration des conditions de vie des travailleurs | 100 | Nombre de mesures d'amélioration des conditions de vie des travailleurs adoptées | |
| 4.1.25. Amélioration de la performance des services publics | 150 | Taux de satisfaction des usagers des services publics | |
| 4.1.26. Prise en compte de la problématique des quotas dans les recrutements | | Nombre des quotas dans les recrutements | |
| 4.1.27. Dépolitisation des nominations dans l'Administration | 50 | Texte relatif à la dépolitisation des nominations dans l'administration adopté | |
| 4.1.28. Renforcement du mécanisme de dialogue social entre la population rurale et l'administration publique | 100 | Mécanisme de dialogue social amélioré | |
| 4.1.29. Mise en place des programmes d'incitation du secteur privé pour l'emploi des jeunes | | Nombre de Programmes d'incitation du secteur privé pour l'emploi des jeunes créés | |
| 4.1.30. Adoption des mesures visant la promotion de l'entrepreneuriat, en particulier celui des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap | 1 250 | Nombre de mesures adoptées visant la promotion de l'entrepreneuriat des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap | |
| 4.1.31. Promotion de l'entrepreneuriat et consolidation du secteur privé. | | Nombre de mesures d'incitations prises | |
| 4.1.32. Dépolitisation de la société civile | 50 | Texte législatif ou réglementaire adopté | |
| 4.1.33. Elaboration d'un code de bonne conduite de la société civile | 75 | Code de bonne conduite de la société civile adopté | |
| 4.1.34. Création du Haut conseil national des organisations de la société civile | 30 | Haut conseil national des organisations de la société civile créé | |
| 4.1.35. Evaluation périodique des associations et organisations de la société civile | | Nombre d'associations et organisations de la société civile évaluées | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------------------|---|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | | | | MRE | Tous ministères | Il existe déjà des cadres dans ce sens: CPS, DFM, CDI, CT-CSLP, DGMP-DSP, DGB, SGG, BOS |
| X | X | | | | MRE | Tous ministères | |
| X | X | | | | MATD | MRE | |
| X | X | X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MTFPDS | MEF | |
| X | X | X | | | MRE | Tous Ministères | |
| X | X | | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | | | | MRE | Tous Ministères | Se référer au point 1.4.8. |
| X | X | | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| x | x | x | x | x | MENEFP | MEF, MJS, MACIHT, MDR, MTI | |
| X | X | X | X | X | MENEFP | MSDS, MPFEF | |
| X | X | X | X | X | MENEFP | MIC, MESRS, MPFEF, MEF, MACIHT, MDR | |
| X | X | X | X | X | MRE | Tous Ministères | |
| | X | | | | MRE | MATD | |
| | X | | | | MRE | MATD | |
| | | | | | | | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| | 3 000 | Cadre de concertation établi | |
| 4.1.36. Dépolitisation des syndicats | | Nombre de syndicats dépolitisés | |
| 4.1.37. Organisation des élections professionnelles de représentativité des organisations syndicales | 5 100 | Nombre d'élections professionnelles régulières tenues | |
| 4.1.38. Organisation d'une conférence sociale pour négocier un pacte social de stabilité et de croissance | 270 | Rapport de la Conférence sociale disponible | |
| 4.1.39. Signature d'une trêve sociale avec les syndicats | 100 | Protocole d'accord signé | |
| 4.1.40. Adoption d'un chronogramme de prise en charge des engagements de l'Etat pris dans le cadre des procès-verbaux de conciliation | 80 | Chronogramme de prise en charge des engagements de l'Etat dans le cadre des procès-verbaux de conciliation disponible | |
| 4.1.41. Relecture des textes sur la création des syndicats | 50 | Nombre de textes sur la création des syndicats relus | |
| 4.1.42. Application de la loi sur l'exercice du droit de grève dans les services publics et parapublics | | Pourcentage de grèves lors desquelles le service minimum a été observé | |
| 4.1.43. Application du rôle normatif du statut général des fonctionnaires | | Statut général des fonctionnaires appliqué en tant que norme de référence | |
| 4.1.44. Plafonnement des rémunérations des cadres et des dirigeants des Etablissements Publics personnalisés (EPA, EPIC, etc.) | 155 | Textes réglementaires plafonnant les rémunérations au niveau établissements publics adoptés | |
| 4.1.45. Informatisation des prestations dans les hôpitaux | | Taux d'informatisation des prestations dans les hôpitaux | |
| 4.1.46. Dépolitisation des nominations dans les services publics | | Pourcentage de postes dans le service public où la nomination est soumise à l'appel à candidature | |
| | | Textes réglementaires adoptés | |
| 4.1.47. Nomination sur la base de la performance et des compétences afin d'encourager l'excellence au niveau de la fonction publique | 50 | Texte relatif aux critères de nomination adopté | |
| 4.1.48. Intégration dans le programme de formations scolaire et universitaire des modules incitant à l'entrepreneuriat et à l'auto emploi | 120 | Nombre de programmes de formation scolaire et universitaire intégrant des modules incitant à l'entrepreneuriat et à l'auto emploi | |
| 4.1.49. Promotion des emplois verts | 210 | Nombre de mesures d'encouragement à la création des emplois verts | |
| 4.1.50. Rétablissement de la taxe emploi jeunes (TEJ) et la taxe à la formation professionnelle (TFP) | | TEJ et la TFP rétablies | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MATD | MRE | |
| X | X | X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | | | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | | | | | MTFPDS | Tous Ministères | Action déjà prise en compte |
| X | | | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | | | | | MTFPDS | Tous ministères, | |
| X | X | X | | | MTFPDS | Tous ministères, | |
| | | | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | | | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | | | | MSDS | MEF, MCENMA | |
| X | X | X | | | MTFPDS | Tous ministères | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | | | MRE | Tous ministères | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | | | MENEFP | MEN, MESRS, MPFEF, MJSICCC, MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR, MEN, MESRS, MPFEF, MJSICCC, MACIHT | |
| X | X | | | | MENEFP | MEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.1.51. Organisation régulière du concours d'entrée à la fonction publique | | Niveau de régularité en pourcentage dans l'organisation du concours | |
| | | Nombre d'agents recrutés par année | |
| 4.1.52. Elaboration et mise en œuvre d'un programme promotion de l'emploi en milieu rural | | Document de programme adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | |
| 4.1.53. Réinstauration du service civique | | Service civique réinstauré | |
| 4.1.54. Mise en place d'un dispositif efficace de financement de l'entrepreneuriat | | Pourcentage de projets d'entrepreneuriat ayant obtenu du financement | |
| 4.1.55. Intégration dans le programme de formation scolaire et universitaire des modules sur l'entrepreneuriat et l'auto emploi | 30 | Nombre de programmes de formation scolaire et universitaire intégrant des modules sur l'entrepreneuriat et à l'auto emploi | |
| 4.1.56. Formation des jeunes entrepreneurs et promotion de l'octroi des marchés publics basées sur les compétences et non sur les relations | | Nombre de jeunes entrepreneurs formés | |
| | | Nombre de processus de passation de marchés contestés | |
| 4.1.57. Élaboration d'une politique fiscale adapté aux PME | | Document de politique fiscale adapté aux PME adopté | |
| 4.1.58. Création d'un Département Ministériel dédié exclusivement à l'entrepreneuriat | | Ministère dédié exclusivement à l'entrepreneuriat créé | |
| 4.1.59. Soutien à la mise en œuvre des approches de gestion innovante des exploitations familiales rurales et des entreprises agricoles | | Nombre d'exploitations familiales et d'entreprises agricoles ayant bénéficié des initiatives de soutien à la mise en œuvre d'approches de gestion innovante | |
| 4.1.60. Incitation des Collectivités Territoriales à jouer leurs responsabilités dans la promotion de l'entrepreneuriat rural en y investissant au moins 15% du budget régional et en facilitant l'accès sécurisé au foncier | 10 | Pourcentage de Collectivités Région ayant investi au moins 15% de leur budget dans la promotion de l'entrepreneuriat rural | |
| | | Pourcentage de Collectivités territoriales ayant adopté des mesures facilitant l'accès sécurisé au foncier | |
| 4.1.61. Définition et mise en œuvre d'une stratégie nationale sur l'entrepreneuriat rural | | Stratégie nationale de l'entrepreneuriat rural adoptée | |
| | | Taux de mise en œuvre de la stratégie nationale de l'entrepreneuriat rural | |
| 4.1.62. Création d'un guichet unique pour l'assistance à la promotion de l'entrepreneuriat, à l'emploi et à la formation professionnelle | 130 | Guichet unique d'assistance à la promotion de l'entrepreneuriat, à l'emploi et à la formation professionnelle créé | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|----------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | | | MTFPDS | Tous ministères | En fonction des besoins |
| X | X | | | | MENEFP | MDR, MACIHT, MIC, MNENFP | |
| X | X | | | | MJSCICC | MSPC, MDAC | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | X | X | MENEFP | MEF, MACIHT, MIC, MPFEF | |
| X | X | X | X | X | MEN | MENEFP, MESRS | |
| X | X | X | X | X | MENEFP | Tous ministères | |
| X | X | | | | MEF | MENEFP, MIC, MACIHT | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | X | X | Primature /CAB MDRPI | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MDR | MENEFP/ MATD/MIC/ /MUHDATP | |
| X | X | X | X | X | MATD | MEF, MENEFP | |
| | X | X | | | MENEFP | MDR, MEF, MATD, MIC, MACIHT | |
| X | X | | | | MENEFP | MEF, MDR, MATD, MIC, MACIHT | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.1.63. Création d'une banque nationale d'investissement afin de faciliter l'accès au financement des entreprises agricoles et péri-agricoles | | Banque nationale d'investissement créée | |
| 4.1.64. Renforcement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans la transformation des produits de la filière bétail-viande et des produits oléagineux | | Nombre d'actions de renforcement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans la transformation des produits de la filière bétail-viande et des produits oléagineux | |
| 4.1.65. Mise à la disposition des producteurs et des structures d'encadrement des exigences d'assurance qualité et de veille commerciale | | Nombre de producteurs et de structures d'encadrement ayant bénéficié de la mise à disposition des exigences d'assurance et de veille commerciale | |
| 4.1.66. Promotion de la création d'emplois verts, décents et durables en milieu rural | 2 120 | Nombre d'actions visant à favoriser la création d'emplois verts, décents et durables en milieu rural | |
| 4.1.67. Renforcement des capacités des jeunes et des femmes en milieu rural en alphabétisation et dans le domaine de la digitalisation | | Nombre de jeunes et de femmes en milieu rural ayant bénéficié des actions de renforcement des capacités en alphabétisation et dans le domaine de la digitalisation | |
| 4.1.68. Couverture totale du pays en réseau de communication notamment internet à travers la fibre optique | 6 800 | Taux de couverture du territoire national en réseau internet à travers la fibre optique | |
| 4.1.69. Renforcement du réseau d'électrification rurale | | Taux d'électrification rurale | |
| 4.1.70. Investissement dans la formation des jeunes en data-science et intelligence artificielle | 480 | Nombre de jeunes ayant bénéficié des formations en data-science et intelligence artificielle | |
| 4.1.71. Renforcement de la synergie entre les différents départements dans la promotion de l'entrepreneuriat | | Nombre d'actions interministérielles réalisées dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat | |
| 4.1.72. Promotion et protection sociale dans le secteur agricole au profit des jeunes et des femmes en milieu rural | | Nombre de mesures de promotion de la protection sociale dans le secteur agricole au profit des jeunes et des femmes | |
| Objectif 4.2. : Améliorer l'accès à la santé et promouvoir l'inclusion sociale | | | |
| 4.2.1. Respect des dispositions de la loi hospitalière en matière d'exercice d'activités privées intra-hospitalières | 420 | Pourcentage d'hôpitaux respectant les dispositions de la loi hospitalière en matière d'exercice d'activités privées intra-hospitalières | |
| 4.2.2. Accélération de la mise en œuvre de la Couverture Médicale Universelle | 701 751 | Taux de couverture médicale unisverselle | |
| 4.2.3. Amélioration de la performance des structures sanitaires (financement, plateau technique et ressources humaines) | 125 000 | Pourcentage de structures sanitaires évaluées performantes | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | | | MEF | MDR, MENEFP, MACIHT, MIC | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | X | X | MENEFP | MDR/MIC | |
| X | X | X | X | X | MDR | MIC | |
| X | X | X | X | X | MEADD | MDR/MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MDR | MEN, MCENME, MENEFP | |
| X | X | X | | | MCENMA | MEF, MUHDATP, MATD | |
| X | X | X | | | MMEE | MATD, MENEFP, MIC | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MCENME | |
| X | X | X | | | MENEFP | MDR, MENEFP, MACIHT, MIC | |
| X | X | X | X | X | MDR | MPFEF, MJSCIC | |
| X | X | X | | | MSDS | Tous ministères, OSC, Secteur privé | |
| X | X | X | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MSDS | MEF, MT-FPDS, MATD, MUHADTP, MENEFP | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.4. Amélioration de l'encadrement du secteur de la santé | 2 500 | Pourcentage d'établissements de santé respectant les réglementations en vigueur | |
| | | Existence de textes réglementaires | |
| | | Pourcentage d'écoles de formation en santé respectant les réglementations en vigueur | |
| 4.2.5. Instauration d'une gestion nationale permettant une gestion des réfugiés et des déplacés maliens | 192 000 | Mecanisme pour une meilleure gestion des réfugiés et déplacés mis en place | |
| | | Base de données des réfugiés et déplacés fonctionnelle | |
| 4.2.6. Valorisation de la médecine traditionnelle | 100 | Nombre de mesures de valorisation de la médecine traditionnelle | |
| 4.2.7. Relecture de la politique sectorielle de la Santé et la loi y afférente | 50 | Politique sectorielle de santé et la loi y afférente relues | |
| 4.2.8. Application stricte de la loi hospitalière | | Pourcentage d'hôpitaux respectant les dispositions de la loi hospitalière | |
| 4.2.9. Création d'espaces pour l'exercice privé de la médecine dans les hôpitaux pour éviter l'exercice dans le secteur privé pour les médecins des hôpitaux | | Pourcentage d'hôpitaux disposant d'espaces pour l'exercice privé de la médecine | |
| 4.2.10. Mise en œuvre d'un financement basé sur les résultats dans les hôpitaux permettant d'allouer des primes de performance au personnel hospitalier | | Pourcentage d'hôpitaux appliquant le FBR | |
| 4.2.11. Fidélisation et motivation des ressources humaines dans les zones reculées (secteur santé) | 50 000 | Taux de satisfaction des besoins en | |
| | | Prime attrayante de zones difficiles instituée | |
| 4.2.12. Elaboration du Code de santé publique et du statut du personnel de santé | | Code de santé publique adopté | |
| | | Statut particulier du personnel de la santé adopté | |
| 4.2.13. Création du Conseil supérieur de la santé | 50 | Conseil supérieur de la santé créé | |
| 4.2.14. Application des textes qui régissent la création des cabinets de santé | | Pourcentage de cabinets de santé créés conformément aux réglementations en vigueur | |
| 4.2.15. Adoption de textes législatifs sur le statut des Directeurs Techniques des CSCOM | | Textes sur le statut des Directeurs techniques des CSCOM adoptés | |
| 4.2.16. Application stricte des textes réglementaires pour lutter efficacement contre l'exercice illégal de la médecine | | Pourcentage d'établissements de santé respectant les réglementations en vigueur | |
| 4.2.17. Adoption de textes législatifs sur le statut des agents paramédicaux | | Textes sur le statut des agents paramédicaux adoptés | |
| 4.2.18. Relecture de la politique nationale de santé du Mali | | Existence de la Politique nationale de la santé relue | |
| 4.2.19. Finalisation/mise en œuvre de la politique nationale de la transfusion sanguine adoptée en 2008 | | Existence de Politique nationale de la transfusion sanguine | |
| | | Taux de mise en œuvre de la Politique nationale de la transfusion sanguine | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-----------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | | | MSDS | MRE, MJDH | |
| X | X | | | | MATD | MSDS | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MACIHT | |
| X | X | | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MJDH | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MRE, MJDH | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MATD | |
| X | X | X | | | MSDS | MTFPDS | |
| | X | | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MJDH | |
| | X | | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | Tous ministères | |
| | X | | | | MSDS | Tous ministères | |
| | X | X | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | Tous ministères | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.20. Finalisation du document de politique de recherche sur les systèmes de santé | | Disponibilité de la Politique nationale de recherche sur les systèmes de santé | |
| 4.2.21. Réalisation des infrastructures conformément à la carte sanitaire | | Taux de respect de la carte sanitaire dans la réalisation des infrastructures sanitaires | |
| 4.2.22. Amélioration du plateau technique des structures sanitaires | | Taux de satisfaction des besoins du plateau technique des structures sanitaires | |
| 4.2.23. Opérationnalisation et sécurisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle prenant en compte les gratuités pour les indigences, les maladies sociales, les soins aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes, y compris les césariennes | | Niveau de prise en compte en pourcentage, par l'Assurance maladie universelle, les gratuités pour les indigences, les maladies sociales, les soins aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes, y compris les césariennes | |
| 4.2.24. Création des CSCOM, conformément à la carte sanitaire des régions sans l'influence des partis politiques | | Pourcentage de CSCOM créés conformément à la carte sanitaire | |
| 4.2.25. Amélioration du plateau technique afin de réduire les évacuations sanitaires | | Nombre des évacuations sanitaires | |
| 4.2.26. Renforcement de la qualité des soins dans les établissements de santé tout en prenant en compte : l'accueil, l'hygiène des locaux, la sécurité des soins, la surveillance des infections nosocomiales, la maintenance des équipements | | Taux de satisfaction des clients | |
| | | Pourcentage d'établissements de santé avec un système de gestion des déchets issus des soins | |
| | | Pourcentage des infections liées aux soins | |
| 4.2.27. Revue du système de gestion des déchets biomédicaux et radioactifs au niveau des structures de santé | | Système de gestion des déchets biomédicaux dans les établissements de santé revu | |
| | | Pourcentage d'établissements de santé avec un système efficace de gestion biomédicaux et radioactifs | |
| 4.2.28. Elaboration d'organigrammes de structures adaptés au contexte actuel | | Pourcentage de structures avec un organigramme adapté | |
| 4.2.29. Création d'un Hôpital pédiatrique au niveau national et dans les Régions | 20 000 | Nombre d'hôpitaux pédiatriques national et régionales créés | |
| 4.2.30. Création des hôpitaux de hauts niveaux | 50 000 | Nombre d'hôpitaux de hauts niveaux créés | |
| 4.2.31. Instauration des normes pour la construction des CSCOM | | Document de plan type CSCOM révisé et respectant les normes disponible | |
| 4.2.32. Revue du système de référence-évacuation sanitaire | | Pourcentage de districts avec un système de référence-évacuation adaptés au contexte | |
| 4.2.33. Réduction des coûts par la prescription en DCI dans le secteur public ainsi que les structures privées conventionnées | | Taux de réduction du coût moyen des ordonnances dans les établissements de santé et par niveau | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-----------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | X | X | | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | Se référer au point 4.2.22. |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| | X | | | | MSDS | MRE | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | | | | MSDS | MUHDATP | |
| | X | | | | MSDS | MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.34. Développement du secourisme au Mall pour améliorer les conditions des victimes avant l'arrivée de secours sur le lieu | 300 | Nombre de personnes formées au secourisme | |
| 4.2.35. Adoption d'une loi criminalisant la vente illicite et la contrefaçon des médicaments ainsi que d'autres produits de santé | | Loi criminalisant la vente illicite et la contrefaçon des médicaments ainsi que autres produits de santé adoptée | |
| 4.2.36. Ratification de la Convention Médicrime | | Convention médicale ratifiée | |
| 4.2.37. Elaboration d'une politique nationale d'industrialisation du secteur pharmaceutique | 30 | Politique nationale d'industrialisation du secteur pharmaceutique adoptée | |
| 4.2.38. Affectation des pharmaciens dans tous les CSREF et autres structures | | Pourcentage de CSREF disposant de pharmaciens | |
| 4.2.39. Interdiction de la vente des médicaments en dehors des pharmacies | | Mécanisme de contrôle et de sanction de la vente de médicaments en dehors des pharmacies opérationnel | |
| 4.2.40. Application du schéma directeur d'approvisionnement des médicaments à tous les niveaux de la santé | | Pourcentage d'établissements de santé respectant le schéma directeur d'approvisionnement en médicaments | |
| 4.2.41. Interdiction de l'usage des médicaments de la rue | | Mécanisme de contrôle et de sanction de la vente de médicaments en dehors des pharmacies opérationnel | |
| 4.2.42. Réexamen des coûts d'accès aux médicaments | | Coûts d'accès aux médicaments réexaminés | |
| 4.2.43. Application de l'Arrêté déterminant la liste des médicaments autorisés par niveau des structures sanitaires | | Pourcentage de structures sanitaires appliquant l'Arrêté déterminant la liste des médicaments autorisés par niveau | |
| 4.2.44. Communication sur le calendrier de garde des pharmacies | | Calendrier de garde des pharmacies diffusé | |
| 4.2.45. Développement de la médecine traditionnelle tout en insistant sur le renforcement des capacités et la réorganisation de la médecine traditionnelle | 50 | Nombre d'actions de renforcement de capacités des acteurs de la médecine traditionnelle | |
| 4.2.46. Analyse des médicaments des tradithérapeutes | | Nombre de médicaments des tradithérapeutes analysés | |
| 4.2.47. Création d'un cadre de collaboration entre les agents de la médecine conventionnelle et les tradithérapeutes | | Cadre de collaboration entre les agents de la médecine conventionnelle et les tradithérapeutes créé | |
| 4.2.48. Renforcement des capacités de formation des spécialistes dans le domaine socio-sanitaire | 150 | Pourcentage de spécialistes dans le domaine socio-sanitaire ayant reçu des renforcements de capacités | |
| 4.2.49. Formation en cours d'emploi | | Pourcentage d'agents ayant bénéficié de formations en cours d'emploi | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MSPC | |
| | X | X | | | MSDS | MJDH, MSPC | |
| | X | | | | MSDS | MJDH | |
| | X | | | | MSDS | MIC, MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MTFPDS, | |
| X | X | X | | | MSDS | MSPC, | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MJDH | |
| | X | | | | MSDS | MSPC, | |
| | X | | | | MSDS | MEF, MIC | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MJDH, MIC | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MENCMA | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS, MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS | |
| X | | | | | MSDS | MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MTFPDS | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.50. Elaboration et mise en place d'un cahier de charges entre l'Etat et les structures de formation des agents de santé du niveau primaire et universitaire | | Pourcentage de structures de formation des agents de santé ayant signé un cahier de charge avec l'Etat | |
| 4.2.51. Harmonisation /application d'un programme de formation commun des agents de santé avec ceux de la sous-région (tant au niveau public que privé) | | Niveau d'harmonisation du programme de formation commun des agents de santé avec ceux de la sous-région | |
| 4.2.52. Organisation des examens au plan national pour les structures privées et étatiques de formation des agents de santé | | Nombre de structures (privées et étatiques) de formation des agents de santé participant à l'examen national | |
| 4.2.53. Amélioration du plateau technique au niveau des CSCOM | | Taux de satisfaction des besoins du plateau technique au niveau des CSCOM | |
| 4.2.54. Elaboration des plans d'urgence et de contingence pour les nouvelles maladies émergentes/réémergentes | | Nombre de plans d'urgence et de contingence pour les nouvelles maladies émergentes élaborés | |
| 4.2.55. Equipement des hôpitaux et centres de santé de matériels pour la prise en charge des personnes vivant avec handicap | | Pourcentage d'hôpitaux et de centres de santé dotés en matériels de prise en charge des personnes vivant avec handicap | |
| 4.2.56. Suspension des évacuations des hauts cadres à la charge de l'Etat | | Texte de suspension des évacuation des hauts cadres de l'Etat adopté | |
| 4.2.57. Révision des stratégies de motivation des agents au niveau public tout en octroyant des primes sur les recettes afin de réduire la fréquentation du secteur privé | | Primes sur les recettes pour les agents des structures de santé publiques instituées | |
| 4.2.58. Renforcement des capacités du personnel dans le domaine de la maintenance des équipements | 500 | Nombre d'agents ayant reçu des renforcements de capacités dans le domaine de la maintenance des équipements médicaux | |
| 4.2.59. Recrutement du personnel de qualité et assurance d'une répartition équitable entre les centres de santé des différentes zones du Mali | | Nombre de personnel de santé recruté | |
| | | Nombre de médecins par habitant et par Région | |
| | | Nombre de sage-femmes par habitant et par Région | |
| 4.2.60. Evaluation régulière des directeurs des hôpitaux et prise de sanctions qui s'imposent | | Nombre de Directeurs d'hôpitaux évalués | |
| 4.2.61. Nomination des directeurs sur la base des résultats | | Nombre de directeurs d'hôpitaux recrutés par appel à candidature | |
| 4.2.62. Elaboration et respect strict des plans de carrière | | Plan de carrière du personnel de santé élaboré | |
| 4.2.63. Dotation de tous les CSCOM de ressources humaines de qualité | | Pourcentage de satisfaction des besoins des CSCOM en personnel qualifié | |
| 4.2.64. Création d'autres écoles supérieures de santé | | Nombre d'écoles supérieures de santé créées | |
| 4.2.65. Création des unités de soins spécialisés et particulièrement bucco-dentaires dans tous les CSCOM pour minimiser les références | | Pourcentage de CSCOM disposant d'une unité de soins bucco-dentaires | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS, MEN | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| | X | | | | MSDS | MEF, MTFPDS, | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MUHDATP, | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MJDH, MTFPDS | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MRE | |
| | X | X | X | X | MSDS | MADT | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MADT | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MESRS | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MATD, MEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.66. Moralisation de l'emploi des médecins entre les hôpitaux et les privés | | Existence de textes réglementaires | |
| 4.2.67. Promotion de la création de centres de prothèses dentaires privés | | Nombre de centres de prothèses dentaires privés créé | |
| 4.2.68. Révision de la méthodologie d'affectation des ressources aux collectivités | | Méthodologie d'affectation des ressources aux collectivités révisée | |
| 4.2.69. Augmentation du budget alloué à la santé | | Taux de variation de la dotation budgétaire de la santé | |
| 4.2.70. Mise en place d'un mécanisme de gestion des déchets biomédicaux à tous les niveaux | | Pourcentage d'établissements de santé disposant d'un mécanisme de gestion des déchets biomédicaux | |
| 4.2.71. Maintien du service d'hygiène à la santé et renforcement de la collaboration entre santé et environnement | | Service d'hygiène rattaché au Ministère en charge de la santé | |
| | | Cadre de collaboration entre le ministère en charge de l'environnement et le ministère en charge de la santé renforcé | |
| 4.2.72. Renforcement de la télémédecine | 100 | Nombre d'actions visant à renforcer la télémédecine | |
| 4.2.73. Elaboration d'une politique nationale de la recherche scientifique en général et celle du domaine de la santé en particulier | | Politique nationale de la recherche scientifique élaborée | |
| 4.2.74. Mise en place d'un fonds national pour financer la recherche scientifique | 100 | Fonds national de financement de la recherche scientifique opérationnel | |
| 4.2.75. Audit de la CANAM avant de basculer dans le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU) | | Rapport d'audit de la CANAM disponible avant le basculement dans le RAMU | |
| 4.2.76. Renforcement des capacités des Mutuelles de Santé à travers la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Universelle | 600 | Nombre de mutuelles de Santé renforcées | |
| 4.2.77. Elaboration et mise en œuvre d'un plan socio-sanitaire pour les personnes âgées | 500 | Plan socio-sanitaire pour les personnes âgées disponible | |
| | | Taux de mise en œuvre du plan socio-sanitaire pour les personnes âgées | |
| 4.2.78. Prise en charge de l'encadrement des élèves coraniques par les collectivités | | Nombre de collectivités territoriales disposant d'un mécanisme de prise en charge de l'encadrement des élèves coraniques | |
| 4.2.79. Réforme du système social afin de prendre en charge les opérations à coûts élevés en particulier les opérations du cœur | 250 | Proportion d'opérations du cœur prises en charge par le système social | |
| 4.2.80. Création des conditions du retour des déplacés et réfugiés | | Nombre de déplacés et de réfugiés retournés dans leurs localités d'origine | |
| 4.2.81. Rétablissement de la sécurité dans les zones de réinstallation | | Nombre de zones de réinstallation sécurisées | |
| 4.2.82. Création d'un cadre de réinsertion des réfugiés et déplacés internes dans leur milieu d'origine | | Nombre de réfugiés et de déplacés ayant bénéficié des actions de réinsertion à leur retour dans les localités d'origine | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MTFPDS, MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MEF | MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEADD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEADD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MCENMA | |
| | X | X | | | MSDS | MESRS | |
| | X | | | | MSDS | MEF | |
| X | X | | | | MSDS | MEF | |
| | X | | | | MSDS | MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| | X | X | X | X | MSDS | MATD | |
| | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MATD, MDAC, MSPC, MRPCN | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MDAC, MSPC, MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MADT, MENEFP, MRPCN | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.83. Réhabilitation et viabilisation des sites de réinstallation des réfugiés et déplacés | | Nombre de sites de réinstallation des réfugiés et déplacés réhabilités et viabilisés | |
| 4.2.84. Mise en place des moyens permettant aux réfugiés de reprendre ou d'entreprendre des activités productives | | Nombre de réfugiés insérés dans une activité génératrice de revenus | |
| 4.2.85. Accélération de l'adoption de la loi sur les réparations et son décret d'application | | Loi sur les réparations et son décret d'application adoptés | |
| 4.2.86. Déconcentration des centres de gériatrie | 5 000 | Nombre de centres de gériatrie opérationnel au niveau déconcentré | |
| 4.2.87. Création d'un système de prise en charge des personnes victimes de catastrophes (interventions d'urgence, résilience, relèvement) | 1 000 | Système de prise en charge des personnes victimes de catastrophes créé | |
| 4.2.88. Prise en charge de toutes les mesures urgentes pour sécuriser les populations en général, les réfugiés et les déplacés en particulier | 5 000 | Nombre de mesures de sécurisation des réfugiés et des déplacés | |
| 4.2.89. Sécurisation des ouvrages physiques d'eau potable, d'électrification rurale et de tous projets environnementaux réalisés ou à réaliser par les ONG internationales | | Nombre d'ouvrages physiques d'eau potable, d'électrification rurale et de projets environnementaux réalisés ou à réaliser par les ONG internationales bénéficiant des mesures de sécurisation | |
| 4.2.90. Sécurisation du personnel local et étranger au cours des missions humanitaires sur l'ensemble du territoire national | | Nombre d'actions de sécurisation du personnel local et étranger au cours des missions humanitaires sur l'ensemble du territoire national | |
| 4.2.91. Assistance au plan technique, matériel, financier et sécuritaire des opérations humanitaires des ONG internationales au profit des populations locales | | Nombre d'opérations humanitaires des ONG internationales ayant leurs cibles dans le délai | |
| 4.2.92. Restauration durable de la paix, renforcement de la cohésion sociale et promotion du dialogue communautaire avec le concours des ONG internationales | 2 000 | Nombre de rencontres de dialogue inter-communautaires réalisées | |
| 4.2.93. Prise en compte du préambule de la Convention 159 du BIT relative à la réadaptation professionnelle et à l'emploi des personnes Handicapées | | Textes législatifs/réglementaires prenant en compte le préambule de la Convention 159 du BIT relative à la réadaptation professionnelle et à l'emploi des personnes Handicapées adoptés | |
| 4.2.94. Application de l'article 18 du statut général des fonctionnaires concernant le recrutement des personnes vivant avec un handicap à titre exceptionnel | | Nombre de personnes vivant avec un handicap recrutées dans la fonction publique à titre exceptionnel en application de l'article 18 du Statut général des fonctionnaires | |
| 4.2.95. Mise en œuvre de la loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 et de son décret d'application relatifs aux droits des personnes vivant avec un handicap | | Niveau d'application de la loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 et son décret d'application relatifs aux droits des personnes vivant avec un handicap | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-----------------------|--|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MATD, MSPC, MDAC, MTI | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MADT, MENEFP | |
| X | | | | | MRPCN | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF, MRE | |
| X | X | | | | MSDS | MEF, MSPC | |
| X | X | X | X | X | MATD | MSDS, MSPC, MDAC | |
| X | X | X | X | X | MMEE | MATD, MSDS | Prise en charge par les actions liées à la défense et à la sécurité. |
| X | X | X | X | X | MSDS | MSPC, MATD, MDAC | Prise en charge par les actions liées à la défense et à la sécurité. |
| X | X | X | X | X | MSDS | MDAC, MSPC | Prise en charge par les actions liées à la défense et à la sécurité |
| X | X | X | X | X | MRPCN | MDAC, MSPC | |
| X | X | | | | MTFPDS | MSDS | |
| X | X | X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | X | X | MSDS | Tous ministères | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.96. Participation des personnes vivant avec un handicap au Conseil Economique, Social et Culturel | | Nombre de représentants des personnes vivant avec un handicap au Conseil économique social et culturel | |
| 4.2.97. Promotion de la langue des signes pour une participation des malentendants à la vie de la Nation | 150 | Nombre de formateurs formés à la langue des signes | |
| 4.2.98. Traduction de tous les documents importants de la Nation en braille | 200 | Nombre de documents de la Nation traduits en braille | |
| 4.2.99. Création d'un Haut Conseil National pour les personnes vivant avec un handicap | | Haut Conseil national des personnes vivant avec un handicap créé | |
| 4.2.100. Respect/application de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 portant sur le genre | 50 | Pourcentage de femmes élues Conseillères municipales | |
| | | Pourcentage de femmes élues députés | |
| | | Pourcentage de femmes dans le Gouvernement | |
| | | Pourcentage de femmes Directrices nationales/générales et régionales | |
| | | Pourcentage de femmes Gouverneurs, Membres de Cabinets de Gouverneurs, Préfet et Sous-préfet | |
| 4.2.101. Accessibilité des personnes en situation de handicap aux services publics | | Proportion de services physiquement accessibles aux personnes en situation de handicap | |
| 4.2.102. Mise en place d'une agence nationale de l'emploi des personnes vivant avec un handicap | | Agence nationale de l'emploi des personnes vivant avec un handicap créée | |
| 4.2.103. Intégration des stratégies, mesures et des budgets dans les politiques d'autonomisation économique et du travail pour faciliter l'accès au travail et à l'emploi des personnes vivant avec un handicap | | Nombre de politiques incluant des stratégies, des mesures et des budgets pour faciliter l'accès au travail et à l'emploi des personnes vivant avec un handicap | |
| 4.2.104. Création des centres de formation et de réinsertion des enfants de la rue et des talibés | | Nombre de centres créés | |
| 4.2.105. Intégration de la formation professionnelle et technique dans le programme des écoles coraniques | 3 150 | Nombre d'écoles coraniques ayant intégré dans leur programme de formation la formation professionnelle et technique | |
| 4.2.106. Sensibilisation des maîtres coraniques sur les risques et dangers qu'encourent les enfants dans la rue | | Nombre de maîtres coraniques ayant bénéficié d'action de sensibilisation | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | | | | X | MSDS | MRE | |
| X | X | X | X | X | MEN | MENEFP MESRS | |
| X | X | X | X | X | MEN | MENEFP, MESRS | |
| | X | | | | MSDS | Tous ministères | |
| | | | | | MPFEF | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MSDS | MUHDATP, MEF | |
| | | | | | MENEFP | MSDS | |
| | | | | | MENEFP | MSDS | |
| | | | | | MSDS | MPFEF, MJSCICC, MARCC, MEN | |
| | | | | | MEN | MPFEF, MJSCICC, MARCC, MSDS, MENEFP | |
| | | | | | MSDS | MPFEF, MJSCICC, MARCC, MEN | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.2.107. Installation de centres d'écoute, d'orientation et d'accueil pour la prise en charge des enfants de la rue | | Nombre de centres d'écoute, d'orientation et d'accueil installés | |
| 4.2.108. Interdiction de la mendicité des enfants | | Textes législatifs /réglementaires interdisant la mendicité des enfants | |
| Objectif 4.3.: Améliorer le système éducatif et la recherche scientifique | | | |
| 4.3.1. Développement de l'enseignement secondaire, technique et professionnel et la formation professionnelle de l'enseignement supérieur | 30 000 | Nombre de filières de licence professionnelle développées à l'ENETP | |
| 4.3.2. Adaptation du cursus de formation à l'emploi | 100 | Taux d'employabilité des diplômés | |
| 4.3.3. Création de centres de formation professionnelle en tenant compte des avantages concurrentiels territoriaux | 5 600 | Nombre de centres de formation créés et fonctionnels | |
| 4.3.4. Mise en place d'un mécanisme de suivi systématique des diplômés | 777 | Mécanisme de suivi des diplômés opérationnel | |
| 4.3.5. Participation des employeurs dans les conseils pédagogiques des centres de formation et Conseil d'Administration des Universités pour mieux ajuster les formations aux besoins du milieu du travail | 60 | Pourcentage de Conseils pédagogiques des centres de formation ayant des représentants des employeurs | |
| | | Pourcentage de Conseil d'administrations des Universités ayant de représentants des employeurs | |
| 4.3.6. Pacification de l'espace scolaire et universitaire pour en faire un lieu d'acquisition de savoirs et de connaissances et non de vandalisme et d'agressions permanentes (autorisation préalable des autorités scolaires et universitaires pour les manifestations, Prohibition des armes) | 2 000 | Taux de réduction des actes de vandalisme et d'agressions dans les espaces scolaires et universitaires | |
| 4.3.7. Organisation des Etats Généraux de l'Education | 300 | Etats généraux de l'éducation tenus | |
| 4.3.8. Réouverture et sécurisation des écoles fermées | 90 | Nombre d'écoles réouvertes et sécurisées | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | MSDS | MPFEF, MJCICC, MARCC, MEN | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MPFEF, MJCICC, MARCC, MJDH, MSPC, MEN | |
| | | | | | | | |
| X | X | | | | MEN | MENEFP, MESRS | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MENEFP, MEN | Action déjà prise en compte |
| | X | X | X | X | MEN | MENEFP MTFPDS.MATD | |
| X | X | X | X | X | MEN | MENEFP, MTFPDS, MESRS | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MENEFP, MTFPDS, MEN | |
| X | X | | | | | | |
| X | X | | | | MESRS | MSPC, MEN | |
| | | | | | MEN | Tous ministères, | |
| X | X | | | | MEN | MATD, MDAC, MSPC, MEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.3.9. Révision de la carte scolaire en prenant en compte la construction d'écoles techniques et professionnelles publiques dans toutes les régions | 300 | Pourcentage de régions dotées d'écoles techniques et professionnelles | |
| 4.3.10. Mise en œuvre du plan de carrière des enseignants et conception d'un plan de formation | | Nombre de plans de carrière des enseignants | 2 |
| 4.3.11. Valorisation de la fonction enseignante | 50 | Nombre d'actes de valorisation de la fonction enseignante | |
| 4.3.12. Renforcement de l'Education Civique et Morale (ECM) en augmentant le coefficient de cette matière à l'école et l'inclure dans les examens y compris le Baccalauréat | 320 | Coefficient de la note de l'éducation civique et morale à l'école | |
| | | Nombre d'examens nationaux ayant l'éducation civique et morale parmi les épreuves | |
| 4.3.13. Création d'une Ecole Nationale Vétérinaire | | Ecole nationale vétérinaire créée | |
| 4.3.14. Adoption de la loi portant officialisation des langues nationales conformément à l'esprit du document de politique linguistique et modification conséquente de l'article 25 de la Constitution 1992 | | Loi officialisant les langues nationales adoptée | |
| | | officialition des langues nationales consacrée par la Constitution | |
| 4.3.15. Edition et publication du document de politique linguistique du Mali adopté par le Conseil des ministres du 03 décembre 2014 | 150 | Nombre d'exemplaires du document de politique linguistique du Mali édités | |
| 4.3.16. Renforcement de l'utilisation des langues nationales dans tous les ordres et types d'enseignement | 150 | Nombre de programmes transcrits en langues nationales | |
| 4.3.17. Remise à plat de l'ensemble des curricula du préscolaire au niveau universitaire à la lumière des systèmes traditionnels élaborés (exemple DOKAYIDARA) | 150 000 | Nombre de curricula révisés | |
| 4.3.18. Recrutement des diplômés en langue arabe dans la Fonction publique | | Nombre de diplômés en langue arabe recrutés dans la fonction publique | |
| 4.3.19. Moralisation des conditions de création, d'ouverture et de fonctionnement des écoles privées | 20 | Existence de la carte scolaire | |
| | | existence du cahier des charges | |
| 4.3.20. Mise en place d'un système accordant la primauté à l'Ecole publique | | Nombre d'écoles publiques créées et fonctionnelles | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | MEN | MATD, MUHDATP | |
| | | | | | MEN | MATD, MTFPDS, MEF | |
| | | | | | MEN | Tous ministères | |
| | | | | | MEN | Tous les ministères | |
| | X | X | | | MESRS | MDR, MEN | |
| | X | | | | MEN | Tous ministères | Action déjà prise en compte |
| | | | | | MEN | Tous les ministères | |
| X | X | | | | MEN | Tous les ministères | |
| | X | X | | | MEN | MACIHT | |
| X | X | X | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | | | MEN | MRE | |
| X | X | X | X | X | MEN | MEF, MATD | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.3.21. Développement des écoles d'enseignement spécial dans toutes les régions (malentendants, malvoyants, etc.) | 30 000 | Pourcentage de régions disposant d'écoles d'enseignement spécial | |
| 4.3.22. Conception et mise en œuvre d'un plan quinquennal d'éradication de l'analphabétisme au Mali en utilisant toutes les formes d'écriture des langues nationales (Tifinagh, N'Ko, Massaba, etc.) | 5 | Plan quinquennal d'éradication de l'analphabétisme conçu | |
| | | Taux de mise en œuvre du Plan quinquennal d'éradication de l'analphabétisme au Mali | |
| 4.3.23. Valorisation des systèmes d'écritures endogènes qui font partie de notre patrimoine culturel (Tifinagh, N'Ko, Massaba, Idéogrammes, etc.) | 75 | Nombre d'actions de valorisation des systèmes d'écritures endogènes | |
| 4.3.24. Organisation de la recherche sur les traditions en vue d'une meilleure prise en compte de nos valeurs culturelles dans la pratique démocratique au Mali | 200 | Nombre de rapports de recherche publiés sur les traditions en vue d'une meilleure prise en compte de nos valeurs culturelles dans la pratique démocratique | |
| 4.3.25. Amélioration de la recherche islamique (exploiter les manuscrits historiques) | 250 | Nombre de publications scientifiques sur les manuscrits historiques | |
| 4.3.26. Construction d'une université des Sciences et Technologies à Kayes | | Université des sciences et technologies construite à Kayes | |
| 4.3.27. Réhabilitation des laboratoires et construction là où il n'en existe pas | | Pourcentage de laboratoires réhabilités | |
| | | Nombre de laboratoires construits | |
| 4.3.28. Création des espaces d'échanges et de collaboration entre les scientifiques, les ingénieurs et les artisans | | Cadre d'échanges et de collaboration entre les scientifiques, les ingénieurs et les artisans créé | |
| 4.3.29. Instauration d'une gouvernance de la recherche sur le plan financier et scientifique | | Nombre de publications dans les domaines des finances, sciences techniques et technologique | |
| 4.3.30. Valorisation de la propriété intellectuelle et l'innovation | 50 | Nombre de brevets d'entreprises maliennes déposés | |
| 4.3.31. Renforcement du financement de la recherche scientifique en dotant ce secteur d'un budget fixe représentant 1% du PIB national | 3 400 | Part en 100% de la dotation budgétaire de la recherche scientifique dans le PIB national | |
| 4.3.32. Valorisation et promotion des résultats de la recherche et de l'innovation | 90 | Nombre de résultats de recherche et d'innovation vulgarisés | |
| 4.3.33. Création des universités ou des facultés supplémentaires dans les régions avec un seul examen national et dotation de bibliothèques avec accès internet | 87 055 | Nombre de nouvelles Universités et de Facultés créées | |
| | | Pourcentage d'Universités et de Facultés dotées de bibliothèques avec accès internet | |
| 4.3.34. Renforcement de la formation continue des enseignants du niveau supérieur | 230 | Nombre d'enseignants du niveau supérieur bénéficiaires de formations continues | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MEN | MATD, MEF, MPFEF, MJS | |
| X | X | X | X | X | MEN | MSDS | |
| X | X | X | X | X | MEN | MACIHT, MEF | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEN, MESRS, MEF | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MACIHT, MARCC | |
| | X | X | | | MESRS | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | X | MSDS | MEF | |
| | X | | | | MENEFP | MESRS, MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MEF, MMEE, MSDS, MTI, MIC | |
| | | | | | MIC | MENEFP, MACIHT | |
| X | X | X | X | X | MEF | MESRS | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MEF | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 4.3.35. Recrutement et motivation des assistants pour assurer la recherche et la relève dans l'enseignement supérieur | 13 000 | Nombre d'assistants recrutés et motivés au niveau de l'enseignement supérieur | |
| 4.3.36. Appui aux inventeurs et innovateurs nationaux | 100 | Nombre d'inventeurs et d'innovateurs nationaux ayant bénéficié d'appuis | |
| 4.3.37. Restructuration du CNRST et sa direction par un chercheur et non par un administrateur | 14 500 | Centre National de Recherche Scientifique et Technique restructuré et dirigé par un chercheur | |
| 4.3.38. Séparation du statut des enseignants chercheurs de celui des chercheurs mais en leur accordant les mêmes avantages | 10 | Texte portant statut des enseignants chercheurs adopté | |
| | | texte portant statuts des chercheurs adopté | |
| 4.3.39. Recrutement des enseignants pour tous les ordres et types d'enseignement | 15 000 | Nombre d'enseignants recrutés | |
| 4.3.40. Instauration d'un système de bourses d'Etat pour les étudiants en Master et au Doctorat | 16 000 | Système de bourses d'Etat instauré pour les étudiants en Master et au Doctorat | |
| 4.3.41. Correction des lourdeurs administratives afin de faciliter le retour à l'activité des agents ayant effectué des formations supérieures | 240 | Nombre de texte relus | |
| 4.3.42. Construction de l'observatoire astronomique du Mali | 3 115 | Observatoire astronomique du Mali construit | |
| 4.3.43. Institution d'un prix national de recherche et d'innovation remis par le Président de la République | 100 | Prix national de recherche et d'innovation institué | |
| 4.3.44. Valorisation et mise au travail de l'expertise malienne de l'intérieur comme de l'extérieur à travers des projets porteurs dans le cadre de la refondation de l'Etat et de l'enseignement | | Nombre de projets porteurs dans le cadre de la refondation de l'Etat et de l'enseignement | |
| 4.3.45. Attribution des missions ciblées à des équipes de travail incluant la diaspora pour des résultats immédiats sous forme de rapports ou de stratégies de mise en œuvre opérationnelle. | | Nombre de missions ciblées attribuées aux équipes de travail incluant la diaspora | |
| | | Nombre de propositions/recommandations issues des travaux d'équipes, incluant la diapor | |
| Total budget Axe 4 | 1 667 854 | | |

Axe 5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction Citoyenne

Priorité : Promotion de la jeunesse, du sport, de la Citoyenneté et Développement de l'Artisanat et du Tourisme

Objectif 5.1. : Développer l'Artisanat et le Tourisme et promouvoir les activités artistiques et culturelles

| | | | |
|--|--------|---|--|
| 5.1.1. Création d'un village des artisans dans chaque région | 10 000 | Nombre de régions dotées de villages des artisans | |
| 5.1.2. Développement de l'artisanat et établissement d'un répertoire national des artisans | 2 000 | Nombre d'entreprises artisanales créées | |
| | | Répertoire national des artisans disponible | |
| | | Nombre d'artisans enrôlés dans le répertoire | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MEF | |
| X | X | X | X | X | MIC | MESRS, MEN, MSDS, MACIHT, MDR, MENEFP | |
| | X | X | X | X | MESRS | MRE, MEF | |
| | X | | | | MESRS | MEF | |
| X | X | X | | | MEN | MEF, MATD, MTFPDS, MESRS | |
| X | X | | | | MESRS | MEF | |
| X | X | X | | | MTFPDS | MESRS, MEN, MCENMA | |
| X | X | X | X | X | MESRS | MEF, MTI | |
| X | | | | | MESRS | MENEFP | |
| X | X | x | | | MESRS | MRE, MEF | Se référer au point 1.3.9. |
| X | X | X | X | X | | | |
| | | | | | MMEEIA | Tous ministères | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MATD, MEF | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEFP ; MATD | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 5.1.3. Mise en place d'un fonds de développement de l'artisanat et subvention des activités artisanales | 10 000 | Fonds de développement de l'artisanat crée | |
| | | Nombre d'activités artisanales subventionnées | |
| 5.1.4. Valorisation des tissus traditionnels nationaux | 2 000 | Nombre d'unités de production de tissus traditionnels créées | |
| | | Nombre de tissus traditionnels vendus et exportés | |
| | | Nombre de salons/foires organisés sur les tissus traditionnels | |
| 5.1.5. Création d'un Centre de Formation des tisserands | 3 000 | Nombre de Centres de formations des tisserands créés et opérationnels | |
| 5.1.6. Promotion de produits artisanaux locaux dans les commandes publiques (meubles, ameublement) | 750 | % de produits artisanaux locaux dans les commandes publiques des meubles | |
| | | Nombre d'artisans bénéficiaires de marchés publics | |
| 5.1.7. Promotion de la formation aux métiers et formation des jeunes diplômés pour créer des emplois dans le domaine de l'artisanat | 1 967 | Nombre de formation aux métiers organisées | |
| | | Nombre de jeunes diplômés formés aux métiers artisanaux | 7 500 |
| | | Nombre d'emplois créés | |
| 5.1.8. Mise en place d'une politique pour monétiser les Arts | 90 | Nombre de textes adoptés | |
| | | Nombre d'entreprises culturelles répertoriées | |
| | | Nombre de sessions de formations organisées | |
| 5.1.9. Organisation des foires et expositions de produits de l'artisanat malien | 7 000 | Nombre de foires et d'expositions de produits de l'artisanat malien organisées | |
| 5.1.10. Appui aux artisans pour participer aux foires et expositions internationales | 5 000 | Montant de la subvention accordée par l'Etat aux artisans | |
| | | Nombre d'artisans subventionnés | |
| | | Nombre de foires et d'expositions internationales participées par les artisans maliens | |
| 5.1.11. Organisation des semaines culturelles, sportives et artistiques aux niveaux local, régional et national | 6 000 | Nombre de Semaines culturelles, sportives et artistiques organisées aux niveaux local, régional et national | 5 |
| | | Nombre de participants selon les niveaux | |
| 5.1.12. Création d'un fonds spécial pour soutenir les activités culturelles, sportives et artistiques | 7 500 | Fonds spécial pour soutenir les activités artistiques et culturelles crée | |
| | | Fonds spécial pour soutenir les activités sportives crée | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MATD, MEF | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | Tous les ministères ; | |
| | X | X | X | X | MACIHT | MATD,MEF | |
| X | X | X | | | MEF | MACIHT, MIC | |
| X | X | X | | | MENEFP | MACIHT, MJS, MEN, MEF, MESRS | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEF, MENEFP | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MENEFP ,MADT | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEF, MAECI, MENEFP, | |
| X | X | | | | MACIHT | MJSCIC, MATD, MEF | |
| | | | | | | | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| | | Nombre d'activités soutenues par les différents fonds | |
| 5.1.13. Promotion des festivals culturels et restauration des biennales artistiques et culturelles comme facteur d'unification et de brassage | 2 500 | Nombre de festivals culturels organisés | |
| | | Restauration effective de la Biennale artistique et culturelle | |
| | | Nombre de participants par catégorie à la Biennale | |
| 5.1.14. Mise en place d'un fonds cinématographique pour promouvoir notre culture à travers le cinéma | 6 000 | Niveau d'augmentation du fonds cinématographique | |
| | | Nombre de films réalisés sur la culture malienne | |
| | | Nombre de réalisateurs formés | |
| | | Nombre de bénéficiaires du fonds | |
| 5.1.15. Promotion des échanges culturels entre les jeunes de différentes localités (caravanes culturelles) | 2 250 | Nombre de Caravanes culturelles organisées | |
| | | Nombre de localités traversées | |
| | | Nombre de participants par catégorie | |
| 5.1.16. Accélération du processus de rapatriement de nos œuvres d'art et renforcer le contrôle sur leur exportation | 2 000 | Nombre d'œuvres d'art rapatriées | |
| | | Nombre d'œuvres d'art saisies | |
| 5.1.17. Réhabilitation des monuments et sites historiques et touristiques | 2 000 | Nombre de monuments et sites répertoriés | |
| | | Nombre de monuments et sites historiques et touristiques réhabilités | |
| | | Nombre de monuments créés en mémoire des victimes et héros de 1960 à nos jours | |
| 5.1.18. Rattachement de l'Institut Ahmed BABA de Tombouctou au Ministère de la Culture afin d'améliorer l'exploitation des manuscrits de Tombouctou | 100 | Institut Ahmed BABA de Tombouctou rattaché au Ministère en charge de la culture | |
| 5.1.19. Appropriation des valeurs morales et sociétales du Mali à travers l'Éducation | 500 | Nombre d'actions d'appropriation des valeurs morales et sociétales du Mali | |
| 5.1.20 Redéfinition de nos valeurs culturelles en fonction de la charte de Kouroukanfouga | 300 | Nombre de valeurs culturelles redéfinies en fonction de la charte de Kouroukanfouga | |
| 5.1.21. Promotion du « Sinankunya » | 300 | Nombre d'actions de promotion du « Sinankunya » | |
| 5.1.22. Développement des produits autour de notre folklore | 3 000 | Nombre de produits développés au tour de notre folklore | |
| 5.1.23. Officialisation des journées culturelles « Djonmine » | | Journées culturelles "Djonmine" officialisées | |
| 5.1.24. Promotion de la formation aux métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie | 100 | Nombre de personnes formées aux métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------------------|----------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | X | X | X | X | MACIHT | MEF | |
| | X | X | X | X | MACIHT | MARCC, MJSCICC, MATD | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEF | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MJSCICC, MATD | |
| X | X | X | | | MACIHT | MAEIC,MEF | |
| X | X | X | | | MACIHT | MEF, MATD, | |
| | X | | | | MACIHT | MESRS | |
| X | X | X | X | X | MRE | MEN, MESRS, MACIHT | |
| | X | X | | | Primature /CAB MDRPI | Tous Ministeres | |
| | X | X | | | MACIHT | MEN, MESRS, MRPCN | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | Tous les ministères | |
| X | | | | | MACIHT | MARCC | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEN, MESRS, MENEFP | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 5.1.25. Inventaire des nos sites touristiques et leur protection afin d'en tirer des ressources pour les collectivités locales et le ministère du tourisme | 25 | Nombre de sites touristiques protégés | |
| 5.1.26. Développement de l'éco-tourisme et promotion du tourisme national | 30 | Nombre de touristes pratiquant l'éco-tourisme au Mali | |
| | | Pourcentage des maliens parmi les touristes au Mali | |
| 5.1.27. Renforcement des écoles hôtelières | 15 | Nombre d'écoles hôtelières ayant bénéficié des actions de renforcement | |
| 5.1.28. Sécurisation des touristes | 10 | Nombre de sites touristiques ayant un dispositif de sécurité | |
| 5.1.29. Conservation et sauvegarde du patrimoine touristique et culturel | 20 | Nombre de patrimoines touristiques et culturels bénéficiant des mesures de conservation et de sauvegarde | |
| 5.1.30. Adoption des tarifs préférentiels dans les hôtels pour les Maliens | 5 | Texte relatif aux tarifs préférentiels dans les hôtels pour Maliens adopté | |
| 5.1.31. Exhortation des écoles à organiser des sorties touristiques | 15 | Nombre d'écoles touristiques organisant des sorties touristiques | |
| 5.1.32. Institution d'une journée nationale du Tourisme | 50 | Journée nationale du tourisme instituée | |
| Objectif 5.2. : Promouvoir la Jeunesse, l'Education Civique et la Citoyenneté et Développer le Sport | | | |
| 5.2.1. Valorisation des entraîneurs locaux | 563 | Nombre de sessions de formation organisées | 100 |
| | | Nombre d'entraîneurs locaux formés | 2500 |
| 5.2.2. Augmentation des infrastructures sportives pour développer la pratique sportive | 290 000 | Nombre de stades omnisports construits | 5 |
| | | Nombre de palais des sports construits | 5 |
| | | Nombre de plateaux techniques construits | 100 |
| 5.2.3. Développement des sports interscolaires | 1 950 | Nombre de championnats par discipline organisés | 50 |
| | | Nombre de jeux organisés | 2 |
| 5.2.4. Redynamisation de l'athlétisme | 6 545 | Nombre d'activités d'athlétisme organisées | 25 |
| | | Nombre de sessions de renforcement de capacités organisées | 200 |
| | | Nombre d'infrastructures adaptées réalisées | 10 |
| 5.2.5. Réhabilitation des espaces sportifs | 21 000 | Nombre d'espaces sportifs réhabilités | 10 |
| 5.2.6. Exhortation des clubs professionnels à recruter des lycéens | 1 500 | Nombre de Clubs sportifs professionnels recrutant des lycéens | 12 |
| 5.2.7. Création des lycées de Sports et d'études | 40 000 | Nombre de lycées SportsetEtudes créés | 3 |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|-------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | | | MACIHT | MATD | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MDR, MEADD | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MEN, MESRS, MENEFP, MEF | |
| X | X | X | | | MACIHT | MSPC, MATD, | |
| X | X | X | X | X | MACIHT | MATD, MEF | |
| X | | | | | MACIHT | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | X | MEN | MACIHT, MESRS | |
| X | | | | | MACIHT | MEF, MSPS, MATD | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEF, MATD | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEF, MATD, MUHDATP | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEN ; MESRS ; MEF | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEN ; MATD ; MEF | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEF, MUHDATP | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEN | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEN, MEF, MUHDATP | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|---|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 5.2.8. Inventaire des sports traditionnels | 265 | Nombre de Répertoires actualisés des sports traditionnels élaborés | 5 |
| | | Nombre de sports traditionnels codifiés | 10 |
| 5.2.9. Création des conditions pour la rémunération des sportifs et formation des entraîneurs | 15 | Nombre de textes adoptés en faveur du sport d'élite | 2 |
| | | Nombre d'entraîneurs formés | 12 |
| 5.2.10. Création des centres de rééducation civique pour les mineurs | | Nombre de Centres de rééducation civique pour les mineurs créés | |
| 5.2.11. Accentuation de l'éducation civique et morale à l'école | 100 | Nombre de modules sur l'éducation civique et morale intégrés dans les curricula | |
| 5.2.12. Instauration du Service Civique (SC) et des centres d'Animation Rurale dans les cercles | 9 500 | Nombre de centres d'instruction civique créés | 3 |
| | | Nombre de centres d'animation rurale opérationnels dans les cercles | |
| 5.2.13. Promotion de l'interpénétration culturelle à travers le jumelage entre les villages | 275 | Nombre de villages en jumelage | |
| 5.2.14. Rétablissement du service militaire obligatoire à partir de 20 ans et instauration d'un système d'apprentissage de métiers et de formation au respect des valeurs républicaines | 4 300 | Nombre de recrues formées par corps de métier | 5 500 |
| 5.2.15. Conception et diffusion des spots publicitaires et des émissions sur la citoyenneté | 1 800 | Nombre de spots publicitaires conçus sur la citoyenneté | 15 |
| | | Nombre de spots publicitaires diffusés sur la citoyenneté | 15 |
| | | Nombre d'émissions créées sur la citoyenneté | 10 |
| 5.2.16. Dynamisation du mouvement des pionniers | 6 000 | Nombre de pionniers formés | 120 000 |
| 5.2.17. Redynamisation de la famille, de l'école et de la communauté afin de favoriser un changement radical | | Nombre de valeurs et de bonnes pratiques sociétales répertoriées et vulgarisées | |
| 5.2.18. Elaboration des recueils des griots | 150 | Nombre de recueils des griots élaborés | |
| 5.2.19. Instauration d'une semaine d'éveil patriotique et d'éducation civique (du 15 au 22 septembre) | 1 500 | Nombre de semaine d'éveil patriotique et d'éducation civique tenues | 5 |
| 5.2.20. Culture de l'esprit de volontariat et de solidarité mutuelle (Des jeunes formés pour faire des travaux d'utilité publique) | 8 500 | Nombre de centres de volontariat et de solidarité mutuelle créés | 10 |
| | | Nombre de jeunes formés | 5000 |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|------------------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | | | MJSCICC | MACIHT; MATD | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MEF | |
| X | X | X | X | | MJDH | MJSCICC; MPFEF, MEF, MUHDATP | |
| | X | X | X | | MEN | MJS,MPFEF, MESRS | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MATD; MDR | |
| X | X | X | X | | MACIHT | MJS; MATD; MEF | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MDAC; MATD, MSPS | Action déjà prise en compte |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MDAC; MATD, MCENMA | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MATD, MEN | |
| X | X | X | X | | MACIHT | MJS; MPFEF; MATD | |
| X | X | X | X | | MACIHT | MATD; MEF | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MACIHT; MPFEF; MEN; MATD | |
| X | X | X | X | | MJSCICC | MPFEF; MATD; MRE | |

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|--|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 5 ans) |
| 5.2.21. Organisation des colonies de vacances pour favoriser le brassage entre les jeunes des différentes régions du pays | 200 | Nombre de colonies de vacances organisées | 5 |
| | | Nombre de régions ayant accueilli les jeunes | 10 |
| | | Nombre de jeunes touchés | 5000 |
| 5.2.22. Promotion de l'éducation civique et morale, du service national des jeunes et des activités de citoyenneté | | Nombre de jeunes formés | |
| 5.2.23. Prise en charge des conclusions du Comité d'experts chargés de l'élaboration du Programme national d'éducation aux valeurs | 100 | Programme national d'éducation aux valeurs adopté | |
| | | Taux de mise en œuvre du Programme national d'éducation aux valeurs | 100% |
| 5.2.24. Elaboration des modules de formations sur nos valeurs sociétales dans les écoles | 50 | Nombre de modules de formations sur nos valeurs sociétales disponibles dans les écoles | |
| Total budget Axe 5 | 468 840 | | |
| Total général (Axe1+Axe2+Axe3+Axe4+Axe5) | 4 847 748 | | |

| Période de mise en œuvre | | | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|------|------|-------------|--------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Responsable | Impliqués | |
| | X | X | X | | MJSCICC | MATD, MEN | |
| X | X | | | | MJSCICC | MEN | Action déjà prise en compte |
| X | X | | | | MRE | MEN, MESRS, MACIHT, MATD | |
| | X | X | | | MEN | MESRS, MRE | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

ANNEXE 2

**PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES
DU GOUVERNEMENT
DE TRANSITION
(PAPGT 2022 - 2024)**

**□ PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION
(PAPGT 2022-2024)**

| Actions | Coût (en millions) | Indicateurs | Cibles |
|---|--------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| Axe 1: Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles | | | |
| Priorité: Mise en place d'Institutions légitimes et d'un système électoral crédible dans lesquels les Maliens se reconnaître | | | |
| Objectif : 1.1. Améliorer la gouvernance politique, institutionnelle, administrative et électorale | | | |
| 1.1.2. Relecture de la Charte des partis politiques, avec une réaffirmation du statut de Chef de file de l'Opposition | | Nouvelle charte des partis politiques adoptée | |
| 1.1.3. Elaboration d'une nouvelle constitution | 3 113 | Nouvelle Constitution adoptée | |
| 1.1.4. Interdiction du nomadisme politique en cours de mandat | | Prise en compte de l' interdiction du nomadisme politique dans la charte des partis | |
| 1.1.5. Réduction du nombre d'institutions de la République dans la Constitution | | Nombre d'Institutions constitutionnelles supprimées | |
| 1.1.6. Révision des compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale | | Compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale révisées | |
| 1.1.7. Mise en place du Sénat et de la Cour des Comptes | | Sénat et Cour des Comptes créés et fonctionnels | |
| 1.1.8. Ouverture au citoyen de la saisine de la Cour Constitutionnelle | | Saisine de la Cour Constitutionnelle ouverte au Citoyen | |
| 1.1.10. Maintien de la forme de l'Etat unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social | | Etat unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social consacré par la nouvelle constitution | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------------------|---|---|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | | | Primature /CAB MDRPI | MATD, MRE | |
| X | X | X | Primature /CAB MDRPI | MRE, MATD, MJDH | L'élaboration de la nouvelle Constitution doit prendre en charge les réformes ci-après : (Réduction du nombre d'institutions de la République dans la Constitution, Révision des compétences de la Cour Constitutionnelle en matière électorale, Mise en place du Sénat et de la Cour des Comptes, Ouverture au citoyen de la saisine de la Cour Constitutionnelle ; Officialisation de l'utilisation des langues nationales dans les fora officiels, Maintien de la forme de l'Etat unitaire, républicain, décentralisé, laïc, démocratique et social ; Elaboration d'un mécanisme constitutionnel de destitution du Président de la République en cas de forfaiture ou de non-respect de son serment ; Relecture du mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle ; Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives |
| X | | | Primature /CAB MDRPI | MATD, MRE | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MATD, MRE | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MEN, MESRS, MACIHT, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|--|--------------------------------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 1.1.11. Elaboration d'un mécanisme constitutionnel de destitution du Président de la République en cas de forfaiture ou de non-respect de son serment | | Mécanisme de destitution du Président de la République consacré par la Constitution | |
| 1.1.12. Relecture du mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle | | Mode de désignation des membres de la Cour Constitutionnelle relu | |
| 1.1.13. Recomposition du Conseil National de Transition conformément à la Charte de la Transition | | Conseil National de Transition recomposé conformément à la Charte de la Transition révisée | |
| 1.1.15. Relecture de la loi électorale | | Texte de loi | |
| | | électorale adopté par le CNT | |
| 1.1.16. Mise en place d'un organe unique indépendant de gestion des élections (AIGE) | 6 802 | Organe unique de gestion des élections (AIGE) fonctionnel | |
| 1.1.17. Maintien de l'échelon région/cercle comme circonscription électorale des députés | | Echelon région/cercle maintenu comme circonscription électorale des députés inséré dans la loi électorale. | |
| 1.1.18. Confection d'un fichier électoral inclusif et fiable ainsi que la carte biométrique pour toutes les élections | | Fichier électoral inclusif et fiable | |
| | | Carte électorale biométrique disponibles | |
| 1.1.20. Participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives | | Taux de participation des Maliens établis à l'Extérieur aux élections législatives. | |
| 1.1.21. Organisation des élections municipales avant les législatives et la présidentielle | | Elections municipales organisées avant les élections législatives et présidentielle | |
| 1.1.24. Installation du nouveau président élu dans un délai de 6 mois à 5 ans, à compter du mois de mars 2022 | | Nouveau Président élu et installé | |
| 1.1.25. Effectivité de la lutte contre la corruption et l'impunité sous toutes leurs formes | 150 | Stratégie de promotion de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption adoptée | |
| | | Nombre d'activités de lutte contre la corruption et l'impunité. | |
| Objectif : 1.2. Promouvoir la justice et les droits de l'Homme et lutter contre la cyber-criminalité | | | |
| 1.2.4. Mise en place d'un juge des libertés et de la détention | | Juge des libertés et de la détention institué | Révision du Code de procédure pénale |
| 1.2.5. Réglementation du secteur des médias en fonction des nouveaux canaux de communication tout en préservant la liberté d'expression | | Textes législatifs et réglementaires adoptés | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |
| X | | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | |
| X | | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.15. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | Se referer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MATD, MRE, CAB MDRPI | Se referer au point 1.1.15. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MATD/MRE/ MAECI/ MMEEIA | Se référer au point 1.1.3. |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MATD, MJDH | |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MATD, MJDH | |
| X | X | X | MRE | MJDH, CAB- MDRPI | Se referer au point 1.2.10. |
| X | X | | MJDH | MRE, CAB MDRPI, MATD | |
| X | X | | MCENMA | MJDH, CAB MDRPI | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|--|--------------------------------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 1.2.9. Règlementation des médias sur les réseaux sociaux | 20 | Textes réglementant les médias sociaux disponibles | |
| 1.2.10. Accélération de la lutte implacable contre l'impunité | 250 | Pourcentage des dossiers de vérification, de contrôle et d'enrichissement illicite jugés | 80% |
| 1.2.12. Intégration de l'imprescriptibilité des infractions en matière de délinquance financière dans le code de procédure pénale | 50 | Nouveau code de procédure pénale adopté | Révision du Code de procédure pénale |
| Objectif : 1.3. Renforcer les capacités de l'outil diplomatique malien pour une participation accrue des Maliens établis à l'extérieur | | | |
| 1.3.3. Redéfinition des visées diplomatiques et la coopération en fonction des besoins nouveaux du Mali (cette action prend en compte 4 et 11) | 728 | Nombre d'axes diplomatiques et coopération rédéfinis | |
| 1.3.11. Intégration des besoins liés aux secteurs de la sécurité et de la défense dans les priorités de la diplomatie | | Nombre de besoins de sécurité et de défense intégrés dans la diplomatie | |
| Objectif : 1.4. Améliorer l'administration du territoire et la décentralisation | | | |
| 1.4.17. Simplification de la procédure d'obtention et de délivrance de la carte NINA en nationalisant leur confection | 500 | Carte d'identité biométrique intégrant le NINA nationalisée et accessible à tous | |
| Total budget Axe 1 | 78 613 | | |

Axe 2: Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et cohésion sociale

Priorité: Sécurisation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire et création des conditions du vivre-ensemble

Objectif : 2.1. Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité

| | | | |
|---|---------|--|--|
| 2.1.1. Mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) par la mise en place d'un système informatique pour assurer la maîtrise des effectifs et des moyens mis à la disposition des forces de défense et de sécurité | 500 | Pourcentage d'éléments enrôlés dans le système informatique | |
| 2.1.2. Poursuite de l'équipement des FAMA | 225 500 | Taux d'acquisition des équipements des FAMA | |
| 2.1.5. Développement de nouveaux partenariats militaires avec des puissances militaires pour mieux défendre la souveraineté du Mali | 2 500 | Nombre d'accords de partenariat militaires signés avec des puissances militaires | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|-----------------------|--|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | | MCENMA | MSPC, MDAC, MJDH | |
| X | X | | MJDH | MRE, CAB MDRPI | |
| X | X | | MJDH | MEF, MRE | |
| | | | | | |
| X | X | | MAECI | MMEEIA/CAB MDRPI, MRE | |
| X | X | | MAECI | MDAC/MSPC | |
| | | | | | |
| X | X | | MSPC | MATD, MJDH, MRE, MEF | Prise en compte dans le cadre de l'institution d'une carte d'identité biométrique intégrant le numéro NINA |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| X | X | X | MDAC | MEF | |
| X | X | | MDAC | MEF | |
| X | X | | MDAC | MAECI | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 2.1.8. Instauration du service militaire obligatoire pour les nouvelles recrues de la fonction publique | 13 500 | Nombre de jeunes d'au moins 20 ans engagés au service militaire obligatoire | 10 000 |
| 2.1.10. Déploiement des officiers supérieurs sur le terrain et non dans les Ministères | | Nombre d'officiers supérieurs déployés sur le terrain | |
| 2.1.11. Construction des logements sociaux pour les militaires | | Nombre de logements sociaux construits pour les Militaires | |
| 2.1.14. Création d'un fonds spécial pour la prise en charge des femmes et des enfants des militaires tombés au front | | Fonds spécial pour la prise en charge des femmes et enfants des militaires tombés sur le front créé | |
| 2.1.15. Attribution au Président de la République, pour les besoins de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité et de la défense du territoire, du pouvoir de pendre un décret pour mobiliser les forces paramilitaires pour la défense de la patrie | | Décret présidentiel pour mobiliser les forces paramilitaires disponible | |
| 2.1.16. Militarisation de la police | 22 000 | Texte de militarisation de la police adopté | |
| Objectif : 2.2. Renforcer les mécanismes de prévention et gestion des conflits, rétablir la cohésion sociale | | | |
| 2.2.9. Accélération de l'effectivité de la démobilisation, du désarmement et de la réinsertion des combattants des mouvements signataires en mettant l'accent sur la démobilisation du combattant et non la récupération des armes | | Taux de démobilisation et de désarmement des combattants des mouvements signataires de l'Accord issu du processus d'Alger | |
| | | Taux de réinsertion des ex-combattants des mouvements signataires | |
| 2.2.15. Respect des droits humains et lutte contre l'esclavage | 1 000 | Nombre d'activités de promotion de respect des droits humains et de lutte contre les pratiques esclavagistes réalisées | 40 |
| 2.2.16. Renforcement de la coopération entre les populations, l'administration et les forces de sécurité | 500 | Niveau d'insécurité | |
| | | Nombre de conflits résolus | |
| Total budget Axe 2 | 265 500 | | |

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|----------------------|--------------------------------|--|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MJSCICC | MSPC, MATD, MTFPDS, MJDH, MDAC | |
| X | X | X | MDAC | MSPC | |
| X | X | | MDAC | MSPC, MUHDATP, MEF | |
| X | X | | MEF | MEF, MSDS, MPFEF | Des mecanismes existent déjà notamment l'Ordonnance n°2016-020/P-RM portant statut général des militaires ; la loi n°2016-058 du 27 décembre 2016 instituant les pupilles en République du Mali ; le fonds de solidarité ; le décret n°2017 0694/P-RM du 14 août 2017 fixant organisation et modalité de fonctionnement de la Fondation pour la Solidarité |
| | X | X | Primature /CAB MDRPI | MRE, MJDH, MATD | |
| X | | | MSPC | MDAC | |
| | | | | | |
| X | X | | MRPCN | MDAC, MSPC, MENEFP | |
| X | X | X | MJDH | MRE, MATD, MSPC | |
| X | X | | MSPC | MDAC, MATD | |
| | | | | | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| Axe 3: Croissance économique et Développement durable | | | |
| Priorité: Relance de la croissance économique et promotion du développement durable | | | |
| Objectif : 3.1. Améliorer le système de planification du développement et la gestion économique et financière | | | |
| 3.1.13. Relecture des codes des douanes et des impôts pour la mobilisation des ressources financières suffisantes | | Codes des Douanes et des Impôts relus | |
| 3.1.14. Amélioration de la gestion des exonérations et des subventions en les rendant plus transparentes et conformes aux règles de la concurrence | 10 | Manuel de procedure élaboré | |
| 3.1.15. Lutte contre la fraude fiscale et les pertes de ressources pour l'Etat en rendant transparentes les conventions signées par l'Etat et en procédant à leur évaluation périodique | | Pourcentage de conventions évaluées | |
| 3.1.20. Audit de tous les permis miniers notamment ceux dont les bénéficiaires ne respectent pas les textes sur la protection de l'environnement | 500 | Pourcentage de permis miniers audités | |
| 3.1.45. Informatisation/digitalisation de l'administration, des recettes fiscales et non fiscales | 150 | Taux de digitalisation des procédures de paiement des recettes fiscales et non fiscales | |
| Objectif : 3.2. Promotion du développement durable et de l'assainissement | | | |
| 3.2. 63. Relance des activités des Chemins de fer pour le désenclavement intérieur et extérieur et promotion des emplois et l'économie locale | 16 200 | Trains de voyageurs et de marchandises opérationnels entre Bamako et Kayes | |
| Total budget Axe 3 | 38 290 | | |

Axe 4: Capital humain, genre et inclusion sociale

Priorité: Stabilisation du front social, promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, et amélioration de la qualité de

Objectif : 4.1. Promouvoir le dialogue social

| | | | |
|---|-----|---|--|
| 4.1.2. Maintien du Service National des Jeunes pour les nouveaux admis aux concours de la Fonction publique | 401 | Service national des jeunes instauré pour les nouveaux admis à la fonction publique | |
| 4.1.5. Moralisation du concours d'accès à la fonction publique (application de critère d'équité et de transparence) | 650 | Niveau de confiance des candidats au processus du concours d'entrée dans la fonction publique | |
| 4.1.8. Enrôlement biométrique de tous les fonctionnaires de l'Etat et des Collectivités ainsi que les Forces armées et de sécurité afin de prévenir la fraude | 500 | Taux d'enrôlement biométrique des fonctionnaires de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Forces armées et de sécurité | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|---|------|------|-------------|-------------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| X | X | | MEF | MIC, MJDH, MATD, MMEE, MRE, MUHDATP | |
| X | X | X | MIC | MEF | |
| X | X | | MEF | MAECI, MMEE, MIC, MUHDATP | |
| X | X | X | MMEE | MEF, MEADD, MJDH, MRE | |
| X | X | X | MEF | MCENMA, MRE, MIC, MUHDATP | |
| | | | | | |
| X | X | | MTI | MEF | |
| | | | | | |
| s services d'éducation et de santé | | | | | |
| | | | | | |
| X | X | | MJSCICC | MTFPDS | |
| X | X | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | | MRE | MATD, MEF, MTFDS, MEN | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 4.1.19. Création d'une structure de suivi/ évaluation de la performance des activités du Gouvernement (marchés publics, projets, programmes) | 150 | Disponibilité du texte de creation de la Structure de suivi-évaluation de la performance des activités du gouvernement | |
| 4.1.27. Dépolitisation des nominations dans l'Administration | 50 | Texte relatif à la depolitisation des nominations dans l'administration adopté | |
| 4.1.38. Organisation d'une conférence sociale pour négocier un pacte social de stabilité et de croissance | 270 | Rapport de la Conférence sociale disponible | |
| 4.1.53. Réinstauration du service civique | | Service civique réinstauré | |
| Objectif : 3. Améliorer le système éducatif et la recherche scientifique X | | | |
| 14. Adoption de la loi portant officialisation des langues nationales conformément à l'esprit du document de politique linguistique et modification conséquente de l'article 25 de la Constitution 1992 | | Loi officialisant les langues nationales adoptée | |
| | | officialition des langues nationales consacrée par la Constitution | |
| Total budget Axe 4 | 2 021 | | |
| Axe 5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction Citoyenne | | | |
| Priorité: Promotion de la jeunesse, du sport, de la Citoyenneté et Développement de l'Artisanat et du Tourisme | | | |
| Objectif : 5.2. Promouvoir la Jeunesse, l'Éducation Civique et la Citoyenneté et Développer le Sport | | | |
| 5.5.22. Promotion de l'éducation civique et morale, du service national des jeunes et des activités de citoyenneté | | Nombre de jeunes formés | |
| 3.2.24. Elaboration des modules de formations sur nos valeurs sociétales dans les écoles | 50 | Nombre de modules de formations sur nos valeurs sociétales disponibles dans les écoles | |
| Total budget Axe 5 | 50 | | |
| Total général (Axe1+Axe2+Axe3+Axe4+Axe5) | 384 474 | | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|-----------------|--|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MRE | Tous ministères | Il existe déjà des cadres dans ce sens: CPS, DFM, CDI, CT-CSLP, DGMP-DSP, DGB, SGG,BOS |
| X | X | | MRE | Tous Ministères | Se referer au point 1.4.8 |
| X | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | | MJSCICC | MSPC, MDAC | Action déjà prise en compte |
| | X | | MEN | Tous ministères | Action déjà prise en compte |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| X | X | | MJSCICC | MEN | Action déjà prise en compte |
| | X | X | MEN | MESRS, MRE | |
| | | | | | |
| | | | | | |

ANNEXE 3

**PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES
COMPLEMENTAIRES
DU GOUVERNEMENT DE
LA TRANSITION
(PACGT 2022-2024)**

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| Axe 1: Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles | | | |
| Priorité: Mise en place d'Institutions légitimes et d'un système électoral crédible dans lesquels les Maliens se reconnaissent | | | |
| Objectif : 1.1. Améliorer la gouvernance politique, institutionnelle, administrative et électorale | | | |
| 1.1.1. Réduction du nombre de partis politiques en appliquant des conditions restrictives de création et de financement | 250 | | |
| 1.1. 9. Officialisation de l'utilisation des langues nationales dans les fora officiels | | Langues nationales officialisées dans les Fora | |
| Objectif : 1.2. Promouvoir la justice et les droits de l'Homme et lutter contre la cyber-criminalité | | | |
| 1.2.1. Rapprochement des administrations judiciaires des populations | 67 000 | Nombre de cours et Tribunaux créés et opérationnels | 92 |
| 1.2.2. Recrutement dans le cadre de la diversification des administrations judiciaires à travers le pays pour rendre plus rapide et serein le fonctionnement de la justice | 66 350 | Nombre de personnel recruté pour le compte des services de la Justice | 1 805 |
| 1.2.3. Séparation réelle des pouvoirs et dépolitisation de la justice | 75 | Stratégie nationale de la dépolitisation de l'Administration disponible | |
| 1.2.6. Préservation du régime de la pluralité des médias comme acquis démocratique en dépit de la législation nécessaire encadrant le secteur | | Nombre de medias créés | |
| 1.2.7. Indemnisation de toutes les familles victimes de guerre et de terrorisme | 65 467 | Nombre de victimes indemnisées | |
| 1.2.8. Regroupement des services de contrôle judiciaire OCLEI, Vérificateur Général, Contrôle Général des Services Publics en une seule structure | 150 | Nombre de services pris en compte dans le cadre de la rationalisation des structures de contrôle | |
| 1.2.13. Diffusion et vulgarisation des textes sur la justice | 250 | Nombre de textes sur la justice diffusés et vulgarisés | 20 |
| 1.2.14. Etablissement d'une collaboration effective et complémentaire entre la justice classique et la justice traditionnelle pour le règlement des litiges | 150 | Nombre de rencontres tenues | 15 |
| 1.2.15. Multiplication et fonctionnalité du bureau d'aide juridique et judiciaire auprès des tribunaux pour les justiciables démunis | 500 | Pourcentage de Tribunaux disposant d'un Bureau d'aide juridique et judiciaire | 100% |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------------------|---|----------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| X | X | X | Primature /CAB MDRPI | MATD, MRE | |
| X | X | | Primature /CAB MDRPI | MRE, MEN, MESRS, MACIHT, MJDH, MATD | Se référer au point 1.1.3. |
| | | | | | |
| X | X | X | MJDH | MATD | |
| X | X | X | MJDH | MEF, MTFPDS | |
| X | X | x | MRE | MIDH, CAB MDRPI, MATD | |
| | | X | MCENMA | MJDH,CAB MDRPI | |
| | | X | MRPCN | MEF, MJDH, MDAC, MSPC | |
| | | X | MRE | MJDH | |
| X | X | X | MJDH | MCENMA | |
| | X | X | MJDH | MATD, MARCC | |
| X | X | X | MJDH | MEF, MRE | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 1.2.17. Opérationnalisation de la nouvelle réorganisation judiciaire | 70 000 | Taux d'exécution de la nouvelle réorganisation judiciaire | 70% |
| 1.2.18. Simplification et digitalisation de toutes les procédures et démarches administratives | 100 000 | Taux de digitalisation des procédures et démarches administratives | 80% |
| 1.2.19. Renforcement et financement de la justice | 75 000 | Taux d'augmentation de la dotation budgétaire de la Justice | 200% |
| Objectif : 1.3. Renforcer les capacités de l'outil diplomatique malien pour une participation accrue des maliens établis à l'extérieur | | | |
| 1.3.1. Professionnalisation de notre diplomatie | 517 | Pourcentage des diplomates de carrière dans les MDC, y compris le chef de mission | 90% |
| 1.3.6. Organisation des Etats généraux de la migration | 500 | Etats généraux de la migration tenus | |
| 1.3.7. Création d'un cadre de concertation des Associations des Maliens établis à l'Extérieur | 500 | Nombre de Cadres de concertation des Maliens établis à l'Extérieur tenus | 5 |
| 1.3.10. Renforcement du centre d'études stratégiques (Processus de transfert au MDAC en cours) | | Texte portant création du Centre d'Etude Stratégique révisé | |
| Objectif : 1.4. Améliorer l'administration du territoire et la décentralisation | | | |
| 1.4.1. Relecture des textes de la décentralisation | 75 | Nombre de textes de la décentralisation relus | |
| 1.4.3. Renforcement de la politique de contrat plan Etat/région et le partenariat public/privé pour promouvoir le développement local et régional | 10 | Pourcentage de régions disposant d'un contrat plan Etat-Région (CPER) | |
| | | Nombre d'accords de partenariat public-privé signés dans le cadre du développement local et régional | |
| 1.4.4. Augmentation de la contribution de l'Etat dans le financement des Collectivités territoriales | 50 | Taux de transfert des recettes budgétaires de l'Etat au Collectivités territoriales | |
| 1.4.5. Opérationnalisation des transferts de compétences, de ressources financières et humaines de l'Etat aux Collectivités territoriales | 250 | Taux d'effectivité des transferts de compétences, de ressources financières et humaines de l'Etat aux Collectivités territoriales | |
| 1.4.7. Réorganisation du territoire sur la base des critères de populations, des potentialités économiques, socio-culturelles et géographiques | 500 | Pourcentage de Circonscriptions administratives et de Collectivités territoriales créées conformément aux critères de populations, de potentialités économiques, socio-culturelles et géographiques | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|----------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MJDH | MEF, MATD | |
| X | X | X | MRE | MCENMA | |
| X | X | X | MJDH | MEF | |
| | | | | | |
| X | X | X | MAECI | MMEEIA/ MCENMA/ MJDH | |
| X | X | X | MMEEIA | MAECI, MRE | |
| X | X | X | MMEEIA | MAECI, MRE | |
| | X | X | MAECI | MSPC/MDAC/ CAB MDRPI | |
| | | | | | |
| | | x | MATD | MRE, CAD-MDRPI | |
| X | X | X | MATD | MEF | |
| X | X | X | MATD | MEF | |
| X | X | X | MATD | Tous Ministères | |
| X | X | X | MATD | Tous ministères | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 1.4.10. Maillage du territoire par la présence de la Sécurité, de l'Administration et des Services sociaux de base | 5 000 | Taux de couverture sécuritaire du territoire | |
| | | Taux d'accès aux services sociaux de base | |
| 1.4.12. Revision du système éducatif pour faire l'adéquation entre le système et le marché de l'emploi (Etats généraux sur | 3 181 | Système éducatif révisé | |
| | | Taux d'absorption des diplômés | |
| 1.4.13. Facilitation de l'accès des personnes vivant avec handicap aux services sociaux de base | 50 000 | Pourcentage de personnes vivant avec handicap ayant accès aux services | |
| | | Nombre de structures adaptées aux besoins spécifiques des personnes vivant avec handicap | |
| 1.4.14. Maillage des aires de santé sur toute l'étendue du territoire | | Taux de couverture des aires de santé | |
| 1.4.15. Digitalisation de l'établissement et de la délivrance des actes d'Etat civil | 2 000 | Pourcentage d'actes d'état civil digitalisés établis et délivrés | |
| 1.4.18. Application des textes sur l'octroi de 15% des terres aménagées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | | Pourcentage des terres aménagées octroyées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | |
| 1.4.19. Vulgarisation à grande échelle des textes sur la nouvelle Loi domaniale et foncière et la loi sur le Foncier Agricole surtout le volet guichet unique portant sur les formalités d'acquisition du titrefoncier | | Nombre d'activités de vulgarisation de la nouvelle Loi domaniale et Foncière et de la Loi sur le Foncier Agricole | |
| 1.4.20. Effectivité de l'implication des légitimités traditionnelles et coutumières dans les commissions foncières Agricoles | 2 500 | Pourcentage de commissions foncières agricoles impliquant les légitimités traditionnelles et coutumières | |
| Total budget Axe 1 | 443 825 | | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|----------------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MATD | MDAC, MSPC | |
| | X | X | MEN | MESRS, MRE | |
| | X | X | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MSDS | MATD | |
| X | X | X | MATD | MRE, MCENMA, MSPC, MMEEIA, MAECI | |
| X | X | X | MDR | MPFEF, MJS, MSDS | |
| X | X | X | MUHDATP | MDR, MCENMA | |
| X | X | X | MATD | MDR, MUHDATP, MEE | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| Axe 2: Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et cohésion sociale | | | |
| Priorité: Sécurisation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire et création des conditions du vivre-e | | | |
| Objectif : 2.1. Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité | | | |
| 2.1.3. Accroissement de la formation spécialisée de nos forces de défense et de sécurité en fonction des menaces asymétriques | 5 375 | Nombre de formations spécialisés des forces de défense et de sécurité réalisées | |
| 2.1.4. Implantation de nouveaux camps aux effectifs conséquents en fonction de la nouvelle carte sécuritaire et stratégique du pays et surtout de la géographie des menaces | 103 800 | Taux de construction de nouveaux camps conformément à la nouvelle carte sécuritaire et stratégique du pays | |
| 2.1.6. Dissolution de toutes les milices et les reverser dans l'armée | 2 000 | Nombre d'ex combattants intégrés dans l'armée | |
| | | % de milices dissoutes | |
| 2.1.7. Recrutement dans tous les villages situés dans les zones d'insécurité | 5 000 | Nombre de recrues issues des villages situés dans des zones d'insécurité | |
| 2.1.9. Affectation des éléments intégrés hors de leurs localités d'origine | 500 | Pourcentage d'éléments intégrés affectés hors de leurs localités d'origine | 100% |
| 2.1.17. Suspension des revendications pour la période de défense du territoire et les besoins des syndicats | | Nombre de préavis de grèves déposés | |
| Objectif : 2.2. Renforcer les mécanismes de prévention et gestion des conflits, rétablir la cohésion sociale | | | |
| 2.2.1. Identification et mise en oeuvre des réponses adéquates aux priorités pour la stabilisation et le retour à la paix dans le très court terme | 2 000 | Base de données créée | |
| 2.2.10. Relecture de l'Accord d'Alger, publication de son Additif et accélération de sa mise en oeuvre | 500 000 | Accord issu du processus d'Alger relu et son Additif publié | |
| | | Taux de mise en oeuvre de l'Accord issu du processus d'Alger | |
| Total budget Axe 2 | 618 675 | | |
| Axe 3 : Croissance économique et Développement durable | | | |
| Priorité: Relance de la croissance économique et promotion du développement durable | | | |
| Objectif : 3.1. Améliorer le système de planification du développement et la gestion économique et financière | | | |
| 3.1.1. Planification de l'aménagement des terres agricoles, des zones Industrielles, des zones économiques spéciales et des permis miniers et d'orpaillage dans les villages | 24 070 | Nombre de schémas d'aménagement élaborés ou révisés | 415 |
| | | Nombre de Schémas de zones élaborés ou révisés | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|--|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| ensemble | | | | | |
| X | X | X | MDAC | MSPC,MEF | |
| X | X | X | MDAC | MSPC, MEF | |
| | | X | MDAC | MRPCN | |
| X | X | X | MDAC | MSPC | |
| X | X | X | MDAC | MSPC, MRPCN | |
| X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MRPCN | Tous ministères | |
| X | X | X | MRPCN | Tous Ministeres | |
| X | X | | MUHDATP | MDR, MIC, MEF, MEADD, MMEE, MTI, MATD, MRE | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|--|---|
| | | | (sur 3 ans) |
| 3.1.2. Développement d'un réseau d'infrastructures ferroviaire, routière et fluvial | | Réseau ferroviaire opérationnel | Reprise du trafic ferroviaire Bamako-Diboli /Lancement du trafic ferroviaire Bamako- Bougouni-FrontièreGuinée |
| | | Mobilité urbaine et interurbaine améliorée | Temps de parcours réduit/Sécurité routière améliorée |
| | | Niveau de service du réseau routier amélioré | Confort de déplacement assuré/ Coût d'exploitation des véhicules réduit |
| | | Chenal navigable permanent | Durée de campagne de navigation rallongée/Temps de parcours réduit |
| 3.1.3. Développement des infrastructures de stockage, de commercialisation d'eau potable et d'énergie renouvelable (solaire notamment) dans les villages | | Nombre d'infrastructures de stockage et de commercialisation d'eau potable et d'énergie renouvelable construites | |
| 3.1.4. Valorisation des métiers liés à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche, à l'artisanat, au tourisme et à la chasse | 300 000 | Stratégie Nationale de valorisation des métiers liés à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche, à l'artisanat, au tourisme et à la chasse adoptée | |
| 3.1.5. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'appui aux sources de croissance économique permettant de réaliser un taux de croissance moyen du PIB supérieur à 10% durant les 30 prochaines années | 350 | Programme d'appui aux sources de croissance économique adopté Taux d'exécution du programme | |
| 3.1.6. Organisation des filières productives en développant des chaînes de valeurs bien connectées, solidaires et compétitives au plan international | 21 430 | Nombre de chaînes de valeurs développées | |
| | | Nombre d'unités de transformation créées | |
| 3.1.8. Priorisation de la formation technique et professionnelle pour doter le pays d'une main-d'œuvre qualifiée et compétitive | 3 279 | Nombre d'écoles de formation technique et professionnelle créées dans les filières porteuses | 2 |
| 3.1.16. Amélioration de l'efficacité et l'efficience de la dépense publique en renforçant l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation périodique des budgets programmes | | % d'outil de pilotage opérationnel | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|--|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MTI | MEF, MENEFP, MUHDATP, MDAC, MATD, MSPC | |
| X | X | X | MMEE | MEF, MATD, MUHDATP | |
| | X | X | MDR | MEN, MACIHT, MEADD | |
| X | X | X | MEF | Tous Ministères | |
| X | X | | MIC | MDR, MENEFP, MEADD, MACIHT, MAECI | |
| X | X | X | MENEFP | MEN, MDR, MEADD, MEF, | |
| X | X | X | MEF | MRE | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|---|--------------------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 3.1.17. Soutien à l'accès des entreprises nationales, à la commande publique et à la sous-traitance des entreprises minières | | % de commandes publiques ou sous traitances attribuées aux entreprises nationales | |
| 3.1.18. Allocation de 15% des marchés publics aux PME dirigées par les femmes et les jeunes | | Pourcentage des marchés publics exécutés par des PME dirigées par des femmes et des jeunes | 15% |
| 3.1.22. Elaboration d'une politique d'industrialisation et de soutien au secteur privé | 50 | Politique nationale d'industrialisation et de soutien au secteur privé élaborée | |
| 3.1.23. Instauration d'un système de redevabilité et de reddition des comptes pour toute personne ayant assumé des responsabilités même à la retraite | 30 | Textes relatifs au système de redevabilité et de reddition des comptes adoptés | |
| 3.1.24. Augmentation de la participation de l'Etat au capital des sociétés minières | 50 | Plafond autorisé pour la participation de l'Etat dans le capital des sociétés minières | Relecture du code minier |
| 3.1.25. Mise en place d'un système de contrôle des fonds de souveraineté | | Système de contrôle des fonds de souveraineté mis en place | |
| 3.1.26. Elaboration et mise en œuvre d'un programme de développement des pôles dans les campagnes centré sur les | 5 000 | Document de programme adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | 10 |
| 3.1.27. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'exploitation et de valorisation des eaux souterraines, de surface | 50 | Document de programme adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | |
| 3.1.28. Valorisation des potentialités de l'Office du Niger et autres Offices en augmentant les superficies aménagées | 105 977 | Nombre de nouvelles superficies aménagées et exploitées en hectares | |
| 3.1.29. Réforme du secteur Agricole touchant l'enregistrement des Exploitations Familiales et des Entreprises Agricoles, la mise en place des Coopératives d'Utilisations des Matériels Agricoles (CUMA), la prise de textes pour favoriser les achats institutionnels avec les producteurs Agricoles et des centrales d'achat de stockage des produits afin d'éviter le bradage des productions et de stabiliser la production pour les besoins de consommation intérieure | 13 000 | Repertoire des exploitations agricoles et entreprises agricoles crée | |
| | | Nombre de Coopératives d'utilisation des matériels agricoles mises en place | |
| | | Niveau d'équipement des coopératives | |
| | | Textes favorisant les achats institutionnels avec les producteurs Agricoles et les centrales d'achat de stockage des produits adoptés | |
| 3.1.30. Prise de dispositions pour arrêter les changements de vocations des terres Agricoles au profit des programmes immobiliers (constructions des maisons) | 1 000 | Texte adopté pour le respect des vocations des espaces | 25 |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|---|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MEF | Tous Ministères | |
| X | X | X | MENEFP | MEF, MIC, MPFEF, MJS | |
| X | X | X | MIC | MENEFP, MEF, MDR, MTI, MESRS, MACIHT, MRE | |
| X | X | x | MRE | MEF, CAB-MRPI, MATD, MJDH | |
| X | | | MMEE | MEF, MRE | |
| x | x | | MEF | MJDH, MRE | |
| X | X | | MUHDATP | MDR, MEF, MEADD, MIC, MATD, MACIHT, MDEMA | |
| X | X | | MMEE | MEADD, MSDS, MUHDATP, MATD, | |
| X | X | x | MDR | MUHDATP, MEF, MMEE | |
| X | X | X | MDR | MENEFP, MEF | |
| X | X | X | MUHDATP | MATD, MDR, MEADD | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 3.1.31. Application des dispositions de la Loi sur le foncier Agricole attribuant au moins 15% des terres aménagées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | 50 | Pourcentage de terres aménagées attribuées aux femmes, jeunes et groupes vulnérables | |
| 3.1.34. Mise en place d'un plan d'investissements pour la transformation agro-industrielle de toutes les matières premières en général et des produits Agricoles du Mali en particulier | | Plan d'investissement agro-industrielle disponible | |
| 3.1.36. Priorisation à l'échelle nationale du secteur agricole pour un développement durable | | Rang du secteur agricole dans la part des secteurs dans le budget de l'Etat | |
| 3.1.37. Renforcement de la recherche Agricole | 30 000 | Nombre de projets de recherche agricole financés | |
| 3.1.39. Réalisation d'une raffinerie nationale pour contrôler la production d'or et maintenir la valeur ajoutée dans notre pays | 80 | Raffinerie nationale d'or créée | |
| 3.1.42. Augmentation de l'impact des ressources minières sur l'économie communautaire et nationale à travers la construction d'infrastructures de base : route, école, centre de santé, électricité | | Nombre d'écoles, de centres de santé, de Km de route et de Kwt construits à travers des ressources minières | |
| 3.1.47. Elaboration d'une stratégie de consommation des produits locaux | | Document de stratégie adopté | |
| Objectif : 3.2. Promotion du développement durable et de l'assainissement | | | |
| 3.2.1. Relecture des grandes politiques en matière d'environnement, d'assainissement et de développement durable pour les adapter aux Objectifs du Développement Durable (ODD), à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et à la Vision de la CEDEAO 2050 | 180 | Pourcentage de grandes politiques en matière d'environnement, d'assainissement et de développement durable adaptées aux ODD, à l'Agenda 2063 et la vision 2050 de la CEDEAO | |
| 3.2.4. Promotion et valorisation des énergies renouvelables | | Nombre d'activités de promotion et de valorisation des énergies renouvelables mises en œuvre | |
| 3.2.62. Réhabilitation de l'HUICOMA et de la COMATEX | 30 | Durée moyenne de fonctionnement de l'HUICOMA | |
| | | Durée moyenne de fonctionnement de la COMATEX | |
| Total budget Axe 3 | 483 196 | | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|---|---|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MDR | MPF, MJSCICC | |
| | X | x | MDR | MENEFP, MEF, MMEE, MEADD, MIC, MACIHT | |
| | X | X | MDR | MEF | Ce secteur est déjà un secteur prioritaire dans le cadre de référence national qui est le CREDD 2019- 2023. L'action sera intégrée dans le cadre de l'Etude Prospectives Mali 2040. |
| X | X | X | MDR | MEF, MESRS | |
| | X | X | MMEE | MIC, MEF, MEADD, MRE | |
| X | X | X | MMEE | MEF, MUHDATP, MEN, MSDS, MTI, MATD, MRE | |
| | X | X | MIC | MEF, MENEFP, MDR | |
| | X | X | MEADD | MDR, MMEE | |
| X | X | X | MMEE | MEADD | |
| X | X | | MIC | MENEFP, MEF | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| Axe 4 : Capital humain, genre et inclusion sociale | | | |
| Priorité: Stabilisation du front social, promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, et amélioration de la qualité des services | | | |
| Objectif: 4.1. Promouvoir le dialogue social | | | |
| 4.1.3. Instauration d'un contrat de performance dans les services publics (du niveau cercle jusqu'au niveau national) | 250 | Pourcentage de services publics ayant un contrat de performance | 100% |
| 4.1.6. Développement d'une synergie d'action entre les différentes structures de formation-emploi FAFPA, APEJ, ANPE | 2 000 | Nombre d'activités réalisées | |
| 4.1.7. Développement et mise en cohérence du système d'ingénierie de la formation entre les Ministères en charge de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Technique, de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur | | Cadre partenarial crée et fonctionnel | |
| 4.1.11. Récompense du mérite et sanction des infractions | 300 | Nombre d'agents publics récompensés pour service rendu | |
| | | Nombre d'agents publics sanctionnés pour infractions | |
| 4.1.12. Affichage des coûts des prestations dans tous les services publics | 100 | Pourcentage de services ayant affiché les coûts des prestations | 100% |
| 4.1.16. Répartition équitable des ressources humaines sur l'ensemble du territoire | | Indice de répartition des ressources humaines | |
| 4.1.17. Dématérialisation des procédures dans les services publics | 100 000 | Pourcentage de procédures dématérialisées dans les services publics | 80% |
| 4.1.18. Instauration des boîtes à suggestions au sein de tous les services de l'Etat | 75 | Pourcentage de services de l'Etat disposant de boites à suggestions | 100% |
| 4.1.23. Consolidation de la justice sociale au sein de la fonction publique | 80 | Existence d'un plan de carrière | |
| 4.1.24. Amélioration des conditions de vie des travailleurs | 100 | Nombre de mesures d'amélioration des conditions de vie des travailleurs adoptées | |
| 4.1.25. Amélioration de la performance des services publics | 150 | Taux de satisfaction des usagers des services publics | |
| 4.1.26. Prise en compte de la problématique des quotas dans les recrutements | | Nombre des quotas dans les recrutements | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|------------------------------------|------|------|-------------|-----------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| Ministères d'éducation et de santé | | | | | |
| X | X | X | MRE | Tous Ministères | |
| X | X | X | MENEFP | MEF | |
| X | X | X | MENEFP | MEN, MESRS | |
| X | X | X | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MRE | Tous ministères | |
| X | X | X | MRE | Tous ministères | |
| X | X | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MTFPDS | MEF | |
| X | X | X | MRE | Tous Ministères | |
| X | X | | MTFPDS | Tous Ministères | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 4.1.40. Adoption d'un chronogramme de prise en charge des engagements de l'Etat pris dans le cadre des procès-verbaux de conciliation | 80 | Chronogramme de prise en charge des engagements de l'Etat dans le cadre des procès-verbaux de conciliation disponible | |
| 4.1.42. Application de la loi sur l'exercice du droit de grève dans les services publics et parapublics | | Pourcentage de grèves lors desquelles le service minimum a été observé | |
| 4.1.44. Plafonnement des rémunérations des cadres et des dirigeants des Etablissements Publics personnalisés (EPA, EPIC, etc.) | 155 | Textes réglementaires plafonnant les rémunérations au niveau établissements publics adoptés | |
| 4.1.45. Informatisation des prestations dans les hôpitaux | | Taux d'informatisation des prestations dans les hôpitaux | |
| 4.1.48. Intégration dans le programme de formation scolaire et universitaire des modules incitant à l'entrepreneuriat et à l'auto emploi | 120 | Nombre de programmes de formation scolaire et universitaire intégrant des modules incitant à l'entrepreneuriat et à l'auto emploi | |
| 4.1.50. Rétablissement de la taxe emploi jeunes (TEJ) et la taxe à la formation professionnelle (TFP) | | TEJ et la TFP retablies | |
| 4.1.51. Organisation régulière du concours d'entrée à la fonction publique | | Niveau de régularité en pourcentage dans l'organisation du concours d'entrés à la fonction publique | |
| | | Nombre d'agents recrutés par année | |
| 4.1.52. Elaboration et mise en oeuvre d'un programme promotion de l'emploi en milieu rural | | Document de programme adopté | |
| | | Taux d'exécution du programme | |
| 4.1.61. Définition et mise en œuvre d'une stratégie nationale sur l'entrepreneuriat rural | | Stratégie nationale de l'entrepreneuriat rural adoptée | |
| | | Taux de mise en œuvre de la stratégie nationale de l'entrepreneuriat rural | |
| 4.1.68. Couverture totale du pays en réseau de communication notamment internet à travers la fibre optique | 6 800 | Taux de couverture du territoire national en réseau internet à travers la fibre optique | |
| 4.1.69. Renforcement du réseau d'électrification rurale | | Taux d'électrification rural | |
| 4.1.71. Renforcement de la synergie entre les différents départements dans la promotion de l'entrepreneuriat | | Nombre d'actions interministérielles réalisées dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|--|-------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | | | MTFPDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MTFPDS | Tous ministères, | |
| X | | | MTFPDS | Tous Ministères | |
| X | X | | MSDS | MEF, MCENMA | |
| X | X | X | MENEFP | MEN, MESRS, MPFEF, MJSICCC, MACIHT | |
| X | X | | MENEFP | MEF | |
| X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | En fonction des besoins |
| X | X | | MENEFP | MDR, MACIHT, MIC, MNENFP | |
| | X | X | MENEFP | MDR, MEF, MATD, MIC, MACIHT | |
| X | X | X | MCENMA | MEF, MUHDATP, MATD | |
| X | X | X | MMEE | MATD, MENEFP, MIC | |
| X | X | X | MENEFP | MDR, MENEFP, MACIHT, MIC | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| Objectif : 4.2. Améliorer l'accès à la santé et promouvoir l'inclusion sociale | | | |
| 4.2.1. Respect des dispositions de la loi hospitalière en matière d'exercice d'activités privées intra-hospitalières | 420 | Pourcentage d'hôpitaux respectant les dispositions de la loi hospitalière en matière d'exercice d'activités privées intra-hospitalières | |
| 4.2.2. Accélération de la mise en œuvre de la Couverture Médicale Universelle | 701 751 | Taux de couverture médicale uniserselle | |
| 4.2.3. Amélioration de la performance des structures sanitaires (financement, plateau technique et ressources humaines) | 125 000 | Pourcentage de structures sanitaires évaluées performantes | |
| 4.2.4. Amélioration de l'encadrement du secteur de la santé | 2 500 | Pourcentage d'établissements de santé respectant les réglementations en vigueur | |
| | | Existence de textes réglementaires | |
| | | Pourcentage d'écoles de formation en santé respectant les réglementations en vigueur | |
| 4.2.8. Application stricte de la loi hospitalière | | Pourcentage d'hôpitaux respectant les dispositions de la loi hospitalière | |
| 4.2.9. Création d'espaces pour l'exercice privé de la médecine dans les hôpitaux pour éviter l'exercice dans le secteur privé pour les médecins des hôpitaux | | Pourcentage d'hôpitaux disposant d'espaces pour l'exercice privé de la médecine | |
| 4.2.10. Mise en œuvre d'un financement basé sur les résultats dans les hôpitaux permettant d'allouer des primes de performance au personnel hospitalier | | Pourcentage d'hôpitaux appliquant le FBR | |
| 4.2.14. Application des textes qui régissent la création des cabinets de santé | | Pourcentage de cabinets de santé créés conformément aux réglementations en vigueur | |
| 4.2.15. Adoption de textes législatifs sur le statut des Directeurs Techniques des CSCOM | | Textes sur le statut des Directeurs techniques des CSCOM adoptés | |
| 4.2.16. Application stricte des textes réglementaires pour lutter efficacement contre l'exercice illégal de la médecine | | Pourcentage d'établissements de santé respectant les réglementations en vigueur | |
| 4.2.21. Réalisation des infrastructures conformément à la carte sanitaire | | Taux de respect de la carte sanitaire dans la réalisation des infrastructures sanitaires | |
| 4.2.22. Amélioration du plateau technique des structures sanitaires | | Taux de satisfaction des besoins du plateau technique des structures sanitaires | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|--|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MSDS | Tous ministères, OSC, Secteur privé | |
| X | X | X | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MTFPDS, MATD, MUHADTP, MENEFP | |
| X | X | X | MSDS | MRE, MJDH | |
| X | X | X | MSDS | MJDH | |
| X | X | X | MSDS | MRE, MJDH | |
| X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | MSDS | MJDH | |
| | X | | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 4.2.24. Création des CSCOM, conformément à la carte sanitaire des régions sans l'influence des partis politiques | | Pourcentage de CSCOM créés conformément à la carte sanitaire | |
| 4.2.26. Renforcement de la qualité des soins dans les établissements de santé tout en prenant en compte : l'accueil, l'hygiène des locaux, la sécurité des soins, la surveillance des infections nosocomiales, la maintenance des équipements | | Taux de satisfaction des clients | |
| | | Pourcentage d'établissements de santé avec un système de gestion des déchets issus des soins | |
| | | Pourcentage des infections liées aux soins | |
| 4.2.30. Création des hôpitaux de hauts niveaux | 50 000 | Nombre d'hôpitaux de hauts niveaux créés | |
| 4.2.32. Revue du système de référence-évacuation sanitaire | | Pourcentage de districts avec un système de référence-évacuation adaptés au contexte | |
| 4.2.33. Réduction des coûts par la prescription en DCI dans le secteur public ainsi que les structures privées conventionnées | | Taux de réduction du coût moyen des ordonnances dans les établissements de santé et par niveau | |
| 4.2.35. Adoption d'une loi criminalisant la vente illicite et la contrefaçon des médicaments ainsi que d'autres produits de santé | | Loi criminalisant la vente illicite et la contrefaçon des médicaments ainsi que autres produits de santé adoptée | |
| 4.2.37. Elaboration d'une politique nationale d'industrialisation du secteur pharmaceutique | 30 | Politique nationale d'industrialisation du secteur pharmaceutique adoptée | |
| 4.2.38. Affectation des pharmaciens dans tous les CSREF et autres structures | | Pourcentage de CSREF disposant de pharmaciens | |
| 4.2.39. Interdiction de la vente des médicaments en dehors des pharmacies | | Mécanisme de contrôle et de sanction de la vente de médicaments en dehors des pharmacies opérationnel | |
| 4.2.44. Communication sur le calendrier de garde des pharmacies | | Calendrier de garde des pharmacies diffusé | |
| 4.2.52. Organisation des examens au plan national pour les structures privées et étatiques de formation des agents de santé | | Nombre de structures (privées et étatiques) de formation des agents de santé participant à l'examen national | |
| 4.2.55. Equipement des hôpitaux et centres de santé de matériels pour la prise en charge des personnes vivant avec handicap | | Pourcentage d'hôpitaux et de centres de santé dotés en matériels de prise en charge des personnes vivant avec handicap | |
| 4.2.56. Suspension des évacuations des hauts cadres à la charge de l'Etat | | Texte de suspension des évacuation des hauts cadres de l'Etat adopté | |
| 4.2.59. Recrutement du personnel de qualité et assurance d'une répartition équitable entre les centres de santé des différentes zones du Mali | | Nombre de personnel de santé recruté | |
| | | Nombre de médecins par habitant et par Région | |
| | | Nombre de sage-femmes par habitant et par Région | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|-------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| X | X | X | MSDS | MEF | |
| | X | | MSDS | MATD | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MATD | |
| | X | X | MSDS | MJDH, MSPC | |
| | X | | MSDS | MIC, MENEFP | |
| X | X | X | MSDS | MTFPDS, | |
| X | X | X | MSDS | MSPC, | |
| X | X | X | MSDS | MENCMA | |
| X | X | X | MSDS | MESRS | |
| X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | MSDS | MEF | |
| X | X | X | MSDS | MATD | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 4.2.60. Évaluation régulière des directeurs des hôpitaux et prise de sanctions qui s'imposent | | Nombre de Directeurs d'hôpitaux évalués | |
| 4.2.61. Nomination des directeurs sur la base des résultats | | Nombre de directeurs d'hôpitaux recrutés par appel à candidature | |
| 4.2.65. Création des unités de soins spécialisés et particulièrement bucco-dentaires dans tous les CSCOM pour minimiser les références | | Pourcentage de CSCOM disposant d'une unité de soins bucco-dentaires | |
| 4.2.66. Moralisation de l'emploi des médecins entre les hôpitaux et les privés | | Existence de textes règlementaires | |
| 4.2.72. Renforcement de la télémédecine | 100 | Nombre d'actions visant à renforcer la télémédecine | |
| 4.2.80. Création des conditions du retour des déplacés et réfugiés | | Nombre de déplacés et de réfugiés retournés dans leurs localités d'origine | |
| 4.2.81. Rétablissement de la sécurité dans les zones de réinstallation | | Nombre de zones de réinstallation sécurisées | |
| 4.2.82. Création d'un cadre de réinsertion des réfugiés et déplacés internes dans leur milieu d'origine | | Nombre de réfugiés et de déplacés ayant bénéficié des actions de réinsertion à leur retour dans les localités d'origine | |
| 4.2.83. Réhabilitation et viabilisation des sites de réinstallation des réfugiés et déplacés | | Nombre de sites de réinstallation des réfugiés et déplacés réhabilités et viabilisés | |
| 4.2.84. Mise en place des moyens permettant aux réfugiés de reprendre ou d'entreprendre des activités productives | | Nombre de réfugiés insérés dans une activité génératrice de revenus | |
| 4.2.86. Déconcentration des centres de gériatrie | 5 000 | Nombre de centres de gériatrie opérationnel au niveau déconcentré | |
| 4.2.94. Application de l'article 18 du statut général des fonctionnaires concernant le recrutement des personnes vivant avec un handicap à titre exceptionnel | | Nombre de personnes vivant avec un handicap recrutées dans la fonction publique à titre exceptionnel en application de l'article 18 du Statut général des fonctionnaires | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|-------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MSDS | MJDH, MTFPDS | |
| X | X | X | MSDS | MRE | |
| X | X | X | MSDS | MATD, MEF | |
| X | X | X | MSDS | MTFPDS, MENEFP | |
| X | X | X | MSDS | MCENMA | |
| X | X | X | MSDS | MATD, MDAC, MSPC, MRPCN | |
| X | X | X | MSDS | MDAC, MSPC, MATD | |
| X | X | X | MSDS | MADT, MENEFP, MRPCN | |
| X | X | X | MSDS | MATD, MSPC, MDAC, MTI | |
| X | X | X | MSDS | MADT, MENEFP | |
| X | X | X | MSDS | MEF, MRE | |
| X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 4.2.95. Mise en œuvre de la loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 et de son décret d'application relatifs aux droits des personnes vivant avec un handicap | | Niveau d'application de la loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 et son décret d'application relatifs aux droits des personnes vivant avec un handicap | |
| 4.2.97. Promotion de la langue des signes pour une participation des malentendants à la vie de la Nation | 150 | Nombre de formateurs formés à la langue des signes | |
| 4.2.98. Traduction de tous les documents importants de la Nation en braille | 200 | Nombre de documents de la Nation traduits en braille | |
| 4.2.100. Respect/application de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 portant sur le genre | 50 | Pourcentage de femmes élues Conseillères municipales | |
| | | Pourcentage de femmes élues députés | |
| | | Pourcentage de femmes dans le Gouvernement | |
| | | Pourcentage de femmes Directrices nationales/générales et régionales | |
| | | Pourcentage de femmes Gouverneurs, Membres de Cabinets de Gouverneurs, Préfet et Sous-préfet | |
| Objectif : 4.3. Améliorer le système éducatif et la recherche scientifique | | | |
| 4.3.6. Pacification de l'espace scolaire et universitaire pour en faire un lieu d'acquisition de savoirs et de connaissances et non de vandalisme et d'agressions permanentes (autorisation préalable des autorités scolaires et universitaires pour les manifestations, Prohibition des armes) | 2 000 | Taux de réduction des actes de vandalisme et d'agressions dans les espaces scolaires et universitaires | |
| 4.3.8. Réouverture et sécurisation des écoles fermées | 90 | Nombre d'écoles réouvertes et sécurisées | |
| 4.3.18. Recrutement des diplômés en langue arabe dans la Fonction publique | | Nombre de diplômés en langue arabe recrutés dans la fonction publique | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|-------------------|-------------|-----------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 ⁿ | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MSDS | Tous ministères | |
| X | X | X | MEN | MENEFP MESRS | |
| X | X | X | MEN | MENEFP, MESRS | |
| X | X | X | MPFEF | Tous ministères | |
| X | X | X | MESRS | MSPC, MEN | |
| X | X | | MEN | MATD, MDAC, MSPC, MEF | |
| X | X | X | MTFPDS | Tous ministères | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|---|---------------------|---|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 4.3.19. Moralisation des conditions de création, d'ouverture et de fonctionnement des écoles privées | 20 | Existence de la carte scolaire | |
| | | existence du cahier des charges | |
| 4.3.30. Valorisation de la propriété intellectuelle et l'innovation | 50 | Nombre de brevets d'entreprises maliennes déposés | |
| 4.3.39. Recrutement des enseignants pour tous les ordres et types d'enseignement | 15 000 | Nombre d'enseignants recrutés | |
| 4.3.40. Instauration d'un système de bourses d'Etat pour les étudiants en Master et au Doctorat | 16 000 | Système de bourses d'Etat instauré pour les étudiants en Master et au Doctorat | |
| 4.3.44. Valorisation et mise au travail de l'expertise malienne de l'intérieur comme de l'extérieur à travers des projets porteurs dans le cadre de la refondation de l'Etat et de l'enseignement | | Nombre de projets porteurs dans le cadre de la refondation de l'Etat et de l'enseignement | |
| Total budget Axe 4 | 1 028 571 | | |
| Axe 5: Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction Citoyenne | | | |
| Priorité: Promotion de la jeunesse, du sport, de la Citoyenneté et Développement de l'Artisanat et du Tourisme | | | |
| Objectif : 5.1. Développer l'Artisanat et le Tourisme et promouvoir les activités artistiques et culturelles | | | |
| 5.1.6. Promotion de produits artisanaux locaux dans les commandes publiques (meubles, ameublement) | 750 | % de produits artisanaux locaux dans les commandes publiques des meubles et ameublements | |
| | | Nombre d'artisans bénéficiaires de marchés publics | |
| 5.1.7. Promotion de la formation aux métiers et formation des jeunes diplômés pour créer des emplois dans le domaine de l'artisanat | 1 967 | Nombre de formation aux métiers organisées | |
| | | Nombre de jeunes diplômés formés aux métiers artisanaux | 7 500 |
| | | Nombre d'emplois créés | |
| 5.1.11. Organisation des semaines culturelles, sportives et artistiques aux niveaux local, régional et national | 6 000 | Nombre de Semaines culturelles, sportives et artistiques organisées aux niveaux local, régional et national | 5 |
| | | Nombre de participants selon les niveaux | |
| 5.1.16. Accélération du processus de rapatriement de nos œuvres d'art et renforcer le contrôle sur leur exportation | 2 000 | Nombre d'œuvres d'art rapatriées | |
| | | Nombre d'œuvres d'art saisies | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|------------------------------|---------------------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MEN | MRE | |
| | | | MIC | MENEFP, MACIHT | |
| X | X | X | MEN | MEF, MATD, MTFPDS, MESRS | |
| X | X | | MESRS | MEF | |
| X | X | x | MESRS | MRE, MEF | Se referer au point 1.3.9 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| X | X | X | MEF | MACIHT, MIC | |
| X | X | X | MENEFP | MACIHT, MJS, MEN, MEF, MESRS | |
| X | X | | MACIHT | MJSCICC, MATD, MEF | |
| X | X | X | MACIHT | MAEIC, MEF | |

| Actions | Coût (en millions)* | Indicateurs | Cibles |
|--|---------------------|--|-------------|
| | | | (sur 3 ans) |
| 5.1.17. Réhabilitation des monuments et sites historiques et touristiques | 2 000 | Nombre de monuments et sites répertoriés | |
| | | Nombre de monuments et sites historiques et touristiques réhabilités | |
| | | Nombre de monuments créés en mémoire des victimes et héros de 1960 à nos jours | |
| 5.1.25. Inventaire des nos sites touristiques et leur protection afin d'en tirer des ressources pour les collectivités locales et le ministère du tourisme | 25 | Nombre de sites touristiques protégés | |
| 5.1.28. Sécurisation des touristes | 10 | Nombre de sites touristiques ayant un dispositif de sécurité | |
| Objectif : 5.2. Promouvoir la Jeunesse, l'Éducation Civique et la Citoyenneté et Développer le Sport | | | |
| 5.2.2. Augmentation des infrastructures sportives pour développer la pratique sportive | 290 000 | Nombre de stades omnisports construits | 5 |
| | | Nombre de palais des sports construits | 5 |
| | | Nombre de plateaux techniques construits | 100 |
| 5.2.3. Développement des sports interscolaires | 1 950 | Nombre de championnats par discipline organisés | 50 |
| | | Nombre de jeux organisés | 2 |
| 5.2.16. Dynamisation du mouvement des pionniers | 6 000 | Nombre de pionniers formés | 120 000 |
| 5.2.23. Prise en charge des conclusions du Comité d'experts chargés de l'élaboration du Programme national d'éducation aux valeurs | 100 | Programme national d'éducation aux valeurs adopté | |
| | | Taux de mise en œuvre du Programme national d'éducation aux valeurs | 100% |
| Total budget Axe 5 | 310 802 | | |
| Total général (Axe1+Axe2+Axe3+Axe4+Axe5) | 2 885 069 | | |

* Les montants estimatifs des coûts des actions sont donnés à titre indicatif.

| Période de mise en œuvre | | | Ministères | | Observations |
|--------------------------|------|------|-------------|-----------------------------|--------------|
| 2022 | 2023 | 2024 | Responsable | Impliqués | |
| X | X | X | MACIHT | MEF, MATD, | |
| X | X | X | MACIHT | MATD | |
| X | X | X | MACIHT | MSPC, MATD, | |
| | | | | | |
| X | X | X | MJSCICC | MEF, MATD, MUHDATP | |
| X | X | X | MJSCICC | MEN ; MESRS ; MEF | |
| X | X | X | MJSCICC | MATD, MEN | |
| X | X | | MRE | MEN, MESRS, MACIHT, MATD | |
| | | | | | |
| | | | | | |

ANNEXE 4

TEXTES REGLEMENTAIRES

BT C/DLE
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2022- 0453 /PT-RM DU 10 AOUT 2022

PORTANT APPROBATION DU CADRE STRATEGIQUE DE LA REFONDATION
DE L'ETAT, DE SON PLAN D' ACTIONS ET DU PLAN D' ACTIONS
PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Charte de la Transition ;
- Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
- Vu le Décret n°2016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation et de mise en œuvre des documents de politique nationale ;
- Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;
- Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

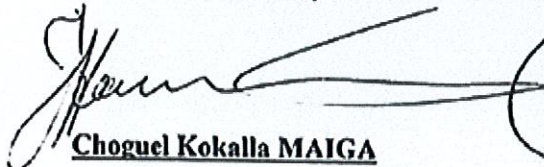
Article 1^{er}: Sont approuvés le Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat (CRSE 2022-2031), le Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat (PARE 2022-2026) et le Plan d'Actions prioritaires du Gouvernement de la Transition (PAPGT 2022-2024), annexés au présent décret.

Article 2 : Le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 10 AOÛT 2022

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,

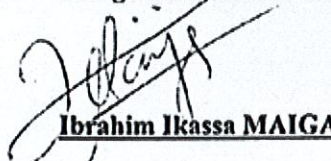
Le Premier ministre,



Choguel Kokalla MAIGA

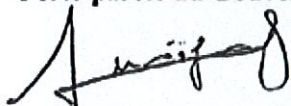
Colonel Assimi GOITA

Le ministre de la Refondation de l'Etat,
chargé des Relations avec les Institutions,



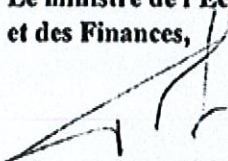
Ibrahim Ikassa MAIGA

Le ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,



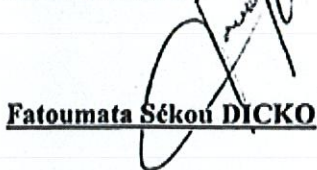
Colonel Abdoulaye MAIGA

Le ministre de l'Economie
et des Finances,



Alousséni SANOU

Le ministre délégué auprès du Premier
ministre, chargé des Réformes politiques et
institutionnelles,



Fatoumata Sékou DICKO

Mme TALL
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2022- 0242 /PT-RM DU 20 AVR 2022

**PORTANT CREATION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU
COMITE INDEPENDANT DE SUIVI-EVALUATION DE LA MISE EN
ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES ASSISES NATIONALES DE LA
REFONDATION**

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

- Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°2022 - 001 du 25 février portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu les recommandations des ANR,

DECRETE :

CHAPITRE I : CREATION ET MISSIONS

Article 1^{er} : Il est créé auprès du Président de la Transition un Comité Indépendant de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation, en abrégé CINSERE-ANR.

Article 2 : Le Comité Indépendant de Suivi-Évaluation de la mise en œuvre des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR) a pour missions de mesurer et d'apprécier l'exécution et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des ANR, conformément à son chronogramme.

A ce titre il est chargé :

- de collecter des informations ;
- de mettre en place, de gérer la base de données et de suivre les indicateurs de résultats ;
- de produire et publier des rapports.

CHAPITRE II : CRITERES DE DESIGNATION DES MEMBRES

Article 3 : Pour être membre du CINSERE-ANR, il faut :

- être de nationalité malienne ;
- avoir une expertise de haut niveau avérée dans des compétences spécifiques ou pluridisciplinaires dans une ou plusieurs des thématiques des ANR ;
- avoir une bonne compréhension de la refondation de l'Etat et de son processus ;
- avoir une bonne compréhension des enjeux et solutions de la crise multidimensionnelle du Mali ;
- avoir une bonne connaissance dans le pilotage et la gestion des projets et programmes ;
- être de bonne moralité et n'avoir pas fait l'objet de condamnations définitives pour crimes ou pour autres infractions à caractère moral, économique ou financier ;
- avoir de la probité, de l'intégrité et une bonne aptitude pour le travail en équipe.

CHAPITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 4 : Le CINSERE-ANR est composé de quinze (15) membres, dont un coordinateur général, un coordinateur général adjoint et treize responsables thématiques.

Les membres du CINSERE-ANR sont assistés d'une équipe constituée en staff et d'un personnel d'appui.

Article 5 : L'équipe constituée en staff, est composée :

- d'un (1) rapporteur général ;
- de treize (13) experts thématiques ;
- de cinq (5) experts en suivi évaluations.

Le personnel d'appui est constituée :

- de deux (2) secrétaires/agents de saisie ;
- d'un (1) documentaliste/archiviste ;
- d'un (1) ronéotypiste ;
- de deux (2) chauffeurs ;
- d'un (1) coursier

Article 6 : les membres du CINSERE-ANR, le staff et le personnel d'appui, sont désignés par Décret du Président de la Transition.

Article 7 : Le Comité Indépendant de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR) produit des rapports semestriels résumant ses propres activités.

Le CINSERE-ANR élabore et publie un rapport annuel qu'il remet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, au Président de la Transition.

Le CINSERE-ANR peut également, si les circonstances l'exigent, fournir au Président de la Transition un rapport d'étape ou un rapport sur des situations particulières.

Article 8 : Les membres du CINSERE-ANR sont nommés pour une période de cinq (5) ans renouvelable une fois.

Au terme de leur mission, les membres du CINSERE-ANR remettent au Président de la Transition un rapport de fin de mission qui dresse le bilan de leurs activités.

Article 9 : Les frais de fonctionnement nécessaires à l'accomplissement de la mission des membres du CINSERE-ANR, sont imputables au Budget national.

Article 10 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les avantages accordés aux membres du CINSERE-ANR et aux collaborateurs.

Article 11 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.)

Bamako, le 20 AVR 2022

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,


Colonel Assimi GOÏTA

ANNEXE 5

**PHOTOS DES ASSISES
NATIONALES DE
LA REFONDATION**



■ Cérémonie de remise du Rapport final des Assises Nationales de la Refondation au Président de la Transition, Chef de l'Etat, S.E le Colonel Assimi GOÏTA par les Membres du Panel des Hautes Personnalités et de la Commission Nationale d'Organisation des ANR à Koulouba, le 11 février 2022



■ Vue du Présidium lors de la cérémonie de clôture des Assises Nationales de la Refondation au CICB à Bamako, le 30 décembre 2021



■ Le Triumvirat gouvernemental de coordination des ANR : Ibrahim Ikassa MAÏGA, ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions (au centre), Colonel Abdoulaye MAÏGA, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (à gauche) et Mme Fatoumata Sékou DICKO, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles (à droite).



■ Cérémonie de remise du Rapport final des Assises Nationales de la Refondation au Président de la Transition, Chef de l'Etat, S.E le Colonel Assimi GOÏTA par les Membres du Panel des Hautes Personnalités et de la Commission Nationale d'Organisation des ANR à Koulouba, le 11 février 2022



Photo de famille du premier conseil des ministres du Gouvernement de Transition conduit par le Premier ministre Dr Choguel Kokalla MAIGA, tenu le 16 juin 2021, sous la présidence de SE le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat.